

2024-2025

Master 1 Archives

ARCHIVES ASSOCIATIVES ET MÉMOIRE INTERGÉNÉRATIONNELLE

La mémoire de la lutte contre le VIH/sida dans les lieux de mobilisation bretons de l'association Aides

LISA TIREAU

Sous la direction de Madame Magalie Moysan

Jury

Patrice Marcilloux, professeur des universités en archivistique (Université d'Angers)
Magalie Moysan, maîtresse de conférences en archivistique (Université d'Angers)

Soutenu publiquement le 11 juin 2025



2024-2025

Master 1 Archives

ARCHIVES ASSOCIATIVES ET MÉMOIRE INTERGÉNÉRATIONNELLE

La mémoire de la lutte contre le VIH/sida dans les lieux de mobilisation bretons de l'association Aides

LISA TIREAU

Sous la direction de Madame Magalie Moysan

Jury

Patrice Marcilloux, professeur des universités en archivistique (Université d'Angers)
Magalie Moysan, maîtresse de conférences en archivistique (Université d'Angers)

Soutenu publiquement le 11 juin 2025



L'auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :

- Vous devez le citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'auteur (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'il approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.



Consulter la licence creative commons complète en français :
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>

Ces conditions d'utilisation (attribution, pas d'utilisation commerciale, pas de modification) sont symbolisées par les icônes positionnées en pied de page.



AVERTISSEMENT

L'université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les travaux des étudiant·es : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteur.rice.s.

ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je, soussigné.e Lisa Tireau, déclare être pleinement consciente que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document publié sur toutes formes de support, numérique ou papier, constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources utilisées pour écrire ce mémoire. Signé par l'étudiant.e le 27/05/2025.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements se tournent d'abord vers ma directrice de mémoire Magalie Moysan, pour ses conseils avisés, sa disponibilité et son engouement particulier pour mon sujet, inspiré de ses travaux. Merci de m'avoir toujours poussé.e à aller plus loin, aussi bien dans mes réflexions que dans la rigueur de mes écrits.

Je tiens également à remercier tous.te.s les militant.e.s m'ayant fait confiance pour me transmettre leurs témoignages personnels, parfois intimes, à travers des entretiens. Ainsi, je remercie Elsa Boulic, Laetitia Bourdin, Cléon Mittaine, Aurélien Rouet, Cécile Pouleur ainsi que Martial le Toullec pour leurs récits de vie passionnants. J'accorde des remerciements particuliers aux archivistes interrogées pour ce mémoire, Mona Le Bris et Morgane Vanehuin, qui, à travers leurs témoignages et leur accompagnement, m'ont permis de comprendre les enjeux du poste d'archiviste à Aides. Je tiens également à remercier l'association Aides pour l'intérêt porté à ma recherche, l'accueil chaleureux et l'accès à de précieuses sources d'archives.

Enfin, je remercie tout particulièrement Thomas et Nano pour la relecture rigoureuse et appliquée de mes travaux, ainsi que Mathilde, camarade d'écriture et amie, pour sa présence précieuse et son soutien indéfectible tout au long de la rédaction de ce mémoire.

LISTE DES ABREVIATIONS

- ACT UP : AIDS coalition to unleash power
- AFLS : Agence française de lutte contre le sida
- AIDS : Acquired immune deficiency syndrome
- ALCS : Association de lutte contre le sida
- AN : Archives nationales
- ANRS : Agence nationale de recherche sur le sida
- ARCAD sida : Association pour la Résilience des Communautés pour l'Accès au Développement et à la Santé.
- ARCAT : Association de recherche, de communication et d'action pour l'accès aux traitements
- ASUD : Agence française de lutte contre le sida
- CAARUD : Centre d'action et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues
- COCQ-sida : Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le VIH/sida
- CFDT : Confédération française démocratique du travail
- CNS : Conseil national du sida
- CRIPS : Centre régional d'information et de prévention sur le sida
- DIVAM : Direction de la vie associative et militante
- INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques
- LCR : Ligue communiste révolutionnaire
- LM : Lieu de mobilisation
- MUCEM : Musée des civilisations de l'europe et de la méditerranée
- OMS : Organisation mondiale de la santé
- PrEP : Prophylaxie pré-exposition
- VIH: Virus de l'immunodéficience humaine

SOMMAIRE

Avertissement.....	7
Engagement de non plagiat.....	9
Remerciements.....	11
Liste des abréviations.....	13
Sommaire.....	15
Introduction générale.....	17
Partie 1 - La lutte contre le VIH/sida : du militantisme associatif à la patrimonialisation des archives.....	21
I- Le militantisme associatif : formes et défis de l'engagement.....	22
II- Combattre le VIH/sida : une lutte politique.....	37
III- Faire mémoire dans les associations de lutte contre le VIH/sida : quelle place pour les archives ?.....	49
Conclusion.....	59
Bibliographie.....	61
Sources.....	69
Partie 2 - Faire mémoire à Aides : enjeux archivistiques, militants et intergénérationnels dans les lieux de mobilisation bretons.....	73
I- Aides et sa stratégie d'archivage : du national au local.....	75
II- Faire mémoire à Aides : archives communautaires et projets mémoriels à l'échelle locale bretonne.....	90
III- Transmission intergénérationnelle, production et réemploi d'archives à but mémoriel : l'exemple des quarante ans de Aides en Bretagne.....	99
Conclusion.....	110
Conclusion générale.....	111
Annexes.....	115
Table des annexes.....	177

Table des matières.....	179
Résumé.....	183

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Héritage du contexte de « reconnaissance du caractère identitaire spécifique de minorités raciales¹ » des années 1970, le mouvement dit des *community archives* s'intéresse particulièrement aux rapports entre archives et communautés. Aujourd'hui, les travaux autour des *community archives* englobent plus largement toutes recherches archivistiques portant sur des groupes minorisés avec l'objectif de recomposer une mémoire oubliée. En effet, la caractéristique principale qui unit ces communautés réside dans un désintérêt général des pouvoirs publics, qui se caractérise par un délaissement des services d'archives constitués pour leur histoire. Par conséquent, alors que les groupes dominants peuvent retracer, grâce à la richesse de la documentation présente, l'entièreté de leur histoire, ce n'est pas le cas des groupes minorisés. Ainsi, un réel manque en termes de collecte, de traitement et de travaux universitaires autour des archives communautaires est à constater. C'est cette carence de la littérature scientifique que le mouvement archivistique des *community archives* s'attèle à combler. Ainsi, l'étude des archives associatives de la lutte contre le VIH/sida s'inscrit dans cette dynamique qui inclut les aspects communautaires et mémoriels à la dimension archivistique.

Notre recherche se centre sur Aides, association de lutte contre le VIH/sida et ses manières de faire mémoire à l'échelle locale bretonne. Nous utiliserons l'appellation « VIH/sida » tout au long de ce mémoire car elle est représentative d'une réalité épidémiologique. Le sida, maladie grave, généralement fatale, est une conséquence de l'infection au virus du VIH, virus avec lequel il est actuellement possible de vivre lorsque l'on suit assidûment un traitement. Ainsi, les deux réalités (malade du sida et personne séropositive infectée par le VIH) sont englobées sous l'appellation « VIH/sida » à travers notre étude.

L'intérêt porté à l'association Aides ainsi qu'aux sujets mémoriels reliés se fonde sur une variété de questionnements : d'abord, quels sont les supports,

¹ GRAILLES (Bénédicte) « Comment définir les archives de communauté en France ? ». In *Les conflits d'archives*, édité par Stéphane Péquignot et Yann Potin, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.

degrés et formes d'appropriation de la mémoire de la lutte contre le VIH/sida à l'échelle locale à Aides ? Quels usages les lieux de mobilisation bretons font-ils de leurs archives et de leur mémoire ? L'originalité de ce sujet réside également dans son cadrage géographique restreint qui permet l'analyse des relations entre le siège social de l'association et les lieux de mobilisation bretons : nous nous questionnons alors sur l'influence de la politique d'archivage nationale à l'échelle locale ainsi que sur les initiateur.rice.s des projets mémoriels menés par Aides. Dans les lieux de mobilisation locaux, c'est la sensibilité aux archives et le rapport émotionnel à la mémoire de l'association que nous développons via les témoignages des militant.e.s. La spécificité de l'objet social de Aides pose également les questions de transmission mémorielle et de générations militantes : comment l'association Aides, par le biais de ses actions mémorielles, favorise-t-elle la création d'une mémoire intergénérationnelle de la lutte contre le VIH/sida ? Comment cette mémoire est-elle reçue par les militant.e.s les plus jeunes ? Tant de questions auxquelles nous ambitionnons de répondre à travers ce mémoire de recherche, qui allie considérations archivistiques, mémorielles et sociétales sous un prisme générationnel.

Pour ce faire, nous accordons une première partie de notre développement à la présentation d'un état de la littérature scientifique. Nous aborderons les sujets d'engagement militant et associatif, de contexte épidémiologique, politique et sociétal autour du VIH/sida ainsi que les manières de faire mémoire à travers les archives au sein des associations de lutte contre le VIH/sida. Tous les exemples exploités dans cette partie ne concernent pas Aides : un choix délibéré qui permet d'analyser les rouages mémoriels de l'association à travers d'autres exemples aux dynamiques comparables. Ainsi, cet état des connaissances se construit autour de la lecture de publications générales, qui posent un cadre théorique pour l'exposé des recherches de terrain.

La seconde partie de notre étude restitue les conclusions issues d'une enquête de témoignages oraux dispensés aussi bien à l'échelle nationale que locale. Afin de comprendre la place occupée par les archives à Aides ainsi que le rôle de l'archiviste dans la sensibilisation des militant.e.s, deux archivistes ayant travaillé

ou travaillant encore au sein de l'association ont été interrogées. À l'échelle locale bretonne, il s'agissait de percevoir les enjeux soulevés par la mémoire associative : pour ce faire, nous nous sommes entretenus avec six militant.e.s occupant des fonctions et des responsabilités très différentes au sein des lieux de mobilisation bretons à Aides. Il paraissait nécessaire de récolter des témoignages diversifiés, pour comprendre le type de relation que les militant.e.s entretiennent avec leur propre mémoire ou celle qui leur a été transmise, ainsi que les liens interpersonnels qui se développent autour d'une histoire commune. En raison de l'âge et de l'ancienneté des militant.e.s interrogé.e.s, ces entretiens permettent également de questionner les dynamiques mémoriales intergénérationnelles en interrogeant le rôle des archives comme témoins d'un rapport à la lutte qui évolue.

PARTIE 1 - LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA : DU MILITANTISME ASSOCIATIF À LA PATRIMONIALISATION DES ARCHIVES

Cette première partie fait état de la littérature scientifique sur les sujets du militantisme associatif et de la lutte contre le VIH/sida, couplée d'une approche archivistique centrée sur la mémoire de l'épidémie à travers les archives associatives.

Le choix a été fait d'aborder la question de l'engagement militant sous un prisme large, afin de comprendre les enjeux qu'il soulève aussi bien au sein d'associations (notamment d'associations de lutte contre le VIH/sida; des exemples seront traités) que de partis politiques et de syndicats : varier les prismes pour découvrir d'autres perspectives militantes. La deuxième partie de cet état des connaissances aborde la question de l'épidémie du VIH/sida : un détail des grands moments ainsi que des acteur.rice.s de la lutte qui permet de comprendre combien il est important de faire mémoire au sein de ces associations. La mémoire par les archives, c'est le thème de la dernière partie qui développe les initiatives de patrimonialisation mises en place au sein des associations de lutte contre le VIH/sida malgré les défis que soulèvent la période et l'objet social particulier.

Au regard de l'attrait intellectuel que procurent les sujets abordés ci-après et la quantité des publications produites, cet état des connaissances n'ambitionne en aucun cas l'exhaustivité mais propose plutôt un aperçu des réflexions scientifiques autour des thématiques de lutte contre le VIH/sida et de mémoire militante au moment de sa rédaction.

I- LE MILITANTISME ASSOCIATIF : FORMES ET DÉFIS DE L'ENGAGEMENT

À travers l'étude des processus d'engagement et de désengagement, des défis causés par la professionnalisation associative et du développement d'une grille de lecture intergénérationnelle, nous ambitionnons de comprendre les différentes formes que peut prendre le militantisme associatif.

A - Comprendre l'engagement et le désengagement militant

Pourquoi s'engager ? Comment comprendre et adopter les codes militants ? Une fois militant.e, pourquoi et comment se désengager de la pratique ? C'est à ces questions que nous répondons dans la partie qui suit : des prémisses de l'engagement à la défection, nous suivons ici les différentes étapes d'une carrière militante.

1. Les prémisses de l'engagement : rôle des pairs et sociologie de l'adhésion militante

Afin de comprendre comment l'engagement militant se développe chez un groupe d'individus, il s'agit d'abord d'étudier les processus de prise de conscience militante : pourquoi et comment s'engager ? Dans leur article issu de la revue *Contretemps*² dédié à l'apprentissage des savoirs militants³, Christine Dollo et Samuel Joshua développent comment les différences de socialisation militante influent sur la capacité à s'engager. Ainsi, certains individus peu familiers avec le milieu militant se trouvent moins enclins à participer à un mouvement social. C'est aussi ce que développe Lilian Mathieu dans son article dédié à l'apprentissage de la

² *L'engagement en question : regard sur les pratiques militantes* *Contretemps*, n°17, 2007, 187 p.

³ DOLLO (Christine), JOSHUA (Samuel), « Savoirs militants, une approche didactique », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 16-24.

lutte par la grève⁴ : il blâme un manque de culture militante familiale ou des « dispositions individualistes⁵ » pour le manque d'engagement de certain.e.s salariés.e.s dans la grève. Il note néanmoins que ces mêmes personnes finissent finalement par rejoindre le mouvement contestataire dans une crainte de la stigmatisation sociale pouvant compromettre des relations entre collègues. Cet exemple prouve le rôle des groupes de pairs dans les premiers moments de contact avec un mouvement social.

Dans leur article, Christine Dollo et Samuel Joshua citent les travaux de la psychosociologue Molly Andrews identifiant trois principaux facteurs de « la formation [d'une] conscience politique : les stimuli intellectuels, [...], le rôle d'organisation très visible, [et] des individus identifiables⁶ ». C'est ce dernier point qui nous intéresse ici et qui corrobore une enquête sur l'adhésion à la CFDT citée dans l'article, soulevant l'importance de personnes ressources à l'intérieur de l'organisation syndicale : les militant.e.s aguerri.e.s guident les nouvelles recrues dans la découverte de leur militantisme. Cette enquête met également en avant un point central du processus d'intégration et d'apprentissage militant : celui d'une formation en sous texte, « une socialisation qui fonctionne plus par imprégnation et identification que par inculcations de messages et de valeurs explicites⁷ ». Les mouvements militants sont alors portés par un noyau convaincu qui rallie à sa cause, grâce à ses relations interpersonnelles, des militant.e.s en devenir et entame avec elles.eux leur chemin vers l'engagement politique. Ainsi, l'accompagnement des nouvelles.aux militant.e.s place les expériences personnelles dans une réflexion de groupe, ce que les auteur.rice.s qualifient de « trajectoires individuelles et collectives [qui] se combinent et codéterminennt les carrières militantes⁸ ».

⁴ MATHIEU (Lilian), « Les novices de la grève: de la contrainte à l'apprentissage de la lutte », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 25-32.

⁵ *Ibid.* p. 29.

⁶ *Op. Cit.* DOLLO (Christine), JOSHUA (Samuel), « Savoirs militants, une approche didactique » p. 21.

⁷ *Ibid.* p. 22.

⁸ *Ibid.* p. 22.

2. Développement de compétences et fondement d'une culture militante propre

Les premières confrontations au monde militant réalisées, il s'agit pour les nouvelles recrues de comprendre et d'intérioriser les codes de la pratique militante : comment rédiger un tract ? Quand et comment prendre la parole lors d'une assemblée générale ? Sous quelle forme aborder quels sujets au sein d'un journal politique ? Comment acquérir ces compétences spécialisées ? Ce sont les questions qui ont été posées à trois militant.e.s de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) par Christine Dollo et Samuel Joshua. Ces entretiens mettent en avant une forme de spécialisation de chaque enquêté.e sur un domaine particulier. En effet, les méthodes utilisées par le parti politique, communes à de nombreuses organisations politiques d'extrême gauche, mettent le.a militant.e au cœur de son apprentissage afin qu'iel s'approprie les formes de la lutte. Ainsi, en le.a confrontant très rapidement à un exercice tel que « l'exposé de formation⁹ » qui consiste à préparer et développer une présentation sur un sujet historique ou politique précis, le.a nouvelle.au militant.e participe à une forme d'auto-formation. Ces méthodes peuvent être mises en relation avec celles de l'école, le « caractère socialisateur¹⁰ » des deux organisations étant ici mis en avant par les auteur.rice.s. Un lien qu'iels s'autorisent à nuancer en prenant l'exemple de militants aux parcours scolaires complexes : « ce n'est donc pas l'école qui leur a donné l'envie d'apprendre, de se documenter et de lire. C'est leur engagement militant [...] et leur conviction des causes à défendre [...] leur a alors fait rencontrer la nécessité d'apprendre, d'apprendre pour faire¹¹ ». C'est ici que réside la principale différence entre école et formation des organisations militantes : une forme d'apprentissage qui se veut directement applicable et appliquée, un objectif attractif pour ces nouvelles.aux militant.e.s.

Alors que les partis politiques pratiquent l'auto-formation, sur les piquets de grève, les « salariés novices [découvrent] la force du collectif¹² ». Un apprentissage

⁹ *Ibid.* p. 23.

¹⁰ *Ibid.* p. 24.

¹¹ *Ibid.* p. 24.

¹² *Op. Cit.* MATHIEU (Lilian), « Les novices de la grève: de la contrainte à l'apprentissage de la lutte ».

pratique, sur le terrain, qui modifie souvent le rapport que ces salarié.e.s entretiennent au militantisme et à l'action collective. Longtemps positionné.e.s comme victimes collatérales des mouvements de grèves jugés inutiles, les nouvelles.aux grévistes perçoivent alors l'importance de ces contestations et des avancées sociales qu'elles permettent. Ce changement de perception sur la grève permet également d'ouvrir les yeux sur les rapports de domination présents au sein même de l'entreprise : une prise de conscience qui peut être le point de départ d'un engagement militant plus approfondi, sur le long terme. Ainsi, il n'est pas rare d'observer des cas de militant.e.s polyengagé.e.s : 45 % des militant.e.s de la LCR sont également engagé.e.s dans deux autres associations ou organismes politiques, une manière selon Florence Joshua, de « prendre la mesure de la pluralité des instances de socialisation politique fréquentées, susceptibles de faire évoluer les dispositions individuelles des militants¹³ ». En somme, le développement de compétences militantes propres, par des exposés théoriques ou la confrontation pratique avec la contestation, font partie intégrante du processus d'engagement.

3. Désengagement militant : explications théoriques et appliquées

« L'analyse de l'engagement doit forcément passer par la prise en compte de la réalité [...] du désengagement¹⁴ » écrit Olivier Fillieule dans la préface de son ouvrage dédié au désengagement militant. Selon lui, cette dynamique d'éloignement du militantisme qu'il qualifie de « sortie de rôle¹⁵ » intervient en trois temps : le premier stade correspond au début de la perte de sens militante, aux premiers doutes et au sentiment que l'organisation militante ne correspond plus aux attentes initiales de l'individu. Il n'est pas rare que cette phase se double d'un *burn out* militant, lorsque les activités sont trop demandeuses et que la fatigue s'accumule. Le deuxième stade est celui de la recherche d'alternatives : le.a militant.e se tourne vers d'autres organismes après avoir « pris conscience de sa

¹³ JOSHUA (Florence) « S'engager, se désengager, se réengager: les trajectoires militantes à la LCR », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 38.

¹⁴ FILLIEULE (Olivier). *Le désengagement militant*, Belin, 2005, p. 28.

¹⁵ *Ibid.* p. 28.

liberté de choix¹⁶ », un élément essentiel au dernier stade, celui dit du « point de retournement¹⁷ », du moment où l'individu quitte réellement son organisation militante.

Mais les raisons de ce départ varient particulièrement en fonction des années. À la CFDT, Olivier Fillieule étudie trois générations de militant.e.s aux parcours très différents. Le premier groupe de syndicalistes engagé avant 1968 se retire principalement du militantisme pour des questions d'âge et de santé, faisant preuve d'une forte loyauté envers l'organisation syndicale. Le deuxième, syndiqué entre 1968 et 1978 dans un contexte de syndicalisme de masse post-mai 1968 n'est pas tant attaché à l'organisation syndicale en tant que telle qu'à la condition de salarié syndiqué. Pour cette génération, les motifs de rupture militante paraissent circonstanciels : un désengagement a lieu lors d'une mutation professionnelle ou d'une disparition de la section au sein de l'entreprise. Enfin, la dernière génération engagée à partir des années 1978 regroupe des militant.e.s soucieux.se.s de protéger leurs intérêts individuels et qui quittent généralement l'organisation syndicale après avoir conclu qu'elle ne leur servait plus personnellement. Dans ce dernier cas, les motifs de l'engagement syndical sont corrélés à ceux du désengagement.

Cependant, les variables de défection peuvent aussi être attribuées aux sujets traités par l'organisation militante : dans le cadre des associations de lutte contre le VIH/sida comme Aides ou Act Up Paris, les motifs de désengagement répondent aux réalités de l'épidémie. En effet, « le profil de l'épidémiologie du sida en France¹⁸ », c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie avec le virus, mène à un fort désengagement à l'orée des années 2000 avec l'idée qu'il ne paraît plus aussi urgent de militer. Mais au delà des spécificités associatives et générationnelles, Olivier Fillieule rappelle l'importance d'envisager les causes de la défection sous un prisme multiscalaire : « aux facteurs macro-sociaux que sont l'impact de la crise économique et les carences du syndicalisme sur les lieux de

¹⁶ *Ibid.* p. 31.

¹⁷ *Ibid.* p. 31.

¹⁸ *Ibid.* p. 209.

travail, s'ajoute tout un ensemble de raisons biographiques propres aux trajectoires individuelles¹⁹ ».

B- Professionnalisation de l'engagement et salariat associatif : les exemples du Planning Familial et de Aides

Parmi les formes d'engagement associatif possibles, le salariat se développe de manière croissante au cours des années 2000. En 2015, les salariés associatifs représentent « plus de 1 850 000 salariés²⁰ » ce qui correspond à « 7.1% de l'emploi salarié selon l'INSEE²¹ ». C'est ce processus que nous développons dans cette partie, à travers les exemples de Aides et du Planning Familial.

1. Professionnalisation du militantisme associatif

Les années 1960 à 1980 voient l'émergence de nouvelles formes d'engagement associatif autour du salariat. Cette professionnalisation associative intervient soit en renfort administratif et hiérarchique comme à Aides, soit comme moyen de légitimer la cause comme au Planning Familial²². Ainsi, à Aides, association au sein de laquelle la question du salariat fait débat, les premier.ère.s salarié.e.s sont embauché.e.s à partir de 1987 dans des postes à hautes responsabilités dans le but de coordonner les activités des bénévoles aussi appelé.e.s volontaires. Les différences entre salarié.e.s et volontaires ne se distinguent pas tant sur les missions que sur les statuts occupés par les militant.e.s. Au Planning Familial, la dynamique de professionnalisation associative est vue comme « un moyen de légitimation des revendications du Planning

¹⁹ *Ibid.* p. 226.

²⁰ RIVIEREZ (Isaora-Mélanie) *Des salarié·es sous la cause : Une étude de cas du travail associatif de lutte contre le VIH/sida, thèse de doctorat de sociologie*, Université Paris Cité, 2022, p. 19.

²¹ *Ibid.* p. 19.

²² ROMERIO (Alice). *Le travail féministe. Le militantisme au Planning familial à l'épreuve de sa professionnalisation*. Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 18.

Familial²³ », en particulier de la « cause contraceptive²⁴ ». Un objectif rempli par la création d'un collège de médecins au sein de l'association comme un moyen de « donner des gages de scientificité aux activités illégales du Planning Familial²⁵ ». En effet, les prémisses de la professionnalisation ausein de cette association interviennent en plein coeur de la lutte pour le droit à l'avortement, au début des années 1960 : une période qui rend nécessaire un militantisme fort malgré son illégalité et dont le Planning familial assume très vite la responsabilité. Plus tard, dans le courant des années 1980 et sous la présidence de François Mitterrand, le Planning Familial fait l'objet d'une institutionnalisation qui permet de développer les questions salariales dans un contexte de « renouvellement des militant.e.s [...] suivant la décennie 1970²⁶ ». Les relations qu'entretiennent l'association et les services publics s'intensifient et le Planning Familial devient un véritable partenaire de l'Etat dans sa politique de santé publique. Mais cette confiance et ces subventions nouvelles impliquent une nécessaire « rentabilité des actions²⁷ » et dès lors, l'association s'inscrit dans une forme de dépendance financière envers les services publics. Cette dépendance permet tout de même un meilleur financement des actions du Planning Familial et participe au développement de la professionnalisation grâce à des programmes de formations autour de postes propres à l'association comme celui de conseillère conjugale et familiale²⁸ : « une formation qui dure au minimum trois ans avec la possibilité de se spécialiser ensuite²⁹ ». Les formations en interne existent aussi chez Aides, une manière de « produire des travailleur[euse]s attachés à l'institution et fortement impliqués³⁰ » selon la sociologue Isaora-Mélanm Rivierez. Au sein de l'association de lutte contre le VIH/sida, les nouveaux financements et la mise en place de telles formations

²³ *Ibid.* p. 18.

²⁴ *Ibid.* p. 18.

²⁵ *Ibid.* p. 18.

²⁶ *Ibid.* p. 86.

²⁷ Rapport financier du Planning Familial pour l'année 1987.

²⁸ Ce poste est très majoritairement occupé par des femmes, c'est pourquoi nous accorderons ce terme au féminin.

²⁹ *Op. Cit.* ROMERIO (Alice). *Le travail féministe. Le militantisme au Planning familial à l'épreuve de sa professionnalisation.* p. 29.

³⁰ *Op. Cit.* RIVIEREZ (Isaora-Mélanm) *Des salarié·es sous la cause : Une étude de cas du travail associatif de lutte contre le VIH/sida.* p. 395.

portent leurs fruits : en 2007, vingt ans après l'ouverture du premier poste, l'association emploie plusieurs centaines de salariés à travers la France.

2. Entrée dans le salariat associatif : recrutement communautaire et formation du personnel

Les processus de professionnalisation au sein d'associations comme le Planning Familial ou Aides posent la question des profils des salarié.e.s embauché.e.s ainsi que des spécificités de l'emploi associatif. Les analyses des deux associations se recoupent pour nous apporter des pistes de réponses. Dans un premier temps, nombreux.se.s sont les salarié.e.s ayant d'abord été usager.ère.s du service proposé par l'association ou bénévoles avant de s'y investir personnellement. C'est le cas au Planning Familial où certain.e.s salarié.e.s restent touchées par leur premier contact avec une conseillère conjugale et familiale, une expérience qui les a ensuite poussées à s'engager. On retrouve la même situation à Aides où « une majorité des enquêté[e]s sont devenus salarié[e]s après une expérience de bénévolat au sein de l'association³¹ ». La spécificité de telles organisations réside également dans leur aspect communautaire. À Aides, l'identité d'une personne (orientation sexuelle, identité de genre, statut sérologique) est une variable prise en compte dans le processus d'embauche au sein d'une « politique de recrutement anti-discriminatoire³² ». Ces caractères identitaires peuvent même jouer en faveur du.de la candidat.e car l'appartenance à certaines communautés permet de mieux comprendre et accompagner certains publics sur des enjeux de santé et de pratiques sexuelles par exemple.

Cependant, au fur et à mesure du processus de professionnalisation, les associations militantes s'ouvrent à d'autres publics. Aides commence à recruter au-delà des cibles directement concernées par la maladie, investissant la présence de femmes hétérosexuelles au sein des salarié.e.s. Ainsi, le Planning Familial suit la même lancée et ouvre ses recrutements à de plus en plus d'hommes. Accordé à l'aspect communautaire, la professionnalisation est aussi un moyen pour ces

³¹ *Ibid.* p. 226.

³² *Ibid.* p. 226.

associations militantes de cibler des profils variés et de donner des opportunités d'emploi à des travailleur.euse.s en difficulté : c'est ce que l'on retrouve à Aides où « l'accès aux postes de délégué-e de permanence et d'animateur.rice.s [n'est] pas dépendant de la possession d'un titre scolaire ou universitaire³³ », ce qui laisse une grande place à la formation et à l'évolution en interne. De plus, les deux associations que nous étudions représentent une forme d'unicité en cela qu'elles garantissent une certaine forme de sécurité de l'emploi par l'utilisation de contrats à durée indéterminée, une pratique peu courante dans ce genre de structure. Ainsi, contrats et formations permettent à des travailleur.euse.s aux parcours professionnels complexes de s'insérer au mieux dans le monde du travail par la voie associative.

3. Limites du salariat associatif

Malgré la richesse des opportunités salariales que permet la professionnalisation associative, les limites entre temps bénévole et temps salarié sont parfois floues : une ambiguïté qui pousse les employé.e.s à en faire toujours plus. C'est ce qu'explique la sociologue Isaora-Melanm Rivierez, dénonçant un « travail d'euphémisation de la contrainte gestionnaire mis en œuvre par l'association notamment au moyen de discours militants lors des formations habilitantes et d'un floutage des objectifs quantitatifs³⁴ ». En valorisant le côté militant et taisant l'aspect professionnel, les limites ne sont plus claires et cela mène parfois à des dépassements d'horaires dus au « brouillage récurrent entre les sphères personnelles et professionnelles³⁵ ». Ce brouillage est d'autant plus accentué par l'esprit de camaraderie que l'on retrouve particulièrement à Aides. Ainsi, dans l'ouvrage collaboratif EthnoAides, l'accent est mis sur un management « fondé sur la complicité et les relations interpersonnelles, tout en étant très hiérarchisé³⁶ ». L'exemple est donné d'un.e salarié.e non binaire ayant communiqué

³³ *Ibid.* p. 225.

³⁴ *Ibid.* p. 397.

³⁵ EthnoAides (Collectif). *AIDES, 1984-2024*. Presses universitaires de Lyon, 2024, p. 167.

³⁶ *Ibid.* p. 166.

sur son identité de genre dans le cadre professionnel – une démarche facilitée par l'objet social de l'association – et qui dit ne pas pouvoir trouver ailleurs une telle ouverture à ce sujet. Iel serait donc constraint.e de rester, même si les conditions de travail ne lui convenaient plus : les auteur.rice.s invoquent ici la figure du « salarié-captif³⁷ » également peu protégé par la faiblesse des organisations syndicales au sein de l'association.

Dans un autre registre, les militant.e.s du Planning Familial soulèvent certaines limites à la professionnalisation, notamment au sujet de la hiérarchisation associative. Dans un contexte de crise financière de l'association et de désintérêt militant au début des années 1970, le Congrès de 1972 accueille les revendications des conseillères conjugales et familiales qui dénoncent une « division sexuelle du travail militant qui profite aux hommes et aux médecins³⁸ ». Elles demandent également la création d'un collège national des conseillères à l'image de celui créé par les médecins dans une volonté de légitimation de leur travail. Les militant.e.s de terrain ont effet de nombreuses réticences au développement de cette professionnalisation, craignant notamment « l'arrivée de personnes intéressées uniquement par la dimension rémunératrice de leurs activités³⁹ » comme l'explique Alice Romerio. À ce discours s'oppose celui d'une possibilité d'émancipation financière pour les femmes dans un contexte politique et social qui voit émerger les enjeux féministes. En somme, la professionnalisation croissante des associations militantes permet le développement de nouvelles carrières malgré les limites éthiques et les débats politiques que cela soulève au sein même de ces associations.

³⁷ *Ibid.* p. 166.

³⁸ *Op. Cit.* ROMERIO (Alice). *Le travail féministe. Le militantisme au Planning familial à l'épreuve de sa professionnalisation.* p. 38.

³⁹ *Ibid.* p. 40.

C- Regarder en arrière : transmissions et mémoire de l'engagement militant intergénérationnel

Dans les sphères engagées, il n'est pas rare d'entendre parler de générations de féministes, aussi appelées « vagues féministes⁴⁰ ». Une grille de lecture par génération qui peut être généralisée à de nombreuses autres pratiques engagées. Nous analysons dans cette partie cette manière de catégoriser les mouvements et revendications militantes par le prisme générationnel.

1. Qu'est-ce qu'une génération ? Théories sociologiques

La grille de lecture intergénérationnelle que nous ambitionnons de proposer dans ce mémoire impose la définition du terme de génération. Sur la question, les sociologues Marie Cartier⁴¹ et Alexis Spire mettent en avant deux théories principales : celles de Pierre Bourdieu et de Karl Mannheim. Les théories générationnelles bourdieusiennes se fondent sur la notion d'*habitus*⁴², principe phare développé par le sociologue qui induit un mécanisme de reproduction sociale fort. En distinguant les effets de génération, d'âge et de conjoncture, Bourdieu met en avant la notion de génération politique comme une variable à part entière. Ainsi, les années 1980 voient se renouveler les grilles de lecture dans le monde universitaire, préférant une approche générationnelle à la vision marxiste en vogue. Les auteur.rices de cet article l'expliquent de la manière suivante : « l'analyse en termes de génération [apparaissait] comme une alternative pour penser la diversité du monde social, en laissant une place aux phénomènes de socialisation et en récusant le déterminisme⁴³ ». La théorie bourdieusienne place ainsi la génération comme un mécanisme de reproduction lié aux expériences socialisantes.

⁴⁰ DAGORN (Johanna). « Les trois vagues féministes – une construction sociale ancrée dans une histoire.» In: *Diversité*, n°165, 2011, p. 15-20.

⁴¹ CARTIER (Marie), SPIRE (Alexis) « Approches générationnelles du politique » *Politix*, n° 96 (4), 2011, p. 7-15.

⁴² BOURDIEU (Pierre). *Esquisse d'une théorie de la pratique : Précédé de « Trois études d'ethnologie kabyle »* Genève, 1972, 272 p.

⁴³ Op. Cit. CARTIER (Marie), SPIRE (Alexis) « Approches générationnelles du politique » p. 9.

Le principe d'effet de conjoncture peut être relié aux théories de Karl Mannheim sur ce qu'il nomme le « problème des générations⁴⁴ ». Le sociologue allemand du début du XXe siècle envisage la notion de génération sous le spectre du « cadre de vie historico-social⁴⁵ ». Pour lui, une génération regroupe des individus ayant participé aux mêmes événements ou ayant eu les mêmes expériences dans des moments clés de construction identitaire : la participation à des activités sportives, associatives, syndicales, la position sur le marché du travail ou le niveau de diplôme sont autant de variables potentielles permettant d'identifier une génération. Ainsi, une « unité de génération⁴⁶ », définissant le groupe sociologique générationnel, apparaît plus pertinente à Mannheim qui récuse l'utilisation arbitraire de la grille de lecture démographique dans la conception d'une génération. L'auteur résume sa théorie en une phrase : « seul un même cadre de vie historico-social permet que la situation définie par la naissance dans le temps chronologique devienne une situation sociologiquement pertinente⁴⁷ ». Dans une étude sur la structuration de la profession enseignante du second degré⁴⁸, Aurélie Llobet soulève les conséquences de ces structurations générationnelles dans les choix militants. En affirmant que « l'appartenance générationnelle structure l'engagement politique⁴⁹ », elle pointe le rôle de la formation pouvant aussi bien agir comme agent socialisant que comme cadre historico-social dans la construction générationnelle politique d'un groupe.

⁴⁴ MANNHEIM (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990 [1re édition allemande en 1928], p. 52.

⁴⁵ Op. Cit. CARTIER (Marie), SPIRE (Alexis) « Approches générationnelles du politique » p. 11.

⁴⁶ *Ibid.* p. 11.

⁴⁷ Op. Cit. MANNHEIM (Karl), *Le problème des générations*.

⁴⁸ LLOBET (Aurélie), *Les professeurs du secondaire en action : de l'engagement professionnel à la mobilisation politique*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Paris Dauphine, 2011, 588 p.

⁴⁹ *Ibid.* p. 48.

2. Les défis du renouvellement générationnel : divergences générationnelles dans l'approche militante

La variable générationnelle que nous venons d'évoquer peut être particulièrement étudiée dans le contexte militant qui réunit une diversité d'acteur.rices destiné.e.s à lutter ensemble vers un objectif commun. La sociologue Claire Duport illustre cette multiplicité de profils militants dans son article sur la transmission générationnelle dans les groupes de militants sociaux⁵⁰. Prenant l'exemple des associations venant en aide aux personnes exilées à Marseille, elle peint un portrait chronologiquement situé de la diversité des acteur.rice.s impliqué.e.s : les associations de bénévoles catholiques et protestants sont les premières à accueillir les personnes migrantes dans les années 1950 et 1960 ; puis la décennie 1970 voit s'engager des mouvements de gauche antiracistes ; enfin, dans les années 1980 à 1990, un nouveau groupe militant se forme, réunissant des jeunes issus des quartiers concernés, proches du milieu associatif. Ces trois générations de militant.e.s co-existent dans la sphère associative et sur le terrain : « elles se côtoient dans l'action autant qu'elles se critiquent dans les postures⁵¹ ». Ce sont ces critiques, symptomatiques de divergences d'opinions qui mènent parfois à la division.

Un bon exemple de conflit générationnel de ce type est décrit par Maud Gelly dans son article portant sur la transmission générationnelle du féminisme⁵² qui relate le déroulement d'un atelier des Alternatives féministes organisé par le Collectif National pour le Droit des Femmes en décembre 2005. Cette rencontre réunit une centaine de collectifs, d'associations, de partis politiques, de syndicats féministes et de gauche pour un temps d'échange interassociatif où la question générationnelle se pose très rapidement. Un atelier dédié à la transmission intergénérationnelle du féminisme met en lumière un point sensible : le sentiment d'exclusion des militant.e.s féministes plus âgé.e.s. Afin de mieux comprendre la

⁵⁰ DUPORT (Claire). « Militants sociaux : passation diffuse d'une génération à l'autre. » *Empan*, n°50(2), 2013, p. 86-89.

⁵¹ *Ibid.* p. 87.

⁵² GELLY (Maud). « La transmission générationnelle du féminisme: un éclairage à partir d'un atelier des "Alternatives féministes" organisées par le CNDF en 2005 », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 93-100.

complexité des rapports intergénérationnels entre féministes, un questionnaire est diffusé au cours de cette rencontre. Les conclusions de cette enquête mettent le doigt sur un sentiment partagé par de nombreux.e.s répondant.e.s : un climat de conflit générationnel. Malgré l'insistance sur la nécessité de s'allier pour mieux lutter, certain.e.s militant.e.s parlent de « clivage d'âge⁵³ » et même « d'âgisme réciproque⁵⁴ », invoquant ainsi un caractère quasi-systémique. Ces conflits opposent les premières générations de féministes, pour lesquelles l'éducation intellectuelle était au centre de la lutte, aux militant.e.s plus jeunes, qui privilégièrent souvent l'action aux études théoriques. Ces exemples illustrent la complexité des rapports interpersonnels et intergénérationnels au sein des sphères militantes, soulevant l'importance d'une transmission entre les âges.

3. Transmettre pour lutter ensemble : lorsque les militant.e.s s'unissent dans un but commun

Lorsque les tensions intra-communautaires compromettent le bon déroulement des actions militantes, l'urgence de la lutte prend le dessus sur le conflit. Ainsi, tels les militant.e.s sociaux marseillais.e.s, les militant.e.s féministes de tous âges comprennent la nécessité de dépasser les affects et les divergences d'opinions pour servir leur combat. Cette volonté pacificatrice est particulièrement visible dans les réponses données au questionnaire avec des propositions d'initiatives humaines, telles que des cafés-débats, des séances de formation ou des groupes de parole. Des activités théoriques comme l'archivage d'essais intellectuels et l'étude de textes fondateurs du mouvement, et des actions plus concrètes telles que la diffusion de tracts ou l'écriture de slogans, lorsque réalisées ensemble, permettent de concilier les différents modes d'actions de chaque génération et ainsi de lutter plus efficacement. Ces suggestions proviennent particulièrement d'organismes familiers avec les questions générationnelles comme le Planning Familial. Son approche en binôme – les nouvelles.aux membres sont

⁵³ *Ibid.* p. 97.

⁵⁴ *Ibid.* p. 97.

assigné.e.s à des militant.e.s plus expérimenté.e.s – facilite l'intégration et le développement d'échanges intergénérationnels riches. Par ailleurs, Maud Gelly insiste sur la nécessité d'une transmission forte, en particulier sur les grandes théories féministes qui, représentant une forme d'élitisme et parfois perçues comme déconnectées des réalités du terrain, ne sont pas accessibles à tous.te.s. Elle soulève aussi la variable temporelle et l'urgence d'une transmission générationnelle dans les moments où l'engagement militant est plus faible comme en 2005 : faire vivre la mémoire d'une lutte pour en inspirer la continuité. Une dynamique qui fonctionne : Claire Duport souligne le rôle clé des « histoires personnelles qui révèlent l'importance des transmissions et des héritages dans la démarche de l'engagement militant⁵⁵ ». Ces exemples démontrent la pluralité des formes de transmission intergénérationnelle et la nécessité d'une conscience accrue des enjeux mémoriels. La mémoire devient alors un outil de renforcement des liens interpersonnels pour mieux lutter.

⁵⁵ *Op. Cit.* DUPORT (Claire). « Militants sociaux : passation diffuse d'une génération à l'autre. » p. 89

II- COMBATTRE LE VIH/SIDA : UNE LUTTE POLITIQUE⁵⁶

L'année 1981 marque le début d'une épidémie meurtrière : celle du VIH/sida. Mais l'inaction des pouvoirs publics et la marginalisation des personnes touchées soulève rapidement bien plus que des considérations sanitaires : des enjeux politiques, économiques et sociaux se développent à mesure que les acteur.rice.s se multiplient. Ce sont ces rapports complexes entre institutions officielles, entreprises privées et associations de malades que nous détaillons dans cette partie.

A- Chronologie de la crise et espoirs post 1996

Afin de situer les grands moments de la lutte contre le VIH/sida, il paraît nécessaire de réaliser une chronologie de l'épidémie, de la découverte du virus à l'espoir d'une « fin du sida⁵⁷ ».

1. 1981-1996. Découverte du virus et institutionnalisation de l'épidémie : le cœur de la crise du VIH/sida

Le 5 juin 1981, le bulletin hebdomadaire du Centre de Contrôle des Maladies d'Atlanta mentionne pour la première fois des infections rares touchant les jeunes homosexuels en Californie⁵⁸, le terme de sida étant officiellement institué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en septembre 1982. En France, la stigmatisation et le manque de connaissances autour de cette maladie poussent une partie de la société à qualifier le sida de « pneumonie des homosexuels⁵⁹ », de

⁵⁶ PINELL (Patrice), dir., *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France 1981-1996*, Paris, PUF, 2002, 415 p.

⁵⁷ BERDOUGO (François), GIRARD (Gabriel). *La fin du sida est-elle possible ?* Paris, Éditions Textuel, 2017, 188 p.

⁵⁸ PIERRET (Janine). Annexe 1. *Chronologie des principaux moments de la mobilisation scientifique, médicale, politique, sociale et associative. Vivre avec le VIH : Enquête de longue durée auprès des personnes infectées*, Presses Universitaires de France, 2006, p 195-209.

⁵⁹ *Ibid.* p. 197.

« cancer gay⁶⁰ » ou encore de « syndrome homosexuel⁶¹ » : des expressions assez rapidement obsolètes mais qui agissent toujours sur la vision actuelle de l'épidémie. À partir de 1985, la communauté scientifique prend conscience de l'urgence de la situation et la première conférence internationale sur le sida a lieu à Atlanta du 15 au 17 avril 1985, regroupant plus de 2000 chercheur.euse.s d'une trentaine de pays. La nécessité d'actions de dépistage régulières et coordonnées est avancée et les premiers tests de dépistage sont mis à disposition la même année. Dès 1988, la création d'organes institutionnels dédiés à la gestion de l'épidémie d'un point de vue médical mais aussi sociétal apparaissent en France. En novembre 1988, l'Agence nationale de recherche sur le sida⁶² et le Centre régional d'information et de prévention sur le sida en Ile-de-France sont créés, un mois seulement avant la première journée internationale du sida instituée par l'OMS. Cette lancée institutionnelle se poursuit l'année suivante avec la fondation de l'Agence française de lutte contre le sida et le Conseil national du sida, d'autant plus d'organes officiels légitimant le caractère exceptionnel⁶³ accordé à l'épidémie.

En parallèle de cette institutionnalisation de la maladie, les associations de lutte et de soutien aux malades se développent⁶⁴ : la première conférence internationale des personnes atteintes par le VIH/sida se réunit en 1987, une manière pour les personnes touchées de se réapproprier leurs vécus, loin des instances officielles et au plus près de leurs réalités. Mais il faut attendre 1989 et la cinquième conférence internationale sur le sida à Montréal pour accorder une place aux militant.e.s associatif.ve.s dans le débat scientifique, une invitation qui peut être mise en relation avec la tournure funeste de l'épidémie. En effet, le début de la décennie 1990 est marqué par les « années de cendres⁶⁵ », une période de très forte mortalité qui rebat les cartes : il n'est plus question de découverte de symptômes et d'accompagnement dans la maladie, mais de comptage des morts.

⁶⁰ *Ibid.* p. 197.

⁶¹ *Ibid.* p. 197.

⁶² L'Agence Nationale de Recherche sur le Sida est rattachée au Ministère de la Recherche et de la Technologie.

⁶³ Voir III - A.

⁶⁴ Voir II - B.

⁶⁵ Les « années de cendres », expression développée par les personnes touchées et les militant.e.s de la lutte contre le VIH/sida à travers les années, désigne le début de la décennie 1990 jusqu'à l'arrivée des trithérapies en 1996, des années de très forte mortalité au sein de la communauté séropositive.

La mortalité omniprésente envahit les espaces séropositifs et militants. C'est lors de ces « années de cendres » que se déroule l'affaire dite du sang contaminé : entre 1984 et 1985, des transfusions sanguines porteuses du virus sont administrées à plus de deux milles personnes hémophiles, modifiant leur statut sérologique dans un contexte de forte mortalité séropositive. Cette affaire, médiatisée à partir de 1991, transforme la vision caricaturale qu'une partie de la société entretient encore avec les malades du sida : n'importe qui peut y être confronté et l'épidémie devient un problème d'État, une responsabilité gouvernementale. Un discours que portaient déjà les associations de lutte contre le VIH/sida qui se mobilisent alors pleinement autour de l'accès aux traitements.

2. Vers une « fin du sida⁶⁶ » ? Développement des trithérapies et de la PrEP⁶⁷.

Le 29 janvier 1996, le Congrès scientifique de Washington au sujet des rétrovirus voit l'annonce d'une grande avancée scientifique dans la recherche sur le VIH/sida : l'association de deux antirétroviraux et d'une nouvelle molécule, l'antiprotéase, constituerait une forme de traitement contre le virus. Ce mélange de molécules appelé trithérapies met fin aux années de cendres, offrant aux malades qui se croyaient condamnés la possibilité de vivre. Avec les années, ce traitement est amélioré et la question de la charge virale est mise au centre du débat : dans les années 2010, il est découvert qu'en prenant assidûment les trithérapies, une personne séropositive devient indétectable et ne transmet pas le virus. Cette avancée, qui permet à de nombreux couples sérodiscordants⁶⁸ de mieux vivre au quotidien, est reprise dans la communication envers le grand public : le slogan « Undetectable = Untransmittable » (U=U) traduit comme « Indétectable = Intransmissible » (I=I) en français, est arboré dans de nombreuses marches des

⁶⁶ *Op. Cit.* BERDOUGO (François), GIRARD (Gabriel). *La fin du sida est-elle possible ?*

⁶⁷ Prophylaxie pré-exposition.

⁶⁸ Un couple sérodiscordant désigne une union au sein de laquelle une personne est séropositive et l'autre séronégative.

fiertés⁶⁹ et autres événements LGBTQIA+ à but informatif. Ainsi, malgré les difficultés de communication et la désinformation à ce sujet, l'arrivée des trithérapies constitue une véritable révolution dans les sphères séropositives et militantes, permettant d'envisager une nouvelle forme de lutte.

Au cours des années 2000, la recherche autour de la lutte contre le VIH/sida met au point une nouvelle forme de traitement, cette fois à destination des personnes séronégatives dites à risque car en relation avec des personnes séropositives : la prophylaxie pré-exposition, aussi appelée PrEP. Dans leur ouvrage *La fin du sida est-elle possible ?*⁷⁰, François Berdougo et Gabriel Girard développent les enjeux autour de l'utilisation de la PrEP : consistant à « administrer des antirétroviraux en prévention, avant et après une relation non protégée⁷¹ », la PrEP cible en priorité les hommes homosexuels. Ce traitement fonctionne particulièrement bien : une efficacité qui mènerait vers une « forme de dépolitisation des enjeux de santé sexuelle [qui] seraient une question médicale avant tout et non pas politique⁷² » selon les auteurs. Enfin, François Berdougo et Gabriel Girard se questionnent sur la possibilité d'une fin du sida, un objectif posé dès 1996 et rendu envisageable par l'efficacité des traitements disponibles. Mais cette perspective paraît s'éloigner, notamment à l'échelle internationale, après les prises de position du gouvernement états-unien et les coupes budgétaires sur les sujets de santé sexuelle et séropositive. À ce sujet, l'association AIDS United qui lutte contre le VIH/sida aux Etats-Unis mentionne « a calling for massive public health funding cuts that will have disastrous and fatal consequences for people living with and affected by HIV in the United States and abroad⁷³ ». Malgré le

⁶⁹ Aussi appelée « Pride », la marche des fiertés est une manifestation annuelle initiée par la drag queen transgenre Marsha P. Jonhson à la suite des émeutes de Stonewall. Celles-ci ont eu lieu après une descente de police particulièrement violente dans le bar homosexuel Stonewall à New York. Les marches des fiertés, aujourd'hui organisées à échelle internationales, sont l'héritage de ces émeutes, revendiquant le droit des personnes LGBTQIA+ à exister et à avoir accès aux mêmes conditions de vie que les personnes cisgenres et hétérosexuelles.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.* p. 112.

⁷² *Ibid.* p. 116.

⁷³ AIDS United, *AIDS United Statement on the Release of President Trump's FY26 Skinny Budget*, 2025, [en ligne], disponible sur [AIDS United Statement on the Release of President Trump's FY26 Skinny Budget - AIDS United](https://aids-united.org/2025/01/15/aids-united-statement-on-the-release-of-president-trumps-fy26-skinny-budget-aids-united/) (consulté le 5 mai 2025).

contexte géopolitique, la « fin du sida » demeure un objectif partagé par l'ensemble des acteur.rice.s de la lutte contre le VIH/sida.

B- Acteur.rice.s et formes du militantisme de la lutte contre le VIH/sida

Afin de comprendre les enjeux politiques et institutionnels autour de la lutte contre le VIH/sida, il convient d'en présenter ses principaux acteur.rice.s ainsi que leurs modes d'action. Alors que les associations de malades s'opposent aux pouvoirs publics et aux laboratoires privés, toutes ne s'accordent pas sur les mêmes stratégies : comment lutter pour se faire entendre ?

1. Mouvements associatifs de lutte contre le VIH/sida : quelles associations pour quelles manières de lutter ?

La particularité des mouvements de lutte contre le VIH/sida réside dans la place donnée au militantisme associatif. Ainsi, François Buton⁷⁴ insiste sur le rôle des mobilisations associatives, ajoutant qu'elles précèdent souvent les mobilisations politiques. Il cite Michaël Pollak : « Quand [...] les historien[ne]s écriront l'histoire sociale du sida, la mobilisation dans des formes associatives dépassant le champ médical sera, sans aucun doute, le fait le plus marquant⁷⁵ ». Dans son article dédié aux formes de la lutte contre le VIH/sida, François Buton met en avant la diversité des mouvements associatifs : malgré les différences dans les formes et les moyens mis en œuvre pour militer, tous se retrouvent dans un but commun. Dans une approche chronologique, l'auteur mentionne une première génération d'associations créées en 1984 et 1985 : Aides et Arcat-sida. Ces associations de soutien aux malades et de prévention se chargent de faire le lien entre personnel médical et malades, dans un contexte de grand flou autour de l'épidémie. Elles se distinguent

⁷⁴ BUTON (François) « Sida et politique : saisir les formes de la lutte. » *Revue française de science politique*. Vol. 55(5), 2005, p.787-810.

⁷⁵ POLLAK (Michaël), *Les homosexuels et le sida, sociologie d'une épidémie*. Paris, 1988, p. 279.

par leur caractère universaliste : dans une volonté de lutter pour tous.te.s, elles refusent de revendiquer leur propre séropositivité ou homosexualité, se plaçant ainsi dans une démarche où l'accompagnement des malades prime sur le sentiment communautaire.

En opposition, ce que François Buton désigne comme « les associations de la seconde génération⁷⁶ » comme Actions traitements ou Act Up Paris assument la séropositivité de leurs membres et le caractère politique de leurs actions. L'association Act Up Paris va même plus loin, revendiquant l'homosexualité des militant.e.s et invoquant l'importance du lien entre lutte homosexuelle et lutte séropositive. Les stratégies de l'association consistent à interpeller le grand public grâce à des actions de désobéissance civile pour dénoncer la violence institutionnelle subie par les malades : des manières de lutter qui ne font pas l'unanimité au sein des associations de lutte contre le VIH/sida. Ces désaccords sur les méthodes de la lutte ne sont pas pour autant des obstacles à la collaboration inter-associative comme en témoignent le projet Ensemble contre le sida⁷⁷ ou le groupe de travail TRT-5 qui réunit neuf associations de lutte contre le VIH/sida autour de la recherche biomédicale. À ce sujet, Christian Saout⁷⁸, ancien président de Aides, invoque « l'expertise associative⁷⁹ » en matière de santé sexuelle. En effet, les militant.e.s directement touché.e.s par la maladie développent leurs propres connaissances médicales et pharmaceutiques, qui, alliées à leurs vécus personnels, créent une forme d'expertise associative spécifique. L'auteur insiste notamment sur les collaborations possibles avec le domaine scientifique pour créer une « expertise collective⁸⁰ » du sida, alimentée aussi bien par les professionnels que par les malades. Au regard des relations entretenues par ces deux acteur.rice.s de la lutte, la faisabilité d'un tel partenariat peut être remise en question.

⁷⁶ *Op. Cit.* BUTON (François) « Sida et politique : saisir les formes de la lutte. » p. 798.

⁷⁷ À présent appelé Sidaction, le projet Ensemble contre le sida désigne une campagne inter associative de soulèvement de fonds pour la recherche autour du VIH/sida.

⁷⁸ SAOUT (Christian). « La lutte contre le sida : le face à face des associations et de l'État. » *Les Tribunes de la santé*, n° 46(1), 2015, p. 25-30.

⁷⁹ *Ibid.* p. 27.

⁸⁰ *Ibid.* p. 27.

2. Le « face à face des associations et de l'Etat »⁸¹ : entre recherche de compromis et affrontements directs

Au sein du mouvement de lutte contre le VIH/sida, les associations militantes sont confrontées à des obstacles ralentissant les avancées en termes de santé sexuelle, tels les laboratoires pharmaceutiques désirant tirer profit de la commercialisation des médicaments qui tardent à les rendre accessibles au plus grand nombre. Mais ce que décrit plus précisément Christian Saout dans son article, c'est ce « face à face des associations et de l'Etat⁸² » qui débute dès 1984 lors de la fondation des premières associations de lutte contre le VIH/sida. À partir de 1988 et du *Rapport sur le sida*⁸³ de Claude Got, l'institutionnalisation de l'épidémie transcrit la mise en place d'une véritable politique publique en matière de santé sexuelle. Qualifiée de « jeu d'acteur institutionnel⁸⁴ » par l'ancien président de Aides, cette volonté de baliser la lutte contre le VIH/sida paraît ne tromper personne chez les militant.e.s associatif.ve.s qui se préparent aux confrontations. En effet, l'éthique de la recherche, l'accès aux médicaments et la dignité des malades font partie des grands enjeux pouvant mener à des désaccords profonds entre associations et autorités publiques. À ce sujet, l'auteur détaille : « la confrontation va trouver ses formes sur un registre qui articule proposition et protestation⁸⁵ ». Ainsi, entre compromis et attaques frontales, les stratégies associatives se répondent et se complètent. À partir de 1991, l'affaire du sang contaminé participe à la décrédibilisation des pouvoirs publics et mène à ce que Christian Saout qualifie « d'enchaînement protestataire⁸⁶ ».

Ainsi, le début des années 1990 voit l'avènement de l'association Act Up Paris et de son militantisme perçu comme provocateur. Dans son ouvrage *Agir pour ne pas mourir ! Act up, les homosexuels et le sida*⁸⁷, Christophe Broqua développe les

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*

⁸³ GOT (Claude) *Rapport sur le sida : 23 août-3 octobre 1988*. Paris, 1989, 339 p.

⁸⁴ *Op. Cit.* SAOUT (Christian). « La lutte contre le sida : le face à face des associations et de l'État. » p. 27

⁸⁵ *Ibid.* p. 27.

⁸⁶ *Ibid.* p. 28.

⁸⁷ BROQUA (Christophe). *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*. Paris, Presses de Sciences Po, 2005, 456 p.

modes d'actions des militant.e.s d'Act Up : les manifestations à l'occasion de la marche des fiertés et du premier décembre participant, selon l'auteur, à la représentation d'un « groupe social, permettant l'affirmation d'une identité collective et le marquage des altérités⁸⁸ ». En se rendant visibles, les militant.e.s d'Act Up contraignent le grand public à se confronter à leurs réalités, à se sentir concerné par leurs luttes. C'est d'autant plus le cas lors des « Zaps » : emprunté aux militant.e.s des mouvements homosexuels états-uniens⁸⁹, « le Zap est une action organisée en réaction à un événement ou à un problème spécifique qu'il s'agit de dénoncer⁹⁰ ». Souvent très médiatisés, ils ont pour objectif premier de choquer dans une dimension performative. Nous pouvons prendre l'exemple du menottage de Dominique Charvet, directeur de l'AFLS lors d'un colloque sur l'homosexualité et le sida en avril 1991. Dans ce cas, c'est l'utilisation de la « violence symbolique⁹¹ », invoquée pour dénoncer une forme de violence sociale, qui choque et fait parler de l'association, propulsant ses revendications au cœur du débat public.

Aujourd'hui, certaines de ces associations de lutte contre le VIH/sida ne sont plus actives mais celles qui demeurent présentes assurent des missions de prévention et d'accompagnement, semblables à celles des établissements de santé publique. Le risque que soulève Christian Saout est celui d'une « délégation implicite de la politique de la lutte contre le sida au tissu associatif⁹² ». En somme, les relations qu'entretiennent aujourd'hui les associations de lutte contre le VIH/sida et les pouvoirs publics sont davantage de l'ordre de la collaboration, voire de la délégation que de la contestation ou de l'affrontement comme cela a pu être le cas au cœur de la crise.

⁸⁸ *Ibid.* p. 221.

⁸⁹ Les mouvements homosexuels états-uniens ici mentionnés concernent des organisations comme la Gay Activist Alliance, la Lavender Hill Mob, ainsi qu'Act Up New York.

⁹⁰ *Ibid.* p. 224.

⁹¹ *Ibid.* p. 237.

⁹² *Op. Cit.* SAOUT (Christian). « La lutte contre le sida : le face à face des associations et de l'État. » p. 30.

C- La figure du militant sida : une diversité de profils pour une diversité d'actions

Le développement des modes d'actions des associations de lutte contre le VIH/sida questionne leur sociologie interne : qui sont ces militant.e.s ? Est-il possible de réaliser un portrait type du de la militant.e sida ? Nous répondrons à ces questions et tâcherons également de rendre hommage aux oublié.e.s de la lutte.

1. Variables sociologiques de l'engagement militant contre le VIH/sida : le cas de « l'homosexuel séropositif »

Christophe Broqua répond à ces questions dans son ouvrage sur Act Up : au contact des militant.e.s, il met au point des statistiques sociologiques permettant de situer les activistes dans un cadre qu'il qualifie de « socio-sexuel⁹³ ». Ces données offrent un point de départ vers une grille de lecture multiscalaire : elles développent des comparaisons inter-associatives (Act Up et Aides) sur les catégories socio-professionnelles, les générations engagées, le genre ou l'orientation sexuelle des militant.e.s. Au regard de ces informations statistiques, nous pouvons dresser un portrait du militant sida : il s'agirait d'un homme homosexuel séropositif ou touché de près par la maladie, cadre ou issu de catégories socioprofessionnelles aisées et ayant entre 25 et 34 ans. En effet, l'auteur avance que « à Act Up, 71% des militant[e]s se déclarent homosexuels (contre 57% des volontaires de Aides); 59% sont des hommes et 12% des femmes⁹⁴ ». Les différences de sociologie militante entre Aides et Act Up se retrouvent également sur les catégories socioprofessionnelles représentées : à ce sujet, Michaël Pollak parle d'Act Up comme étant « d'un recrutement plus jeune dans des catégories socioprofessionnelles plus modestes qu'à Aides⁹⁵ ». La jeunesse des militant.e.s d'Act Up est également notée par Christophe Broqua : il mentionne

⁹³ *Op. Cit.* BROQUA (Christophe). *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, p. 164

⁹⁴ *Ibid.* p. 167.

⁹⁵ *Op. Cit.* POLLAK (Michaël), *Les homosexuels et le sida, sociologie d'une épidémie*, p. 86.

une « surreprésentation des 18-24 ans à Act Up (11% contre 3 % [à Aides]) et la sous-représentation des 55 ans et plus (3% contre 13% [à Aides])⁹⁶ ». Ces statistiques permettent de dégager un portrait de la figure du militant sida que Christophe Broqua qualifie « d'homosexuel séropositif⁹⁷ ».

Renforçant et se réappropriant les biais discriminatoires associant homosexualité et sida dès le début de l'épidémie, Act Up revendique cette posture identitaire : en effet, les dix premières années d'existence de l'association voient se succéder des présidents avec les mêmes profils : homosexuels et séropositifs. Cette vision du militant sida est doublée de celle du « malade actif⁹⁸ », une expression empruntée à Christian Saout qui illustre cette propension qu'ont les militant.e.s à investir le terrain et à se rendre visible. Cependant, le portrait caricatural que nous venons de peindre, de ce que serait et aurait été le militant sida, bien que statistiquement correct, se doit d'être nuancé.

2. Des militant.e.s « unis dans la colère⁹⁹ » : faire communauté pour avancer dans l'action

Les militant.e.s des associations de lutte contre le VIH/sida ont une variété de profils qui se répondent et s'unissent dans un but commun, améliorant l'expérience militante et le partage de connaissances. L'ouvrage de Sarah Schulman, recueil de témoignages de militant.e.s d'Act Up New York, développe cette richesse communautaire : en partageant les actions par zones d'expertise et d'intérêt, chacun.e est mis à disposition de la cause qui lui tient le plus à cœur. Ainsi, une variété de projets est lancée sur le modèle des groupes de travail ciblés : les militant.e.s ayant reçu une formation scientifique ou s'étant formé.e.s aux questions médicales en interne se chargent de suivre l'avancée des traitements, les artistes prennent la direction de la communication associative, les communautés

⁹⁶ *Op. Cit.* BROQUA (Christophe). *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, p. 168
⁹⁷ *Ibid.* p. 127.

⁹⁸ *Op. Cit.* SAOUT (Christian). « La lutte contre le sida : le face à face des associations et de l'État. » p. 28.

⁹⁹ HUBBARD (Jim) *United in Anger, a History of ACT UP*, produit par Jim Hubbard et Sarah Schulmann, New York, 2012.

haïtiennes particulièrement touchées par le virus occupent des fonctions de prévention dirigées vers les personnes immigrées et les femmes prennent en main la grande campagne d'Act Up New York « Women don't get AIDS, they just die from it¹⁰⁰ ». Ainsi, chaque profil contribue à sa manière, faisant communauté avec ses pairs au sein même de l'association. C'est également le cas des lesbiennes qui, représentant « plus du tiers des militantes¹⁰¹ » chez Act Up Paris selon Christophe Broqua, n'ont pas seulement occupé des rôles d'aidant.e.s et de soignant.e.s comme le sous-entend le placement du L avant le G dans l'acronyme LGBTQIA+¹⁰² après les années de cendres. En effet, Sarah Schulman développe l'engagement associatif des lesbiennes dans Act Up New York qui, fortes de leurs expériences dans les mouvements féministes et lesbiens des années 1970 (Lavender menace), mettent au point l'organisation concrète de l'association. Un engagement souvent passé sous silence et que l'autrice rappelle dans son ouvrage : « the reality is that women, [...] especially feminists and lesbians from the 1970's movements were actually some of the principal theoricians of ACT UP¹⁰³ ». Au-delà des considérations identitaires, personnelles et intimes, il paraît évident à Sarah Schulman qu'une caractéristique unit tous.te.s ces militant.e.s : l'incapacité à se taire face à l'injustice et le besoin vital d'agir. C'est ce qu'elle développe dans cette citation que nous ne pouvons nous résoudre à abréger :

« I suddenly realized that what all these ACT UPers had in common was not experiential, that there was no common concrete factor in their lived lives. [...] These were people who were unable to sit out a historic cataclysm. They were

¹⁰⁰ La campagne « Women don't get AIDS, they die from it » menée par Act Up New York a pour objectif de modifier la définition du VIH/sida du « Center of Disease Control » afin d'y inclure les femmes. L'objectif est politique mais également social : cette reconnaissance, finalement acquise en 1993 lors du second « National Women and AIDS Conference » donne l'accès à la reconnaissance médiacale et aux médicaments adaptés aux femmes.

¹⁰¹ *Op. Cit.* BROQUA (Christophe). *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, p. 167

¹⁰² Avant l'épidémie de VIH/sida, l'acronyme associé à la communauté LGBTQIA+ est simplement nommé GLBT. Comme forme de reconnaissance de l'importance du rôle des lesbiennes pendant la crise, le L de Lesbienne est disposé au début de l'acronyme, donnant une version allégée de celui que nous connaissons aujourd'hui. Mais les lesbiennes sont souvent représentées au chevet des malades (ce qui a également sa part de vérité) et non au cœur du combat associatif, une part importante de leur engagement.

¹⁰³ SCHULMAN (Sarah). *Let the record show: A political history of ACT UP New York, 1987-1993*, New York, Farrar Straus and Giroux, 2021, p. 23.

driven, by nature, by practice, or by some combination thereof, to defend people in trouble standing with them. What ACT UPers had in common was that regardless of demographics, they were a very specific type of person, necessary to historical paradigm shifts. »¹⁰⁴.

En somme, les statistiques sociologiques imposent une certaine figure militante de la lutte contre le VIH/sida, mais la diversité des profils au sein des associations soulève leur vrai point commun : leur détermination à se battre pour leur cause.

¹⁰⁴ *Ibid.* p.14.

III- FAIRE MÉMOIRE DANS LES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA : QUELLE PLACE DANS LES ARCHIVES ?

Les associations de lutte contre le VIH/sida se caractérisent par leur besoin d'action et leur contact direct avec les populations touchées. Près de trente ans après l'arrivée des trithérapies et le ralentissement de l'épidémie, quelles traces reste-t-il de ces années de cendres ? Quelles archives ont été conservées ? Comment les associations de lutte contre le VIH/sida se sont-elles appropriées leur histoire à l'aide de ces documents ? C'est la place des archives dans la mémoire de la lutte que nous questionnons dans cette partie.

A- Archives et militantisme : quels défis soulève « l'exceptionnalisme sida¹⁰⁵ » ?

Dans un contexte de militantisme d'urgence, de très forte mortalité et de stigmatisation constante, les priorités de la lutte contre le VIH/sida se renouvellent et se précisent : l'action devient nécessaire, incontournable, omniprésente. Mais qu'en est-il des archives de ces associations dans une période aussi troublée ?

1. Entre stigmatisation et visibilisation, la médiatisation de « l'exceptionnalisme sida »

L'appellation « exceptionnalisme sida » empruntée à François Buton, met en avant les particularités d'une épidémie qui mobilise une diversité d'acteur.rice.s dans une forme de militantisme d'urgence. L'exposition *Dialoguer avec les archives télévisuelles. VIH/sida : l'épidémie n'est pas finie*¹⁰⁶ inaugurée au MUCEM de

¹⁰⁵ Op. Cit. BUTON (François) « Sida et politique : saisir les formes de la lutte. » p. 788.

¹⁰⁶ CESARO (Pascal), MUSSO (Sandrine), FANFANI (Mario), VIGIER (Emmanuel) *Dialoguer avec les archives télévisuelles. VIH/sida : l'épidémie n'est pas finie : catalogue de l'exposition*. Marseille, Mucem, 2022, p. 30-38.

Marseille en 2022 permet de retracer les moments clés de l'histoire de l'épidémie et de la lutte à travers sa médiatisation. En 1981, lorsque les premiers cas d'infection au virus du VIH/sida se font connaître aux Etat-Unis, les médias télévisuels français mentionnent une épidémie lointaine et marginale, le début d'une forme de panique morale qui vise rapidement certains publics. En France, alors que les médecins alertent sur la gravité de la maladie, le VIH/sida fait l'objet d'une forme de « spectacularisation¹⁰⁷ » sensationnaliste ciblée : les hommes homosexuels sont érigés à la fois en coupables et en victimes de la propagation d'une épidémie aussi appelée « cancer gay¹⁰⁸ » par certains médias. Ainsi, la désinformation accentue la stigmatisation et la marginalisation autour de cette maladie que François Berdougo et Gabriel Girard décrivent dans leur ouvrage : Kevin de Cock, médecin spécialisé dans les maladies infectieuses et la lutte contre le VIH/sida, mentionne le cas d'un homme hétérosexuel décédé du sida en l'absence de dépistage. Via cet exemple, il « appelle à briser le stigmate associé à l'infection et à normaliser le VIH/sida¹⁰⁹ », allant à l'encontre du caractère exceptionnel attribué à l'épidémie depuis sa découverte.

Le cœur de la crise du VIH/sida coïncide avec les premières politiques de communication publiques sur le sujet : la première campagne de prévention « Le sida ne passera pas par moi » est diffusée à partir de 1987. Elle participe à la visibilisation de la maladie malgré les nombreuses critiques dont elle fait l'objet : le manque de prévention concrète sur les formes de transmissions est notamment pointé du doigt par les associations militantes. Les années de cendres changent le regard sur la maladie et sur les malades : une forte médiatisation des personnes touchées qui témoignent à la télévision à visage découvert participe à l'affaiblissement de la honte au profit d'une forme de normalisation de l'épidémie. À ce sujet, Kevin de Cock affirme que le concept de « l'exceptionnalisme sida » induit une vision morale et stigmatisante du VIH/sida qui ne permet pas de le concevoir comme un problème de santé publique et participe à la limitation du rôle des pouvoirs publics dans la propagation de la maladie.

¹⁰⁷ *Ibid.* p. 30.

¹⁰⁸ *Ibid.* p. 31.

¹⁰⁹ *Op. Cit.* BERDOUGO (François), GIRARD (Gabriel). *La fin du sida est-elle possible ?* p. 33.

2. Militantisme d'urgence et production d'archives

Malgré la pluralité des formes que prennent les archives de la lutte contre le VIH/sida, l'intensité de la vie militante impose parfois une concentration des actions éloignées des considérations archivistiques. C'est ce que développe Philippe Artières¹¹⁰ dans un article paru au sein de la *Gazette des archives* en 2004 : il affirme que les manières de lutter contre le VIH/sida se fondent sur un militantisme d'urgence où les priorités résident bien plus dans l'action que dans l'intellectualisation militante, excluant la possibilité de réflexions autour de l'archivage. Ainsi, les militant.e.s se concentrent sur « l'urgence du quotidien et le temps court des mobilisations¹¹¹ », une posture très éloignée de celle de l'historien.ne ou de l'archiviste qui s'inscrivent dans un temps long, utilisant et valorisant les archives. Les documents d'archives le plus souvent conservés sont ceux qui peuvent être utilisés comme preuve, comme argument d'autorité en cas de débat ou de procès. Cet usage des archives, appliqué aux réalités concrètes du terrain, est expliqué par Philippe Artières en ces mots : « le souci de mémoire se superpose [...] à l'impératif du présent¹¹² ».

Dans un chapitre d'ouvrage¹¹³, Pierre Lascoumes énonce les principaux obstacles à un investissement des questions archivistiques au sein de ces associations. Comme son confrère, il aborde les questions de rapport au temps et d'immédiateté militante. Le sociologue affirme que la réflexion autour des actions passées, notamment via la gestion d'archives ou la création de projets mémoriels, relève des sphères bureaucratiques et administratives, en opposition avec la vision plus émotionnelle et impulsive que les militant.e.s entretiendraient avec leurs actions. Le principal obstacle qu'il soulève demeure le manque de centralisation des associations militantes : chaque groupe local possède sa propre organisation, les

¹¹⁰ ARTIÈRES, (Philippe). « Archives en danger : les archives des associations de lutte contre le sida. » *La Gazette des archives*, n°194, 2004, p. 106-116. Numéro thématique : Cent ans d'associations au miroir des archives (Colloque à Nantes, 26-28 septembre 2001).

¹¹¹ KLEIN (Alexandre), GIRARD (Gabriel). « Les affiches de la lutte contre le sida. Archives oubliées de la mobilisation gaie à Montréal (1982-2012). » *GLAD!*, n° 11, 2021, p. 2.

¹¹² *Op. Cit.* ARTIÈRES, (Philippe). « Archives en danger : les archives des associations de lutte contre le sida. » p. 114.

¹¹³ LASCOUMES (Pierre). « Des traces au besoin d'archive dans l'activité militante. » dans PEQUIGNOT (Stéphane), POTIN (Yann). *Les conflits d'archives*. Presses universitaires de Rennes, 2022, p.155-160.

archives étant souvent conservées par les meneurs à leurs domiciles personnels, ce qui rend d'autant plus complexe la gestion de ces documents. Philippe Artières note également que, lorsque les archives sont effectivement conservées, leur exploitation est compromise par la qualité des informations qu'elles renferment (informations médicales, liées à l'orientation sexuelle ou à la consommation de drogues). En somme, la production d'archives militantes de la lutte contre le VIH/sida est conditionnée à l'urgence des obligations militantes de terrain ainsi qu'au rapport qu'entretiennent les militant.e.s avec leur propre mémoire.

B- Histoire et stratégies mémorielles dans les associations de lutte contre le VIH/sida

La diversité des archives produites et conservées par les associations de lutte contre le VIH/sida témoigne d'une volonté de garder en mémoire ces années de combat ; pour se souvenir de celle.eux qui ne sont plus là mais aussi dans une volonté de politisation d'une mémoire plurielle, à cheval entre les récits homosexuels et séropositifs.

1. Archives associatives et récits personnels : quelles typologies pour quels récits de l'histoire ?

Le caractère exceptionnel qui entoure l'épidémie du VIH/sida appelle à se questionner sur le type d'archives produites ainsi que sur la diversité des producteur.rice.s d'archives au cours de cette période. Deux grandes catégories d'archives se dessinent lorsqu'il est question de la lutte contre le VIH/sida. Premièrement, ce sont les archives associatives qui permettent au mieux de retracer certaines actions fortes ou grands moments de l'épidémie. Deuxièmement, les archives de particuliers, récits intimes, offrent un aperçu du vécu concret des malades, au-delà des chiffres et des images choc. Dans leur article sur les archives

montréalaises de la lutte contre le VIH/sida¹¹⁴, Alexandre Klein et Gabriel Girard développent le caractère préventif de la valorisation de ces archives. Ils mentionnent notamment des « artefacts mobilisés, certes pour leur valeur historique, mais aussi et surtout pour leur valeur esthétique et leur portée politique¹¹⁵ ». Des expositions inter-associatives¹¹⁶, parfois internationales¹¹⁷, soulignent le rôle des affiches comme une des sources premières de documentation de l'épidémie du VIH/ sida, malgré « les importants défis qui s'attachent à [leur] considération en tant que source à part entière¹¹⁸ ». L'association Act Up New York a aussi investi l'aspect mémoriel en créant des archives audiovisuelles directement sur le terrain : en filmant les moments d'actions mais aussi les temps organisationnels, les militant.e.s avaient à cœur de toujours se souvenir. Ces images, réunies dans un film documentaire¹¹⁹, représentent des sources d'archives majeures et innovantes dans le milieu militant de l'époque. D'après l'article d'Alexandre Klein et de Gabriel Girard, ces archives associatives « donnent à voir l'organisation même de la lutte contre le VIH, [...] dessinant ainsi une carte virtuelle de ses acteurs et actrices et de leurs champs d'expertise et donc d'exercice », une vision globale du mouvement de lutte contre le VIH/sida, qui contraste avec les témoignages personnels, autre forme d'archives de la crise.

Dans un article¹²⁰, Philippe Artières présente le fonds « Sida Mémoires » conservé à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine de Caen qui réunit une centaine de documents personnels non publiés (journaux, lettres, poèmes) dont certains appartenant à des personnalités publiques tel que Bernard Marie Koltès, dramaturge français décédé du sida en 1989. En opposition avec le prisme général apporté par les archives associatives, ces témoignages fragmentés permettent

¹¹⁴ *Op. Cit.* KLEIN (Alexandre), GIRARD (Gabriel). « Les affiches de la lutte contre le sida. Archives oubliées de la mobilisation gaie à Montréal (1982-2012). »

¹¹⁵ *Ibid.* p. 3.

¹¹⁶ Expositions SIDART et VISUAL AIDS ayant eu lieu en 1989 en parallèle de la Conférence Internationale sur le Sida à Montréal qui mobilisent des affiches de la mobilisation.

¹¹⁷ Campagne sijetaisseropositif.org initiée en 2010 par COCQ-sida (Canada) et AIDES (France).

¹¹⁸ *Op. Cit.* KLEIN (Alexandre), GIRARD (Gabriel). « Les affiches de la lutte contre le sida. Archives oubliées de la mobilisation gaie à Montréal (1982-2012). » p. 10.

¹¹⁹ *Op. Cit.* HUBBARD (Jim) *United in Anger, a History of ACT UP*.

¹²⁰ ARTIÈRES (Philippe) « Archives d'une prise de parole. Les écritures du sida.» *Les Tribunes de la santé*, n° 33(4), 2011, p. 67-71.

« d'ouvrir un espace pour une mémoire autre, anonyme, fragile¹²¹ ». Dans la même lignée, l'initiative mémorielle du « Names Project » ou « Patchwork des noms¹²² », qui voit le jour à la marche des fiertés de San Francisco de 1988, permet de lier projet associatif et témoignage personnel : les noms des malades décédés du sida sont brodés sur de grandes toiles exposées au cœur de la ville. Le format du projet participe à inclure les histoires intimes dans une lutte plus large, universelle, car les noms des victimes entrent en résonance, permettant la création d'une histoire commune de la lutte contre le VIH/sida. À ce sujet, Philippe Artières insiste sur l'importance de « restituer ce moment dans sa complexité¹²³ », une entreprise permise par la diversité des témoignages personnels associée à la richesse des projets associatifs.

2. Usage politique de la mémoire : entrecroisement des mémoires homosexuelles et séropositives

La communauté homosexuelle masculine, massivement représentée au sein des victimes du sida développe un lien intime avec les communautés séropositives et se retrouve au sein des réflexions mémorielles. L'article de Philippe Artières précédemment cité évoque cette idée, en affirmant que la visibilisation d'une mémoire homosexuelle conditionne celle d'une mémoire de la lutte contre le VIH/sida. Christophe Broqua¹²⁴ évoque cet entrelacement mémoriel à l'occasion des marches des fiertés aux Etats-Unis. Au cœur de la crise, elles sont l'occasion de parler de l'épidémie et d'agir : l'association Act Up New York, qui revendique une lutte contre le VIH/sida ouvertement homosexuelle, fédère ses premiers membres au cours de la marche des fiertés de 1987 et réalise sa première action de

¹²¹ *Ibid.* p. 70.

¹²² CHANTRAYE (Renaud). *La mémoire en morceaux. Une ethnographie de la patrimonialisation des minorités LGBTQI et de la lutte contre le sida*, thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2023, p. 233.

¹²³ *Op. Cit.* ARTIÈRES (Philippe) « Archives d'une prise de parole. Les écritures du sida.» p. 71.

¹²⁴ BROQUA (Christophe). « De quelques expressions collectives de la mémoire face au sida ». *Ethnologie française*, n°28(1), 1998, p. 103-111.

désobéissance civile de *sit-in*¹²⁵ à la marche des fiertés de 1989. Ainsi, ces mouvements homosexuels de lutte contre le VIH/sida portent un engagement politique fort : le Names Project a par exemple été créé en hommage à deux dirigeants municipaux assassinés à San Francisco à cause de leur séropositivité. En France, la politisation de la lutte contre le VIH/sida est plus tardive et déclenchée à la suite du décès d'un des membres d'Act Up Paris en 1993 : c'est à partir de cette année que se développe une vraie politique mémorielle au sein de l'association. Les noms et photographies des militant.e.s sont placardés dans la ville et les enterrements politiques¹²⁶ se multiplient. À ce sujet, Christophe Broqua théorise ce qu'il nomme « l'inéquivalence des mémoires¹²⁷ » : certaines formes de mémoire seraient dévalorisées, peu prises en compte, jusqu'à ne pas être incluses dans la mémoire collective, supposée être la somme de toutes les mémoires individuelles. Ainsi, il s'agirait pour les associations comme Act Up Paris de mettre fin au « monopole de l'Etat sur la mémoire collective¹²⁸ ».

Au-delà des actions militantes, les luttes homosexuelles et séropositives se retrouvent également dans leurs manières de faire mémoire autour d'événements fondateurs de leur histoire : la condition des homosexuels pendant la Seconde Guerre mondiale est particulièrement convoquée dans les projets mémoriels dédiés. Ainsi, certains lieux comme l'Homomonument à Amsterdam, centrés sur la mémoire de la déportation homosexuelle, deviennent des lieux de recueillement pour les morts du sida. Ce lien persiste jusque dans les représentations muséales : l'exposition « Mémoire des lieux, lieux de mémoire¹²⁹ » inaugurée en 1994 par une association de résistants¹³⁰ relie automatiquement les questions de lutte contre le VIH/sida à l'homosexualité. Les références à la déportation homosexuelle sont nombreuses dans les représentations de la lutte contre le VIH/sida notamment chez

¹²⁵ Action de désobéissance civile qui consiste à occuper un espace jusqu'à évacuation contrainte et se caractérise par sa position assise.

¹²⁶ Un enterrement politique à Act Up représente un enterrement associé à une action militante forte. Il était par exemple possible d'utiliser les cendres de la personne décédée dans une action choc, afin de rendre visible et concrète la maladie.

¹²⁷ *Op. Cit.* BROQUA (Christophe). « De quelques expressions collectives de la mémoire face au sida ». p. 108.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.* p. 107.

¹³⁰ Association Résister - Vivre la mémoire.

Act Up qui met au point des slogans équivoques tels que « le sida est notre holocauste¹³¹ ». Le symbole du triangle rose¹³² est également repris par l'association qui y ajoute le célèbre message « SILENCE = DEATH ». Christophe Broqua y voit un symbole fort, assurant que « l'inaction et le silence face au sida deviennent synonyme d'extermination¹³³ ». Ces exemples d'entralements entre les mémoires homosexuelles et séropositives montrent l'importance du lien politique et social qui unit les deux luttes et la nécessité de politiques mémoriales propres.

C- Patrimonialisation de la mémoire

La patrimonialisation désigne un processus de reconnaissance, conservation et valorisation d'un objet matériel ou immatériel et s'applique ici à la mémoire de la lutte contre le VIH/sida dans une volonté de transmission générationnelle. Nous nous questionnons donc sur les raisons de cette patrimonialisation et les moyens mis en place pour protéger cette mémoire.

1. Pourquoi patrimonialiser ? Transmission des savoirs de la lutte et versement d'archives

Dans un contexte de banalisation de l'épidémie du VIH/sida avec l'arrivée des trithérapies en 1996, les associations de lutte font l'objet d'un désinvestissement de la part des autorités et l'opinion publique. Cette dynamique appelle à la patrimonialisation des archives de ces associations, dans un but mémoriel mais aussi de transmission des moyens et formes de la lutte aux nouvelles aux militant.e.s. C'est ce qu'explique l'article de Philippe Artières dans la Gazette des

¹³¹ *Op. Cit.* BROQUA (Christophe). « De quelques expressions collectives de la mémoire face au sida ». p. 111.

¹³² Le triangle rose, aujourd'hui devenu un symbole de la lutte contre le VIH/sida, représente à l'origine un moyen d'identifier les homosexuels dans les camps de concentrations nazis pendant la seconde guerre mondiale.

¹³³ *Op. Cit.* BROQUA (Christophe). « De quelques expressions collectives de la mémoire face au sida ». p. 111.

archives, dénonçant une perte de la « légitimité sociale des associations au profit du pouvoir médical¹³⁴ ». Le chercheur note néanmoins le nouvel aspect de transmission militante qui se développe autour de ces archives. Il voit certaines entreprises mémorielles comme des moyens de transmettre la diversité des formes et des manières de lutter aux nouvelles.aux militant.e.s à travers le récit de l'histoire de l'association. C'est notamment le cas de la collecte de témoignages ou de l'édition de l'ouvrage *AIDES solidaires*¹³⁵ qui regroupe des documents d'archives. Ce projet de collecte de témoignages oraux, aussi appelé « Fonds sida pour la mémoire » est lancé par Michel Bourrelly pour l'association Aides en 2010, dans le but de retracer une lutte globale par des récits individuels.

La patrimonialisation de la lutte contre le VIH/sida peut prendre des formes plurielles mais le don ou le dépôt à des services d'archives constitués est souvent favorisé. À ce sujet, Magalie Moysan développe le lien entre le dépôt aux Archives nationales d'une partie du fonds de Aides en 1999 et l'engouement croissant autour de la mémoire de la lutte contre le VIH/sida, comme en témoigne la création de l'association Sida-mémoires la même année. Ainsi, elle affirme que « les commémorations sont aussi un moteur classique dans la démarche du don¹³⁶ ». Une conclusion vérifiée par le cas des photographies prises par Tom Craig des actions d'Act Up. Dans une démarche de patrimonialisation et un « souci de transmission générationnelle¹³⁷ », l'artiste fait le choix de confier ses photographies au MUCEM à Marseille, un musée qui valorise ces clichés, plaçant la démarche mémorielle au cœur de la gestion archivistique. Ces exemples rendent compte de l'importance de l'aspect mémoriel dans la prise de conscience de la valeur des archives par leurs producteur.rice.s ainsi que de la nécessité de choix de patrimonialisation éclairés et adaptés aux fonds déposés.

¹³⁴ *Op. Cit.* ARTIÈRES, (Philippe). « Archives en danger : les archives des associations de lutte contre le sida. » p. 106.

¹³⁵ HIRSCH (Emmanuel) *AIDES, Solidaires*. Paris, Les Editions du Cerf, 1991, 710 p.

¹³⁶ MOYSAN (Magalie), « Archives d'en bas et patrimonialisation : stratégies d'archivage dans les associations de lutte contre le sida », dans WINAND (Annaëlle), GRAILLES (Bénédicte), KLEIN (Anne), LEGOIS (Jean-Philippe), sous la dir. de, *Archives d'en bas. De la constitution à l'institutionnalisation*, Québec, CIEQ, 2025, p. 8.

¹³⁷ *Op. Cit.* CHANTRAIN (Renaud). *La mémoire en morceaux. Une ethnographie de la patrimonialisation des minorités LGBTQI et de la lutte contre le sida*, p. 239.

2. Se concerter pour mieux conserver : la rencontre du 14 juin 2001

Les initiatives autour des archives et de leur patrimonialisation se développent souvent de manière individuelle : les décisions de don ou de dépôt sont prises à l'échelle associative ou personnelle et les réflexions autour d'un archivage collectif de la lutte contre le VIH/sida ne sont pas nombreuses. Malgré leur rareté, les rencontres pour décider de l'avenir des archives de la lutte permettent de comprendre les enjeux soulevés par un archivage concerté et conscient. Renaud Chantraine mentionne ainsi la journée du 14 juin 2001 qui réunit une grande diversité d'acteur.rice.s de la lutte contre le VIH/sida pour envisager la patrimonialisation de ses archives. Cette rencontre regroupe notamment des militant.e.s des associations concernées telles que Act Up Paris ou Aides (les associations ARCAT-sida, Vaincre le Sida, Sida Info Service, ASUD et Les Soeurs de la Perpétuelle Indulgence sont également présentes) mais aussi des représentant.e.s d'institutions patrimoniales comme la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et les Archives nationales ainsi que des services publics (Mairie de Paris). Présent lors de cette réunion, Renaud Chantraine relate les questionnements centraux de ce débat, principalement tournés autour de l'urgence de la prise en charge des archives associatives.

Les choix archivistiques des deux associations les plus importantes dans la lutte contre le VIH/sida, Aides et Act Up Paris, s'opposent profondément. Face à Aides qui fait le choix du dépôt aux Archives nationales, Act Up Paris crée un groupe de travail interne à l'association, nommé « Archives et documentation » et se charge personnellement de la gestion archivistique, ce qu'Emmanuelle Cosse, présidente de l'association à cette date, qualifie de « vraie révolution¹³⁸ ». Les débats lors de cette rencontre tournent également autour de la possible création d'un fonds spécialisé ou d'un lieu de mémoire dédié aux archives de la lutte avec un dilemme : « intégrer cette mémoire associative à la mémoire collective et nationale ou bien créer un autre lieu [...] spécialisé¹³⁹ » ? Ces discussions adviennent en parallèle de la création de l'Académie gay et lesbienne en mars 2001, suivi du

¹³⁸ *Ibid.* p. 227.

¹³⁹ *Ibid.* p. 231.

Conservatoire des archives et mémoires homosexuelles en 2002, des lieux spécifiquement dédiés à l'archivage homosexuel, et à la lutte contre le VIH/sida. En conclusion de cette rencontre, unique par la richesse de sa représentation associative et le dialogue entre ses acteur.rice.s, Michelle Perrot¹⁴⁰ affirme : « J'ai le sentiment d'avoir vécu aujourd'hui un moment crucial de l'histoire du sida¹⁴¹ ».

CONCLUSION

La développement que nous venons de réaliser place un cadre quant à l'état actuel des connaissances et des publications scientifiques concernant les sujets militants de lutte contre le VIH/sida et d'appropriation mémorielle des archives.

Sa première partie a mis en avant les dynamiques d'engagement militant sous les prismes salariaux et intergénérationnels, offrant une approche pluridisciplinaire de l'analyse des trajectoires militantes, personnelles et collectives. Il s'agira dans l'étude de cas de convoquer ces réflexions autour du militantisme, notamment de son aspect intergénérationnel pour servir des exemples plus concrets.

Sa deuxième partie a posé les bases d'une chronologie de l'épidémie du VIH/sida conjuguée aux espoirs d'une « fin du sida » et a présenté la réalité des relations conflictuelles entretenues par les différents acteur.rice.s de la lutte. Elle ambitionnait enfin de peindre un portrait statistiquement situé de la figure du.e de la militant.e sida, tout en révélant les profils trop souvent mis sous silence : une dynamique que nous nous attelerons à poursuivre dans l'étude de cas, considérant les profils de militant.e.s interrogé.e.s.

Enfin, sa troisième partie a fait le choix d'une approche archivistique et patrimoniale de la mémoire la lutte contre le VIH/sida : en posant les questions des stratégies mémorielles et de la convocation d'archives, cette dernière partie a posé un cadre de référence indispensable à la bonne compréhension de notre étude de cas.

¹⁴⁰ Michelle Perrot est historienne spécialiste des mouvements ouvriers et vice-présidente du Conseil national du sida de 1994 à 1999.

¹⁴¹ *Ibid.* p. 230.

BIBLIOGRAPHIE

VIVRE AVEC LE VIH/SIDA

BERDOUGO (François), GIRARD (Gabriel), *La fin du sida est-elle possible ?* Paris, Éditions Textuel, 2017, 188 p.

DOUAY (Caroline), TOULLIER (Adeline), BENAYOUN (Sarah), ROJAS CASTRO (Daniela) CHAUVIN (Pierre), « Refusal to provide health care to people with HIV in France », *The Lancet*, n° 387 (10027), 2016, p. 1508-1509.

LABRUNIE (Mathilde), *Entre attachement, proximité et déliaison. Une ethnographie des pratiques d'accompagnement social dans une association de lutte contre le VIH/sida, thèse de doctorat en anthropologie sociale et culturelle*, Université de Bordeaux, 2024, 408 p.

PIERRET (Janine), *Vivre avec le VIH : Enquête de longue durée auprès des personnes infectées*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, 248 p.

POLLAK (Michaël), *Les homosexuels et le sida, sociologie d'une épidémie*, Paris, 1988, 212p.

HISTOIRE POLITIQUE DU VIH/SIDA

AIDS United, *AIDS United Statement on the Release of President Trump's FY26 Skinny Budget*, 2025, [en ligne], disponible sur [AIDS United Statement on the Release of President Trump's FY26 Skinny Budget - AIDS United](https://aids-united.org/statement-on-the-release-of-president-trumps-fy26-skinny-budget/) (consulté le 5 mai 2025)

BUTON (François), « Sida et politique : saisir les formes de la lutte », *Revue française de science politique*, n° 55(5), 2005, p. 787-810.

BOURRELLY (Michel), MAUREL (Olivier), *Une histoire de la lutte contre le sida*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2021, 714 p.

DELAHAYE (Claire), « L'archive et le politique : enjeux et perspectives », *Revue française d'études américaines*, n° 162(1), 2020, p. 3-19.

LAVILLE (Jean-Louis), SALMON (Anne), *Associations et action publique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, 628 p.

PINELL (Patrice), sous la dir. de, *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France 1981-1996*, Paris, PUF, 2002, 415 p.

SAOUT (Christian), « La lutte contre le sida : le face à face des associations et de l'État », *Les Tribunes de la santé*, n° 46(1), 2015, p. 25-30.

SOCIOLOGIE DE L'ENGAGEMENT MILITANT

Engagement et désengagement militant

L'engagement en question : regard sur les pratiques militantes, Contretemps, n°17, 2007, 187 p.

DOLLO (Christine), JOSHUA (Samuel), « Savoirs militants, une approche didactique », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 16-24.

FILLIEULE (Olivier), *Le désengagement militant*, Belin, 2005, 319 p.

JOSHUA (Florence) « S'engager, se désengager, se réengager: les trajectoires militantes à la LCR », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 33-41.

MATHIEU (Lilian), « Les novices de la grève: de la contrainte à l'apprentissage de la lutte », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 25-32.

MARCHAND (Pascal), *Engagement politique et rationalisation - analyse psychosociale du discours militant*, thèse de doctorat en psychologie, Université Toulouse 2, 1993, 510 p.

SAWICKI (Frédéric), SIMEANT (Johanna), « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, n° 51-1, 2009, p.97-125.

Générations militantes : transmission et renouvellement

BOURDIEU (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la pratique : Précédé de « Trois études d'ethnologie kabyle »* Genève, 1972, 272 p.

CARTIER (Marie), SPIRE (Alexis), « Approches générationnelles du politique », *Politix*, n° 96 (4), 2011, p. 7-15.

DAGORN (Johanna), « Les trois vagues féministes – une construction sociale ancrée dans une histoire. » In *Diversité*, n°165, 2011, p. 15-20.

DUPORT (Claire), « Militants sociaux : passion diffuse d'une génération à l'autre », *Empan*, n°50(2), 2013, p. 86-89.

GELLY (Maud), « La transmission générationnelle du féminisme: un éclairage à partir d'un atelier des "Alternatives féministes" organisées par le CNDF en 2005 », *Contretemps*, n°17, 2007, p. 93-100.

LLOBET (Aurélie), *Les professeurs du secondaire en action : de l'engagement professionnel à la mobilisation politique*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Paris Dauphine, 2011, 588 p.

MANNHEIM (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990 [1re édition allemande en 1928], p. 52.

Les défis du salariat associatif

RIVIEREZ (Isaora-Mélanm), *Des salarié·es sous la cause : Une étude de cas du travail associatif de lutte contre le VIH/sida*, thèse de doctorat de sociologie, Université Paris Cité, 2022, 436 p.

ROMERIO (Alice), *Le travail féministe. Le militantisme au Planning familial à l'épreuve de sa professionnalisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, 258 p.

ARCHIVES D'ASSOCIATIONS, MÉMOIRE ET VIH/SIDA

Études croisées

ARTIÈRES (Philippe), « Archives d'une prise de parole. Les écritures du sida », *Les Tribunes de la santé*, n° 33(4), 2011, p. 67-71.

ARTIÈRES, (Philippe), « Archives en danger : les archives des associations de lutte contre le sida », *La Gazette des archives*, n°194, 2004, p. 106-116.

BAILLON (Guy), « Histoire et mémoire », dans MINARD (Michel) sous la dir. de, *Histoire et histoires en psychiatrie*, Toulouse, Erès, 1992, p. 239-241.

BROQUA (Christophe), « De quelques expressions collectives de la mémoire face au sida », *Ethnologie française*, n°28(1), 1998, p. 103-111.

BROWN (Elspeth), « Archival Activism, Symbolic Annihilation, and the LGBTQ2+ Community Archive », *Archivaria*, n°89, 2020, p. 6-32.

CESARO (Pascal), MUSSO (Sandrine), FANFANI (Mario), VIGIER (Emmanuel), *Dialoguer avec les archives télévisuelles. VIH/sida : l'épidémie n'est pas finie : catalogue de l'exposition*, Marseille, Mucem, 2022, p. 30-38.

CHANTRAIN (Renaud), « Faire la trace ? La patrimonialisation des minorités sexuelles », *La Lettre de l'OCIM*, 2017, 15 p. URL : <https://doi.org/10.4000/ocim.1856> [consulté le 17 janvier 2025]

CHANTRAIN (Renaud), *La mémoire en morceaux. Une ethnographie de la patrimonialisation des minorités LGBTQI et de la lutte contre le sida*, thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2023, p. 232-235.

CIFOR (Marika), « *Your nostalgia is Killing Me. » Activism, affect and the Archives of HIV/AIDS*, thèse de doctorat en philosophie et sciences de l'information, Université de Californie, 2017, 285 p.

GRAILLES (Bénédicte), « Comment définir les archives de communauté en France ? », In *Les conflits d'archives*, édité par Stéphane Péquignot et Yann Potin, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, p. 137-154.

KLEIN (Alexandre), GIRARD (Gabriel), « Les affiches de la lutte contre le sida. Archives oubliées de la mobilisation gaie à Montréal (1982-2012) » *GLAD!*, n° 11, 2021, 15 p. URL : <https://doi.org/10.4000/glad.2942> [consulté le 1er février 2025]

MOYSAN (Magalie), « Archives d'en bas et patrimonialisation : stratégies d'archivage dans les associations de lutte contre le sida », dans WINAND (Annaëlle), GRAILLES (Bénédicte), KLEIN (Anne), LEGOIS (Jean-Philippe), sous la dir. de, *Archives d'en bas. De la constitution à l'institutionnalisation*, Québec, CIEQ, 2025, p. 5-14.

POMIAN (Krzysztof), « Les archives. » dans NORA (Pierre) sous la dir. de, *Les lieux de mémoire*. Paris, 1997, p.3999-4066.

AIDES

ETHNOAIDES (Collectif), *AIDES, 1984-2024*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2024, 256 p.

HIRSCH (Emmanuel), *AIDES, Solidaires*, Paris, Les Editions du Cerf, 1991, 710 p.

LASCOUMES (Pierre), « Des traces au besoin d'archive dans l'activité militante » dans PEQUIGNOT (Stéphane), POTIN (Yann), sous la dir. de, *Les conflits d'archives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, p.155-160.

Act Up

BROQUA (Christophe), *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005, 456 p.

CHANTRAYNE (Renaud), « Act Up-Paris, l'archive et ses révolutions », *In Situ. Au regard des sciences sociales*, n° 3, 2022, 23 p.

CHEMERY (Valentin), FRAJAT (Juliette), GERARD (Stéphane), LALANDE (Aude), VERMEERSCH (Laure), WAHNICH (Sophie), « Mémoire vive. Politique et sida dans "120 Battements par minute" : Entretien avec Philippe Mangeot », *Vacarme*, n° 82(1), 2018, p. 104-115.

SCHULMAN (Sarah), *Let the record show: A political history of ACT UP New York, 1987-1993*, New York, Farrar Straus and Giroux, 2021, 736 p.

Archives et archivistes en associations

DREVILLON (Cathy), « Archives historiques en entreprises privées et RGPD : les réflexions des archivistes bancaires », *La Gazette des archives*, n°260, 2020, p. 115-124.

GRIPPON (Alice), *Les associations et la gestion de leurs archives, de l'outil à l'atout, mémoire de Master 2 management des associations*, Université Paris 1 Sorbonne, 2019, 126 p.

SOURCES

SOURCES IMPRIMÉES

AIDES, une réponse communautaire à l'épidémie du sida, Aides, 2007, 168 p.

Archives du sida, état des lieux et perspectives. Lettre d'information du CRIPS n°59, 2001, 11 p.

DEFERT (Daniel), ARTIERES (Philippe), FAVEREAU (Eric), avec la collaboration de GROSS (Joséphine), *Une vie politique : entretiens*, Paris, Éditions du Seuil, 2014, 363 p.

GOT (Claude) *Rapport sur le sida : 23 août-3 octobre 1988*. Paris, 1989, 339 p.

VANEHuin (Morgane), REMIZE (Michel), « Morgane Vanehuin, une archiviste très militante », *Archimag*, n° 378(8), p 39.

VANEHuin (Morgane), « Repérer les femmes trans dans l'histoire du sida », *Archivistes !*, n°148, 2024 p. 28.

SOURCES D'ARCHIVES

Convention-cadre relative à la conservation et à la valorisation des archives de l'association Aides, 25 avril 2013.

DÉNOUE (Olivier), GIRARD (Gabriel), WALLON (Bernard), *Rapport sur le programme Histoire et mémoire, présenté en conseil d'administration du 17 février 2013*, 2013.

VANEHuin (Morgane), BENOIT (Olivier), AUMONT (Catherine), *Conseil d'Administration de AIDES : proposition de politique d'archivage, 26 octobre 2024.*

SOURCES ORALES

Archivistes

Un entretien avec Morgane Vanehuin a été réalisé le 6 mars 2025. Il dure 1 heure, 54 minutes et 51 secondes. Il s'est déroulé au siège de Aides à Pantin en région parisienne. Morgane Vanehuin est archiviste à Aides depuis 2021.

Un entretien avec Mona le Bris a été réalisé le 14 mars 2025. Il dure 54 minutes et 23 secondes. Il s'est déroulé au Centre Hospitalier Guillaume Régnier à Rennes, où travaille actuellement Mona Le Bris. Elle a été archiviste à Aides de 2018 à 2021.

Militant.e.s

Un entretien avec Laëticia Bourdin a été réalisé le 24 mars 2025. Il dure 38 minutes et 32 secondes. Il s'est déroulé au local de Aides à Rennes. Laëticia Bourdin est assistante de territoire d'action de la Bretagne et de la Normandie à Aides et a pris en charge de nombreux projets mémoriels à l'échelle bretonne.

Un entretien avec Elsa Boullic a été réalisé le 15 avril 2025. Il dure 36 minutes et 52 secondes. Il s'est déroulé en visioconférence. Elsa Boullic est animatrice communautaire depuis 3 ans sur le lieu de mobilisation de Lorient et coordinatrice remplaçante depuis janvier.

Un entretien avec Cléon Mittaine a été réalisé le 17 avril 2025. Il dure 29 minutes et 27 secondes. Il s'est déroulé au local de Aides à Rennes. Cléon Mittaine est accompagnateur.rice en santé communautaire depuis deux ans et demi au lieu de mobilisation de Rennes.

Une entretien avec Aurélien Rouet a été réalisé le 17 avril 2025. Il dure 22 minutes et 19 secondes. Il s'est déroulé au local de Aides. Aurélien Rouet est accompagnateur en santé communautaire et est salarié à Aides depuis 2007.

Un entretien avec Cécile Pouleur a été réalisé le 29 avril 2025. Il dure 28 minutes et 08 secondes. Il s'est déroulé en appel téléphonique. Cécile Pouleur est volontaire et élue au secrétariat du Conseil de région Bretagne de Aides.

Un entretien avec Martial Le Toullec a été réalisé le 29 avril 2025. Il dure 29 minutes et 09 secondes. Il s'est déroulé en appel téléphonique. Martial le Toullec est volontaire et élu secrétaire et trésorier du Conseil de région Bretagne de Aides.

SITE INTERNET

Site internet de Aides : <https://www.aides.org/aides-en-action> [consulté le 23 novembre 2024]

CONFÉRENCES VIDÉOS

DEFERT (Daniel) (2013), « Journal de bord d'une association », *L'histoire de la lutte contre le sida : l'exemple des archives d'Aides*, journée d'études organisée par les Archives nationales le 4 décembre 2013. URL : <https://dai.ly/x4dg7pi> [consulté le 12 avril 2025]

MOYSAN (Magalie), VANEHUIIN (Morgane), CANHAPE (Julien), BOIVINEAU (Pauline)
Table ronde - VIH/sida : corps médicalisés, corps performés, corps archivés. Mois du genre, Angers, 2024. URL : https://youtu.be/_L6QZPsqprg?si=X1mRAhiMHPnLZqF [consulté le 17 mars 2025]

FILM DOCUMENTAIRE

HUBBARD (Jim) *United in Anger, a History of ACT UP*, produit par Jim Hubbard et Sarah Schulman, New York, 2012

PARTIE 2 - FAIRE MÉMOIRE À AIDES : ENJEUX ARCHIVISTIQUES, MILITANTS ET INTERGÉNÉRATIONNELS DANS LES LIEUX DE MOBILISATION BRETONS.

Le 25 septembre 1984, la lettre du sociologue Daniel Defert suite au décès du sida de son compagnon Michel Foucault lance les prémisses de l'association Aides. S'inspirant du terme anglophone *AIDS*¹⁴², Aides s'impose rapidement comme une des principales associations de soutien aux malades et de prévention autour du VIH/sida. Plus de quarante ans après sa création, il convient d'étudier la place qu'occupe la mémoire au sein de cette association à l'objet social unique.

Pour ce faire, nous avons fait le choix d'analyser la gestion mémorielle des lieux de mobilisation (LM) bretons, dans un souci de faisabilité mais également au regard de la richesse des projets mémoriels mis en œuvre impliquant des archives. Ainsi, certaines initiatives mémorielles de Aides telles que son investissement dans le projet du Patchwork des noms ne seront pas abordées malgré leur intérêt certain, en raison de notre cadrage géographique. De plus, les résultats de cette étude de cas se fondent sur six entretiens de militant.e.s breton.ne.s incluant quatre salarié.e.s et deux volontaires¹⁴³, ainsi que sur deux entretiens d'archivistes ayant été ou étant toujours en poste à Aides.

Afin d'étudier au mieux la question de la mémoire à Aides, nous présenterons d'abord l'association et son lien avec ses archives, convoquant les expériences des archivistes mais aussi les liens qu'entretiennent les militant.e.s à leurs archives. Puis, nous nous questionnerons sur les archives communautaires : comment sont-elles mobilisées à des fins mémorielles ? Enfin, l'année 2024 marquant les quarante ans de l'association, celle-ci y a vu une occasion de faire mémoire : entre soirées commémoratives, création d'une frise chronologique et collecte de

¹⁴² Acquired Immuno-Deficiency Syndrome.

¹⁴³ À Aides, les bénévoles sont appelé.e.s volontaires. Nous détaillons la variété des statuts au sein de l'association dans la partie I-A-3.

témoignages, quels enjeux soulèvent les dynamiques de transmission intergénérationnelles à Aides ?

I- AIDES ET SA STRATÉGIE D'ARCHIVAGE : DU NATIONAL AU LOCAL

De 1984 (création de Aides) à aujourd'hui, l'association de lutte contre le VIH/sida s'est consolidée grâce à des processus d'institutionnalisation mais aussi au recrutement de centaines de salarié.e.s. Nous réaliserons dans un premier temps un portrait de Aides, entre revendications du siège et réalités de terrain. Puis, nous nous interrogerons sur la montée en puissance de l'association qui pose la question de ses archives : qui assure leur gestion et dans quelles conditions ? Dans le contexte d'une association à échelle nationale telle que Aides, quels sont les liens entre lieux de mobilisation locaux et politiques d'archivage du siège ?

A- Aides : une association au réseau national

Afin de comprendre l'ampleur des enjeux archivistiques détaillés ci-après, il convient premièrement de présenter l'association Aides, par des faits objectifs d'abord, par une revendication sociale ensuite, ainsi que par une étude de terrain.

1. Positionnement politique, missions principales et intégration dans une action internationale

Avec près de 530 salariés et 500 volontaires, Aides est l'association communautaire la plus importante d'Europe en matière de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales¹⁴⁴. Sa force réside en grande partie dans son vaste réseau de lieux de mobilisation déployé à travers la France. Dans une étude interne à l'association¹⁴⁵, les missions de Aides sont présentées sur deux axes principaux. Dans un premier temps, c'est l'action de proximité qui prévaut : agir concrètement, sur le terrain, pour améliorer directement la vie des personnes ciblées. Dans un

¹⁴⁴ ETHNOAIDES (Collectif). *AIDES, 1984-2024*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2024, p. 10.

¹⁴⁵ *AIDES, une réponse communautaire à l'épidémie du sida*, Aides, 2007, 168 p.

second temps, Aides lutte également à coups de « plaidoyers auprès des décideurs¹⁴⁶ » pour améliorer les conditions de vie générales des personnes séropositives et des usager.ère.s de drogues en passant par la voie institutionnelle. À ce sujet, Morgane Vanehuin, archiviste à Aides depuis 2021, proclame le caractère éminemment politique de l'association, malgré une étiquette apartisane : « nous sommes apartisans c'est à dire qu'on n'est pas affiliés à des partis politiques mais nous sommes une association avec une vocation politique au sens fort du terme : [...] nous intervenons dans le fonctionnement de la cité avec un travail de plaidoyer avec les parlementaires, avec des suggestions de réforme de la législation¹⁴⁷ ».

Cette relation étroite entre l'association et les pouvoirs publics, bien que souvent confrontationnelle, lui accorde une forme de reconnaissance institutionnelle notamment avec l'acquisition de certains titres honorifiques. En 1990, Aides est par exemple reconnue « Association d'utilité publique », une manière de légitimer son existence et ses actions. Vingt-trois ans plus tard, en 2013, c'est le label « Don en confiance » qui est accordé à l'association pour sa transparence quant à sa gestion financière. Mais l'événement qui participe à placer Aides dans une dynamique internationale de lutte est son intégration en 2008 à la Coalition internationale Sida Plus qui regroupe entre autres les associations COCQ/sida (Québec), ARCAD sida (Mali) ou encore l'ALCS (Maroc) et qui permet la réalisation de projets coordonnées à grande échelle. En somme, c'est donc cette double action à la fois sur le terrain et au sein des institutions, ainsi que ses partenariats à l'international qui font de Aides une association d'envergure.

2. Aides : une association communautaire ?

La relation qu'entretient Aides avec l'approche communautaire est complexe et source de nombreux débats intra-associatifs. En effet, il est facile de mettre dos à dos les associations de lutte contre le VIH/sida, érigeant Act Up comme une

¹⁴⁶ *Ibid.* p. 86.

¹⁴⁷ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 49 : 31.

organisation communautaire par excellence et lui opposant Aides, connue pour ne pas revendiquer un certain statut sérologique ou une certaine orientation sexuelle dans ses actions. Cependant, l'approche communautaire est bien présente dans les discours de l'association, qui en a produit un travail de recherche¹⁴⁸. C'est sur ce document que nous nous appuyons ici. Il paraît difficile de se revendiquer comme association communautaire en France au regard du caractère péjoratif qui entoure ce terme : il faudrait ainsi demeurer neutre et ne pas faire de différence entre les individus. Cependant, l'ouvrage dédié aux questions communautaires à Aides soulève que « l'épidémie fait apparaître des catégories de citoyens de seconde zone¹⁴⁹ ». Ainsi, le grand public, par la stigmatisation de « l'homosexuel séropositif¹⁵⁰ » crée lui-même cette distinction qui justifie une approche communautaire. Présente dès les origines de Aides mais verbalisée assez tard, l'approche communautaire ne représente cependant pas une fin en soi mais « un processus au service d'un objet de transformation sociale¹⁵¹ ».

Interrogé à ce sujet lors des assises de Aides à Paris en 1994, Daniel Defert, le fondateur de l'association, comprend la santé communautaire non pas comme « une homogénéité des acteur[rice]s mais [comme] une adéquation des réponses aux demandes¹⁵² ». Ainsi, il ne s'agit pas forcément d'appartenir aux communautés touchées par l'objet social pour s'y engager mais il est impératif de parler d'une seule voix, de tenir le même discours que le reste du groupe. Le créateur de l'association va même plus loin en condamnant le lien intime entre la maladie, l'orientation sexuelle et la lutte, posant ici les limites d'un communautarisme identitaire au sein duquel Aides ne se reconnaît pas. Il affirme : « avoir une attitude de santé communautaire, ce n'est pas remettre l'autogestion d'un problème à un groupe identitaire¹⁵³ ». Ainsi, nous pouvons voir Aides comme une association communautaire dans ses actions bien plus que dans ses membres, récusant ainsi le prisme identitaire de la lutte contre le VIH/sida.

¹⁴⁸ *Op. Cit. AIDES, une réponse communautaire à l'épidémie du sida.*

¹⁴⁹ *Ibid.* p. 119.

¹⁵⁰ *Op. Cit. BROQUA (Christophe). Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, p. 168.

¹⁵¹ *Op. Cit. AIDES, une réponse communautaire à l'épidémie du sida.* p. 25.

¹⁵² *Ibid.* p. 122.

¹⁵³ *Ibid.* p. 122.

3. Sur le terrain : statut des militant.e.s et cadre de travail informel

Afin de mieux comprendre le fonctionnement concret de l'association, au plus près des militant.e.s et des personnes accueillies, il convient de présenter la variété des statuts qu'il est possible d'occuper à Aides ainsi que l'ambiance de travail sur le terrain. Il existe quatre figures types d'engagement à Aides qui impliquent chacune une prise de responsabilité différente. Le premier stade est celui de l'acteur.rice : nouvelle.au militant.e, l'acteur.rice n'est pas autorisé.e à organiser et réaliser des actions seul.e et doit être impérativement accompagné.e d'un.e volontaire ou d'un.e salarié.e. Puis vient le.a volontaire qui, fort.e de son expérience, peut initier et porter des actions seul.e. Martial Le Toullec, militant volontaire et élu au secrétariat du Conseil de région Bretagne, lorsque interrogé sur les avantages du volontariat face au salariat, déclare : « en tant que volontaire, tu peux plus facilement ouvrir ta gueule¹⁵⁴ ». Soucieux de faire entendre sa voix, il s'est personnellement présenté en tant qu'élu, soit le troisième stade d'engagement qui implique une présence lors d'assemblées décisionnaires de l'association comme les Conseils d'Administration ou de région. Le dernier stade est celui du salariat dont nous développons les implications ci-après.

Ces catégorisations offrent un cadre hiérarchisé qui ne se retrouve que très peu au sein de l'ambiance associative. À ce sujet, Mona Le Bris, archiviste à Aides de 2018 à 2021, avoue avoir été « un peu déstabilisée¹⁵⁵ » par les questions de proximité interpersonnelles que soulève le salariat associatif à Aides. Elle ajoute : « c'est pas formel comme cadre de travail¹⁵⁶ ». Cependant, l'ambiance informelle et l'objet social unique de l'association permettent aux salarié.e.s de s'exprimer librement. C'est ce que pointe du doigt Cléon Mittaine, militant.e salarié.e et accompagnateur.rice en santé communautaire sur le lieu de mobilisation de Rennes, en convoquant son expérience personnelle : « c'est la première structure où j'ai fait mon *coming out* de changement de prénom, [...] ce que j'aurais pas du tout pu faire dans mon emploi précédent, je me serais pas senti.e aussi safe¹⁵⁷ ». Ainsi,

¹⁵⁴ Entretien avec Martial le Toullec, le 29 avril 2025, 06 : 46.

¹⁵⁵ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 05 : 12.

¹⁵⁶ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 05 : 19.

¹⁵⁷ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 03 : 44.

malgré un cadre hiérarchisé et des statuts clairs, les relations interpersonnelles au sein de Aides représentent les réalités d'une conjugaison entre volontariat et salariat associatif.

B- Pratiquer l'archivistique à Aides : application des missions de l'archiviste aux spécificités associatives

Au sujet de sa pratique de l'archivistique à Aides, Morgane Vanehuin explique : « c'est assez atypique d'avoir un poste d'archiviste dans une association, [...] encore plus dans une association qui a un objet social aussi particulier¹⁵⁸ ». Dans cette sous-partie, nous nous posons donc la question des particularités et des missions de l'archiviste à Aides.

1. Création du poste d'archiviste et précision des missions

Afin de comprendre les spécificités et les enjeux autour de la pratique archivistique dans une telle association, il convient d'abord d'établir une rapide chronologie du poste d'archiviste à Aides. Dans un document préparatoire au Conseil d'Administration du 24 octobre 2024¹⁵⁹, Morgane Vanehuin, Olivier Benoît (responsable de la section DIVAM¹⁶⁰) et Catherine Aumont (présidente de Aides Centre-Val de Loire et secrétaire générale de l'association) rappellent l'origine de ce poste. Après les interventions de deux archivistes stagiaires en 2004 et 2009 ainsi que d'une archiviste professionnelle au cours de l'année 2012, ce n'est qu'en 2018 qu'une archiviste est engagée à temps plein pour une durée indéterminée au sein de l'association.

À cette période, la section Archives dépend de la Direction administrative et financière, ce qui influence ses missions : Mona Le Bris se souvient réaliser des

¹⁵⁸ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 48 : 54.

¹⁵⁹ VANEHUIN (Morgane), BENOIT (Olivier), AUMONT (Catherine). *Conseil d'Administration de AIDES : proposition de politique d'archivage*, 26 octobre 2024.

¹⁶⁰ La DIVAM (Direction de la Vie associative et militante) est un service interne à Aides notamment chargé des formations de militant.e.s.

tâches de manutention, « une charge vraiment importante et éloignée de [ses] pratiques¹⁶¹ ». Avec le temps, les missions affectées au poste d'archiviste se rapprochent des réalités professionnelles que nous connaissons. C'est particulièrement le cas lors du changement de direction du service Archives qui relève depuis 2023 de la Direction de la Vie associative et militante. Cette modification administrative se couple de changements concrets notamment sur la fiche de poste de l'archiviste, réalisée en collaboration avec l'employée. À ce sujet, Morgane Vanehuin se rappelle : « j'ai rejoint cette direction avec une réécriture totale de ma fiche de poste où, pour l'anecdote, c'est moi qui l'ai réécrite : [...] avec le DRH on a repris l'ensemble de mes missions¹⁶² ». Ces difficultés à comprendre les enjeux et les rôles de l'archiviste résident selon Morgane Vanehuin dans le fait que l'association, en opposition aux services d'archives publiques constitués, « n'a pas pour finalité l'archivage¹⁶³ ».

Ainsi, dans une démarche de communication autour des actions menées par l'archiviste, la politique d'archivage proposée par Morgane Vanehuin, Olivier Benoit et Catherine Aumont rappelle les missions officielles du poste. Parmi elles, nous retrouvons les grands piliers de la discipline archivistique tels que la collecte, la conservation, le tri, la communication mais aussi le conseil, aussi bien au siège qu'aux lieux de mobilisation locaux. Interrogée sur ses missions, Mona Le Bris insiste sur l'importance de la collecte : « ma préoccupation principale, c'était de collecter [...] je me suis beaucoup déplacée dans toute la France pour aller faire des constats sur site¹⁶⁴ ». Avec le temps, la collecte prend moins de place dans le métier, ce que regrette Morgane Vanehuin, actuellement en poste : « par la suite je pense que ce serait pertinent d'être dans une forme d'appel à collecte où on reprend vraiment une politique de centralisation¹⁶⁵ ». Mais ce manque actuel autour de la collecte paraît compensé sur d'autres points : depuis quelques années, l'archiviste apporte un soin particulier à la conservation des documents.

¹⁶¹ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 11 : 27.

¹⁶² Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 19 : 02.

¹⁶³ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 14 : 44.

¹⁶⁴ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 07 : 31.

¹⁶⁵ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 53 : 11.

2. Conservation des archives de Aides : lieux de mobilisation locaux, siège social et Archives nationales

Le statut des archives de Aides influence les décisions en termes de gestion archivistique. En effet, les documents produits par les associations sont considérés comme des archives privées, et ne répondent pas aux nombreuses obligations législatives autour des archives publiques renseignées par le Code du Patrimoine. En l'absence de législation à laquelle se référer au sujet des archives éliminables par exemple, l'expertise de l'archiviste en devient d'autant plus centrale. Un fonctionnement que Morgane Vanehuin qualifie de « plus permissif, [...] plus libéral¹⁶⁶ » mais qui implique tout de même le respect de certaines règles, notamment autour de la protection des données personnelles : en effet, le Règlement général de protection des données s'applique à tous les documents d'archives, publics ou privés. Les archives privées posent également des questions pratiques : aucun texte législatif n'impose leur collecte comme c'est le cas pour les archives publiques. Leur conservation est donc souvent plus complexe : c'est ce que développe Morgane Vanehuin au sujet des archives des LM : « en termes de conditions de conservation dans les lieux de mobilisation c'est quand même pas terrible, ça traîne dans des caves, ça traîne dans des greniers¹⁶⁷ ». À Aides, les archives sont conservées dans une variété de lieux.

Nous abordions les lieux de mobilisation qui peuvent parfois conserver certains documents, souvent des archives courantes ou intermédiaires, mais la majorité des archives sont entreposées au siège social de l'association à Pantin en région parisienne. Dans les sous-sols de la tour Essor qui héberge l'association Aides, cinq espaces de conservation regroupent un total d'environ 1500 mètres linéaires d'archives. Mais les conditions de conservation n'y sont pas toujours optimales : c'est pourquoi un contrat de dépôt des archives de Aides a été signé dès 1998 par le Conseil national de l'association. Désireux.se.s de présenter au mieux la situation des archives de Aides et les raisons de ces dépôts, Morgane

¹⁶⁶ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 13 : 58.

¹⁶⁷ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 53 : 57.

Vanehuin, Olivier Benoît et Catherine Aumont détaillent les circonstances ainsi que les enjeux de conservation soulevés par le dépôt d'archives de Aides aux Archives nationales. Entre 1998 et 2013 (dernier dépôt qui concerne les carnets personnels de Daniel Defert), un total de 11 fonds réunissant 43 mètres linéaires de documents ont été pris en charge par l'institution, permettant leur conservation dans « d'excellentes conditions matérielles¹⁶⁸ ». En 2013, une Convention-cadre impliquant un transfert de propriété des archives de Aides aux Archives nationales en cas de disparition de l'association est signée : une forme de sécurité qui garantit l'accès et la bonne conservation de ces documents sur le très long terme. Au sein des Archives nationales, les archives de Aides sont par ailleurs centralisées avec d'autres fonds reliés à la lutte contre le VIH/sida comme ceux d'Act Up Paris, de Sida Info Service ou du Conseil national du sida. L'histoire de Aides, relatée par ses archives, s'inscrit donc parfaitement dans ce regroupement thématique de fonds. En somme, les archives de Aides sont entreposées dans plusieurs lieux, plus ou moins bien adaptés à une conservation à long terme mais dont le contrôle demeure assuré par l'archiviste en fonction.

3. Valorisation et transmission : le rôle de l'archiviste comme médiateur.rice entre archives et militant.e.s

À écouter Morgane Vanehuin, au-delà de la collecte et de la conservation, c'est la valorisation des archives qui constitue une grande partie de son travail à Aides. Cet investissement particulier autour de la transmission archivistique part d'un constat : les militant.e.s consultent peu les archives, encore moins celles se trouvant aux Archives nationales. Afin de lutter contre ce désintérêt, l'archiviste de Aides adopte une posture « de médiation, de passerelle entre les personnes et les archives¹⁶⁹ », laissant de côté son « jargon archivistique¹⁷⁰ » pour toucher les militant.e.s. L'objectif principal de cette démarche est qu'iels se sentent

¹⁶⁸ Convention-cadre relative à la conservation et à la valorisation des archives de l'association Aides, 25 avril 2013.

¹⁶⁹ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 40 : 48.

¹⁷⁰ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 23 : 04.

concerné.e.s par les archives de leur association, un sentiment d'appartenance qui peut mener à s'y intéresser plus longuement. C'est ce phénomène que développe Morgane Vanehuin : « si on reprend les 4 C [...] c'est un cercle, c'est la communication et la valorisation qui vont susciter la collecte¹⁷¹ ». Pour déclencher cet intérêt particulier, l'archiviste adapte son discours dans une forme de vulgarisation de la discipline archivistique sous le prisme associatif, engagé et mémoriel, afin de toucher au mieux les sensibilités militantes. Pour développer une « conscience archivistique¹⁷² » chez des militant.e.s très peu familier.ère.s de ces questions, Morgane Vanehuin joue sur un « discours d'implication, de mobilisation des personnes [...] : les archives c'est pas moi, c'est eux¹⁷³ ». Ainsi, ce sujet, parfois perçu comme obscur ou lointain, peut toucher les âmes militantes sensibles aux questions d'histoire et de mémoire.

Afin de « favoriser la transmission intergénérationnelle de [l'] histoire [de Aides]¹⁷⁴ », de nombreuses actions concrètes de sensibilisation et de valorisation autour des archives sont menées, aussi bien à destination des militant.e.s que d'autres publics. Entre 2021 et 2024, Morgane Vanehuin organise des actions sur plusieurs fronts : la sensibilisation aux *records management* ou la valorisation de documents historiques de l'association en sont des exemples. Parmi ces initiatives, la rédaction de la rubrique « Mémoire vive » depuis 2021 au sein du magazine RemAides¹⁷⁵ permet à l'archiviste de visibiliser sa pratique en parlant de sa pratique à grande échelle. En effet selon elle, « le travail de transmission sensibilise à l'importance de l'archivage¹⁷⁶ ». Mais ces actions de valorisation ne sont pas uniquement destinées aux militant.e.s de l'association : les publics universitaires ou archivistes sont aussi régulièrement mobilisés. Déjà sensibilisés à la cause archivistique, ce sont les sujets sociaux et sanitaires soulevés par l'objet social de l'association qui les intéressent. Cet exemple illustre bien le rôle de passerelle et de

¹⁷¹ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 32 : 21.

¹⁷² Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 49 : 13.

¹⁷³ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 48 : 24.

¹⁷⁴ *Op. Cit.* VANEHuin (Morgane), BENOIT (Olivier), AUMONT (Catherine). *Conseil d'Administration de AIDES : proposition de politique d'archivage*.

¹⁷⁵ Le magazine trimestriel RemAides fondé par l'association Aides aborde les actualités de la lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales depuis octobre 1990.

¹⁷⁶ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 25 : 37.

médiation que prend l'archiviste à Aides : à cheval entre professionnel des archives et militant.e, une posture d'équilibriste qui implique de toujours savoir s'adapter à son public.

C- En Bretagne, une attention particulière donnée aux archives

La présentation du poste d'archiviste à Aides ainsi que de ses missions dans les lieux de mobilisation locaux nous mène à la question bretonne : où se situent les lieux de mobilisation bretons ? Existe-t-il une dynamique militante à l'échelle régionale ? Comment les questions archivistiques ont-elles été et sont-elles encore appréhendées au sein des LM bretons ? Quel rôle joue l'archiviste de Aides à l'échelle locale ? Tant de questions auxquelles nous répondrons dans cette sous-partie.

1. Les lieux de mobilisation bretons : dynamiques militantes et collaboratives à l'échelle bretonne

« Les histoires ne commencent pas au même moment suivant les locaux¹⁷⁷ », déclare Cléon Mittaine au sujet de la chronologie des lieux de mobilisation de Aides à l'échelle bretonne. En effet, bien que les inaugurations de LM se multiplient à partir de 1987 (date de l'ouverture du LM de Rennes), elles ne sont jamais coordonnées : après Rennes, les locaux de Saint-Malo (1989) puis de Quimper (1994) ouvrent leurs portes. La même dynamique s'applique à Brest où la maison-relais inaugurée en 1994 devient un CAARUD (Centre d'action et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues) à partir de 2006. Au-delà des lieux de mobilisation fixes, certaines villes font l'objet de déplacement de militant.e.s pour des actions particulières comme à Vannes où se déroule régulièrement un groupe de parole très fréquenté. Cependant, avec l'arrivée des trithérapies et la stabilisation de la situation épidémiologique, de

¹⁷⁷ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 17 : 53.

nombreux lieux de mobilisation ferment ou réduisent leurs effectifs. C'est le cas de Saint-Malo, de Quimper, mais également plus récemment de Brest en 2023. C'est pourquoi, nous nous concentrerons dans cette étude sur les LM encore en activité de Rennes et de Lorient, et plus succinctement de Brest.

À l'échelle bretonne, des spécialisations propres aux contextes socio-géographiques se développent. Ainsi, alors que les actions du LM rennais se concentrent en majorité autour des usager.e.s de drogues en raison de la forte population consommatrice dans la ville, à Lorient, la coordinatrice du LM Elsa Boullic, insiste sur « des actions en direction des personnes migrantes originaires d'Afrique sub-saharienne¹⁷⁸ ». Des LM spécialisés donc, mais qui n'en demeurent pas moins interconnectés. En effet, nombreux sont les liens qui unissent les différents LM à l'échelle locale bretonne. Dans un premier temps, l'organisation interne de l'association, qui prévoit le positionnement d'un.e salarié.e responsable de la région, facilite la grille de lecture régionale que nous empruntons dans notre recherche. En Bretagne, c'est Sonia Moreau qui occupe ce poste, assistée par Laetitia Bourdin, qui qualifie ses missions de « trait d'union entre le siège et la région¹⁷⁹ ». Sur le terrain, les collaborations entre LM sont fréquentes, aussi bien sur le plan professionnel et militant que sur le plan humain. D'après Elsa Boullic, Rennes paraît être le point de rendez-vous des militant.e.s breton.ne.s : « souvent il se passe beaucoup de choses à Rennes et les militant[e]s morbihannais[e]s, finistérien[ne]s se greffent¹⁸⁰ ». De la même manière, la gestion des réseaux sociaux, aussi appelée « actions 2.0¹⁸¹ » par les militant.e.s, se réalise de façon coordonnée à l'échelle de la Bretagne. Aurélien Rouet, militant salarié et accompagnateur en santé communautaire sur le LM de Rennes parle d'une « cohésion, en tout cas sur la partie santé sexuelle¹⁸² ». Au sujet des actions coordonnées, il se rappelle : « quand j'étais à Lorient, j'ai fait beaucoup d'actions sur Quimper et Brest [...] le fait de faire des actions ensemble ça nous permettait

¹⁷⁸ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 09 : 17.

¹⁷⁹ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 05 : 52.

¹⁸⁰ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 21 : 31.

¹⁸¹ Les actions dites 2.0 représentent les actions de communication sur les réseaux sociaux.

¹⁸² Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 17 : 01.

de discuter beaucoup¹⁸³ ». Cette cohésion permet également le développement de liens humains comme le mentionne Elsa Boullic qui s'est rapidement retrouvée seule sur le LM de Lorient à son arrivée. Elle insiste sur le soutien de l'équipe salariée de Rennes qui « avait une haute conscience de [sa] possible solitude à Lorient¹⁸⁴ » et mentionne la mise en place d'actions en visioconférence, comme des maraudes virtuelles. Ainsi, nous constatons une réelle dynamique d'entraide communautaire et associative entre les militant.e.s des différents LM bretons : s'unir pour mieux lutter.

2. Quelles archives pour quelle gestion archivistique dans les lieux de mobilisation bretons ?

Lorsqu'il est question d'archives, les militant.e.s breton.ne.s se tournent vers Laetitia Bourdin : assistante de territoire d'action de la région Bretagne, elle endosse la responsabilité de la gestion archivistique à l'échelle régionale. Cécile Pouleur, militante volontaire et élue au secrétariat du Conseil régional Bretagne, insiste sur l'importance de ses missions en termes d'archives : « c'est elle la mémoire vive de Aides Bretagne en ce moment¹⁸⁵ ». Cette position particulière pose la question du type d'archives présentes dans les LM ainsi que celle de leur gestion. Au sujet de la typologie des archives conservées, nous pouvons dégager trois grandes catégories. Dans un premier temps, les documents administratifs tels que les fiches d'entretiens personnels abordant des sujets intimes, sont conservés dans des boîtes d'archives sous clé, en raison de leur caractère sensible. Dans un second temps, les lieux de mobilisation conservent les productions des personnes accueillies : lors de notre entretien au local de Aides à Rennes, Cléon Mittaine nous montre certains travaux artistiques (fresques, dessins) réalisés par les personnes prises en charge et insiste sur l'importance de tout garder. Enfin, la dernière catégorie d'archives conservées au sein des LM sont les documents dits « ressources¹⁸⁶ », pouvant aider de futur.e.s militant.e.s dans leur pratique : parmi

¹⁸³ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 15 : 53.

¹⁸⁴ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 06 : 38.

¹⁸⁵ Entretien avec Cécile Pouleur, le 29 avril 2025, 08 : 49.

¹⁸⁶ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 09 : 29.

euX se trouvent d'anciennes affiches, un numéro de chaque magazine RemAides ainsi que de nombreux ouvrages permettant aux nouvelles.aux de comprendre au mieux le contexte de création de l'association et les manières de lutter du passé pour mieux appréhender le militantisme au présent. Lorsqu'un lieu de mobilisation ferme, ses archives sont rapatriées au siège social de l'association à Pantin. Ainsi, Morgane Vanehuin se réjouit de la richesse des archives du LM de Brest : « [ce sont] de véritables archives définitives qui ont une portée historique qui dépasse parfois la seule dimension locale et qui touche à l'ensemble de la région¹⁸⁷ ». Mais la dimension symbolique de la conservation de documents au sein du LM où ils ont été produits paraît tout de même essentielle pour certain.e.s militant.e.s comme Cécile Pouleur qui voit les archives comme « une histoire, d'un lieu, d'une asso[ciation], d'un mouvement¹⁸⁸ ».

Cependant, même si la dynamique actuelle en matière de gestion archivistique tend vers une conservation importante, cela n'a pas toujours été le cas. Aurélien Rouet, salarié depuis 15 ans au sein de l'association, se rappelle de « murs entiers de classeurs¹⁸⁹ » à son arrivée à Rennes en 2012 et de très nombreuses éliminations dans une démarche de gain de place : « pendant des années on a jeté, jeté, jeté... après on a regretté¹⁹⁰ ». L'histoire du LM, des actions réalisées ainsi que des personnes s'y étant succédé ne reposait alors que sur « la mémoire des plus anciens¹⁹¹ », une rhétorique dont les limites ont été pointées du doigt par les archivistes de l'association lors de leurs visites sur place.

¹⁸⁷ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 58 : 49.

¹⁸⁸ Entretien avec Cécile Pouleur, le 29 avril 2025, 08 : 27.

¹⁸⁹ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 06 : 21.

¹⁹⁰ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 06 : 36.

¹⁹¹ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 06 : 44.

3. Le rôle des archivistes dans les lieux de mobilisation bretons

Il n'est pas rare pour l'archiviste de Aides de se déplacer dans les lieux de mobilisation locaux pour des missions de tri ou de conseil. C'est ce que relate Laetitia Bourdin : « en 2022, on a demandé à Morgane [Vanehuin] et Mona [Le Bris] de venir [...] pour faire le tri dans nos archives papier¹⁹² ». À l'occasion de cette visite, les deux archivistes rapatrient au siège de l'association les documents jugés comme historiquement précieux et à conserver. Une partie des dossiers concernant des affaires de contentieux juridique sont directement transférés au service juridique de Aides, les archives faisant ici objet de preuve. Ces interventions à l'échelle locale sont aussi l'occasion pour les professionnelles de communiquer sur le bon usage des archives et les règles de conservation auprès de militant.e.s parfois démunie.s face à l'ampleur des documents à traiter. Interrogé.e.s sur les liens entre archivistes et militant.e.s locaux.ale.s, ces dernier.ère.s citent à l'unanimité une intervention de sensibilisation autour des archives électroniques réalisée par Morgane Vanehuin en 2023. Celle-ci s'est déroulée au sein du LM Lorient mais de nombreux.se.s militant.e.s de Rennes y ont également participé. Cette intervention, destinée à partager les bonnes pratiques d'archivage comme la création d'arborescences numériques, a permis aux militant.e.s l'acquisition de certains réflexes, sur des aspects de l'archivage qu'ie.s n'avaient pas envisagés. Via la mise en place d'un serveur informatique dédié, la conservation et le partage de documents est facilité, ce que notifie Laetitia Bourdin, qualifiant le serveur « d'outil formidable car on pouvait retrouver [...] tous les compte rendus qui avaient été faits¹⁹³ ». La coordinatrice du LM de Lorient mentionne également tout « un travail pour nommer les documents¹⁹⁴ ». Ainsi, à travers cette intervention, l'archiviste pose non seulement les bases d'un archivage électronique conscient et adapté à des non-professionnels, mais développe également des outils d'archivage intermédiaire. En effet, les documents déposés sur ce serveur ont vocation à être de nouveau mobilisés, c'est pourquoi il est essentiel de bien les nommer.

¹⁹² Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 11 : 42.

¹⁹³ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 10 : 46.

¹⁹⁴ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 17 : 28.

Cependant et malgré l'insistance de l'archiviste autour de l'importance de déposer les documents sur le réseau numérique de l'association, la majorité de ces archives électroniques a disparu suite à plusieurs vagues de cyberattaques en janvier et février 2025. Une perte massive pour l'histoire de Aides, que déplore particulièrement l'archiviste, voyant une part de son travail volatilisé : elle explique en effet que « pendant ces trois dernières années [elle] a passé [son] temps à dire qu'il ne fallait pas laisser les documents numériques sur un disque dur, qu'il fallait [...] tout mettre sur le serveur, le serveur qui, il y a deux mois a été hacké¹⁹⁵ ». Une frustration partagée au sein des lieux de mobilisation où les militant.e.s réalisent également l'ampleur de la perte : « on a perdu toute notre arborescence avec tous nos outils qui avaient été mis à l'intérieur¹⁹⁶ » regrette Laetitia Bourdin. Malgré tout, nous retenons de ces échanges avec les archivistes comme avec les militant.e.s l'implication des professionnelles sur le terrain, que se soit par des actions de tri ou de sensibilisation.

¹⁹⁵ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 :54 : 35.

¹⁹⁶ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 11 : 19.

II- FAIRE MÉMOIRE À AIDES : ARCHIVES COMMUNAUTAIRES ET PROJETS MÉMORIELS À L'ÉCHELLE LOCALE BRETONNE

À travers une approche chronologique des différentes étapes menant à la concrétisation d'un projet mémoriel à Aides, nous exposerons l'importance de la mémoire communautaire dans l'engagement militant. Nous verrons dans un premier temps comment l'utilisation d'archives communautaires participe à la décision d'engagement. Puis, lorsque le.a militant.e est définitivement engagé.e, comment se lancent les projets mémoriels ? Qui en est l'initiateur.rice ? Enfin, nous nous questionnerons sur le rôle des archives au sein de ces projets : comment sont-elles mises à contribution pour servir un propos mémoriel ?

A- Pourquoi s'engager à Aides ? Le rôle de la mémoire communautaire dans la décision d'engagement

Le rapport privilégié qu'entretiennent certain.e.s militant.e.s de Aides aux archives ainsi qu'à la mémoire de l'association prend ses sources aux prémisses de l'engagement. Alors que le choix de s'engager à Aides n'est jamais anodin et provient souvent d'un rapport personnel à la maladie ou plus largement aux luttes sociales, l'histoire de l'association, racontée dès les premiers moments de vie associative, renforce ce sentiment d'appartenance communautaire.

1. La décision d'engagement : vécus personnels et recherche de communauté

Si les raisons de s'engager à Aides sont multiples, « l'intensité de l'engagement¹⁹⁷ » due à l'objet social de l'association paraît en être une des motivations principales pour Morgane Vanehuin. À cela, elle ajoute que « l'on arrive

¹⁹⁷ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 11 : 49.

rarement chez Aides par hasard¹⁹⁸ ». Ainsi, nous nous attelons ici à comprendre les motivations de l'engagement à Aides, et la place que prend l'aspect communautaire dans la décision d'investissement militant. Dans un premier temps, c'est l'expérience de discriminations autour du statut sérologique d'un individu ou d'un.e de ses proches qui peut l'amener à chercher une organisation à la fois sécurisante mais aussi de lutte. En effet, la sérophobie (rejets et discriminations touchant les personnes séropositives) peut être particulièrement violente pour les personnes qui en font l'expérience. Pour illustrer le décalage entre la situation épidémiologique actuelle et l'état d'esprit global autour du VIH/sida, l'archiviste de Aides insiste sur le fait que « les mentalités sont moins avancées que la recherche scientifique¹⁹⁹ ». Ainsi, nombreux.se.s sont les militant.e.s qui voient en Aides une association accueillante dont l'objet social s'aligne avec leur histoire personnelle. C'est notamment le cas d'Elsa Boullic qui nous partage son rapport intime avec la maladie : « mon papa a été contaminé [par] le virus de l'hépatite C dans l'histoire du sang contaminé ; [l'objet social de Aides] a résonné très fort avec mon histoire²⁰⁰ ». S'engager à Aides paraissait donc la suite logique pour la coordinatrice du lieu de mobilisation de Lorient qui mentionne avant tout une « envie de lutter contre les discriminations en général²⁰¹ ». Au cours de nos entretiens, la question d'un travail qui fait sens, qui allie nécessité de l'emploi et convictions militantes est très présente. C'est également ce qu'évoque Cléon Mittaine qui, poussé.e par une envie de « travailler sur les questions de discrimination, de santé sexuelle et de vie affective²⁰² », sans expérience personnelle avec ce milieu, découvre la variété des personnes prises en charge par Aides ainsi que la richesse de leurs histoires. Ce sens de communauté, qui regroupe les militant.e.s ainsi que les personnes accueillies, reflète une force collective unique qui pousse de nouvelles.aux militant.e.s à s'engager.

¹⁹⁸ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 12 : 03.

¹⁹⁹ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 16 : 01.

²⁰⁰ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 04 : 18.

²⁰¹ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 04 : 58.

²⁰² Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 02 : 50.

2. Raconter le passé pour s'unir au présent : les archives comme moyen de faire communauté

Les premières phases de l'engagement militant chez Aides sont marquées par un passage obligatoire : celui de la formation initiale. Après avoir découvert l'association par « le cercle commun²⁰³ » à travers des réunions d'informations qui représentent une forme de porte ouverte sur Aides, ainsi que s'être engagé en tant qu'acteur.rice, le.a nouvelle.au peut atteindre le statut de volontaire grâce au suivi de la formation initiale. C'est lors de cette formation que sont convoqués des outils de mémoire. Cécile Pouleur, qui allie son statut de volontaire élue au secrétariat du Conseil de Région Bretagne à la dispense de ces formations, précise : « dans le module 1 de la formation initiale, on se sert de la frise chronologique²⁰⁴ ». L'utilisation de la frise chronologique de l'association, qui détaille les grands moments de l'histoire de Aides, permet une première approche du militantisme sous le prisme de la mémoire associative. Elsa Boullic se rappelle d'une activité de groupe pour déterminer les dates les plus essentielles dans l'histoire de Aides. Ce travail de réflexion autour des dates clés de l'association permet une véritable prise de conscience de l'ampleur de l'histoire à laquelle le.a nouvelle.au militant.e s'apprête à participer. Cette pratique soulève les questions de charge émotionnelle et mémorielle autour de l'engagement à Aides : des interrogations que porte particulièrement Morgane Vanehuin qui voit les archives comme un moyen de raconter l'histoire de l'association, non pas seulement aux nouvelles recrues mais à l'ensemble des militant.e.s tout au long de leur engagement. Au sujet de l'intensité émotionnelle que peuvent susciter de tels documents, elle demeure convaincue que celle-ci « va rejaillir sur les questions de transmission, de mémoires au pluriel, d'histoire et d'archives²⁰⁵ ». Ainsi, la confrontation très rapide des nouvelles.aux militant.e.s à la richesse de l'histoire de l'association peut constituer une manière de déclencher dès le début de leur engagement un attrait particulier pour les archives et la mémoire associative.

²⁰³ Entretien avec Cécile Pouleur, le 29 avril 2025, 04 : 15.

²⁰⁴ Entretien avec Cécile Pouleur, le 29 avril 2025, 09 : 40.

²⁰⁵ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 12 : 22.

B- Impulsions nationales, initiatives locales : origines des projets mémoriels

La question du nouvel intérêt autour des questions d'histoire et de mémoire des militant.e.s de Aides se caractérise par une volonté croissante d'investir cette curiosité dans la création de projets mémoriels. Mais ces initiatives sont-elles toutes impulsées par les militant.e.s de terrain ? Quelle est la part d'action du siège dans la décision d'action mémorielle ?

1. Projets mémoriels impulsés par le siège

Premièrement, il paraît nécessaire d'aborder la place qu'occupe le siège de l'association dans l'initiation de projets mémoriels. Ceux-ci sont particulièrement mobilisés par l'archiviste de Aides, qui exerçant à Pantin²⁰⁶ et bénéficiant d'une vision globale et nationale de la question, y voit une occasion de « sortir les documents²⁰⁷ ». Pour les militant.e.s qui n'auraient pas développé cette sensibilité archivistique lors de leur formation initiale, les actions de mémoire rendent abordables les archives. Morgane Vanehuin insiste sur cette caractéristique universelle : « il y a quand même une volonté de faire de l'archive une matière accessible [...] pour un maximum de personnes²⁰⁸ ». Cette sensibilisation aux archives et à l'histoire qu'elles portent se développe au fil des projets. L'archiviste nous détaille l'organisation interne des événements liés aux 40 ans de Aides, auxquels nous accorderons une partie de cette étude de cas. Sans s'attarder sur le contenu de ces événements, il paraît pertinent de noter l'impulsion nationale de valorisation d'une mémoire associative particulière à l'occasion des 40 ans de Aides : un groupe de travail dédié à l'échelle nationale, « le groupe Histoire et mémoires de Aides²⁰⁹ » est mis en place dès la fin de l'année 2022.

²⁰⁶ Ville du siège social de l'association.

²⁰⁷ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 30 : 04.

²⁰⁸ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 00 : 22 : 50.

²⁰⁹ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 18 : 21.

Malgré le prisme national de ce groupe de travail, de nombreuses suggestions de projets mémoriels sont faites aux LM. Dans une dynamique mémorielle locale faisant écho aux projets nationaux, l'idée de création de frises régionales est par exemple suggérée aux responsables de région. Mais les lieux de mobilisation locaux ne sont pas laissés seuls face aux demandes du siège. En effet, toutes les propositions mémorielles soumises aux LM font l'objet d'explications détaillées au sein de ce que Morgane Vanehuin, initiatrice du projet, appelle « boîte à outils militante²¹⁰ ». On y retrouve notamment les idées de frise chronologique locale mais aussi de collecte de témoignages de militant.e.s. Ces boîtes à outils, mises à disposition de tous les LM, leur permettent de choisir l'action qui leur ressemble le plus, tout en répondant aux attentes du siège. En somme, l'influence du siège sur la mise en place de projets mémoriaux à Aides est centrale, ce qui pose la question des initiatives locales.

2. Les initiatives locales ou l'appropriation par les LM des propositions du siège

Lorsqu'il est question de l'application des projets mémoriels à l'échelle locale, nous venons de voir à quel point les lieux de mobilisations sont accompagnés dans leur démarche mémorielle, ce qui n'est pas pour faciliter les prises d'initiatives. Cependant, certaines suggestions du siège font parfois écho à l'échelle locale de manière inattendue et des propositions sont reprises par des publics qu'elles ne ciblaient pas à l'origine. C'est le cas de témoignages initiés par les groupes de parole rennais au sujet de la consommation de drogues. Cléon Mittaine, qui encadre ces ateliers, se souvient d'une initiative par et pour les personnes accueillies. Il déclare : « les témoignages du groupe de parole, c'était vraiment local et de la part des personnes accueillies, nous on a juste mis les moyens pour le faire²¹¹ ». Ainsi, une proposition qui ciblait en premier lieu les personnes vivant avec le VIH/sida et en particulier les ancien.ne.s militant.e.s dans le but de récolter des morceaux de

²¹⁰ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 19 : 23.

²¹¹ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 14 : 21.

l'histoire de Aides, s'est vue réappropriée par un autre public : celui des usager.e.s de drogue.

Mais cet exemple n'est pas représentatif de toutes les initiatives mémorielles locales. Pour les 40 ans de Aides, Morgane se souvient d'actions locales très éloignées des propositions du siège notamment en région Centre-Val-de-Loire : « il ont fait des shootings un peu *queer*²¹², un peu *camp*²¹³, avec des ballons 40 ans, des slogans pour la lutte, il y avait une personne en *drag*²¹⁴ ». Ainsi, en sortant entièrement du cadre proposé par le siège, la « dimension Do It Yourself²¹⁵ » que pointe l'archiviste amène un aspect plus personnalisé de la mémoire de l'association : chaque LM, nourri de son histoire locale, s'approprie sa mémoire à sa propre manière. Cependant, le manque d'encadrement des actions locales trouve parfois ses limites. Mona Le Bris, tout en valorisant ces initiatives, déplore le manque de sérieux et de rigueur autour des archives : « il y a des gens qui avaient envie [...] mais qui s'affranchissaient en même temps un peu des règles, qui ne réfléchissaient pas aux délais de communicabilité [...] mais en même temps tu vas pas les déposséder de leur truc quand il y a l'envie²¹⁶ ». Malgré les limites que de tels projets, mobilisant des archives parfois non communicables, soulèvent, l'ancienne archiviste de Aides insiste sur l'importance de ces initiatives par et pour les militant.e.s : « Je pense que les LM parfois auraient eu besoin de bien plus d'autonomie²¹⁷ ».

²¹² Emprunté de l'anglais, le mot « Queer » signifie d'abord « étrange » ou « peu commun ». Avec le temps, les communautés homosexuelles et transgenres principalement visées par cette insulte se réapproprient ce terme, qui désigne à présent de manière plus globale une personne faisant partie d'une minorité sexuelle ou de genre. Le terme « Queer » est également éminemment politique du fait de son histoire. De fait, la majorité des personnes s'identifiant comme tel revendiquent une forme de marginalité, en réponse à celle qui leur a été imposée à travers ce terme dans le passé.

²¹³ Le terme « Camp », théorisé pour la première fois en 1964 par Susan Sontag, désigne une forme d'excentricité et de théâtralité propre aux milieux queers, fondée sur la satire et l'ironie.

²¹⁴ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 21 : 21.

²¹⁵ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 22 : 08.

²¹⁶ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 31 : 56.

²¹⁷ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 32 : 40.

C- Convocation d'archives et archives mémoriales : comment se saisir de ses propres archives pour se souvenir du passé ?

Après s'être engagé.e.s à Aides, poussé.e.s par l'aspect communautaire de l'association, et avoir initié les premiers projets mémoriaux au sein de leur LM, les militant.e.s investi.e.s sont régulièrement confronté.e.s à la question des sources. Afin d'illustrer certains grands moments de l'association, les archives peuvent être mobilisées : c'est ce que nous détaillons dans cette sous-partie dédiée à l'utilisation d'archives à portée mémorielle.

1. Événements mémoriaux annuels ou ponctuels : quelles typologies d'archives mobilisées pour quels temps mémoriels ?

Afin de comprendre comment les archives peuvent être valorisées dans un but mémoriel, nous prenons ici plusieurs exemples. Premièrement, il apparaît nécessaire de s'intéresser aux moments de mémoire annuels tels que le 1er décembre ou la marche des fiertés : des dates clés, qui en retracant le chemin parcouru, permettent de rappeler au grand public que l'épidémie n'est pas finie. Le 1er décembre, journée internationale de lutte contre le VIH/sida, est particulièrement investi par les militant.e.s, soucieux.se.s de montrer au monde la richesse de leur histoire. À cette occasion, une variété d'actions sont mises en place comme la projection de films ou la valorisation d'archives. Aurélien Rouet, qui milite à Aides depuis quinze ans, parle de « rétrospectives d'affiches²¹⁸ ». Mais au-delà de ces événements réguliers, certains moments symboliques tels que les anniversaires de lieux de mobilisation font également l'objet d'une couverture mémorielle importante : « en 2016, on a fêté les dix ans du CAARUD où on avait fait [...] de l'affichage historique, on a ressorti des vieilles photos²¹⁹ » se rappelle le militant. Ainsi, au regard du nombre de témoignages mentionnant la convocation d'une

²¹⁸ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 08 : 40.

²¹⁹ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 08 : 51.

certaine typologie d'archives, nous déduisons que les affiches et les photographies représentent le cœur des documents mobilisés. Pour Mona Le Bris, cela tient à leur caractère iconographique : « ce qui parlait le plus aux gens c'était de l'Icono[graphie], des photos, des objets²²⁰ ».

Ainsi, les documents textuels, vus comme les plus riches en termes d'informations pour les chercheur.euse.s, paraissent moins toucher les militant.e.s. L'ancienne archiviste nuance tout de même son propos : « les archives les plus emblématiques sur la constitution de Aides étaient aux AN²²¹ [...], c'était moins facile à consulter²²² ». En effet, lorsque les textes fondateurs de l'association sont mis à disposition des militant.e.s, iels ne tardent pas à s'en saisir. C'est le cas sur le LM de Lorient où Martial Le Toullec se remémore « l'inauguration du local de Lorient où on avait retrouvé la lettre qui a permis la création de Aides, lettre qui est maintenant affichée dans les locaux²²³ ». Ce document fut rédigé par Daniel Defert suite au décès de son conjoint Michel Foucault, atteint du sida. Il représente un des moments clés de la création de l'association et est exposé au sein d'un LM : ainsi, les militant.e.s sont entourés par la mémoire de Aides.

2. Fermeture du lieu de mobilisation de Brest : convocation d'archives à but mémoriel

Pour illustrer la variété des situations propices à la convocation mémorielle d'archives, nous prenons ici l'exemple de la fermeture du lieu de mobilisation de Brest le 31 décembre 2023. La décision de fermeture de ce LM est prise par le conseil d'administration de Aides, dans une dynamique de ciblage des lieux les plus touchés par l'épidémie du VIH/sida. En Bretagne, les villes de Rennes et Lorient nécessitent plus d'attention que Brest. Au sujet de la fermeture du LM, Laetitia Bourdin insiste sur le caractère politique de la décision : « ça fait partie du projet

²²⁰ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 34 : 32..

²²¹ Archives nationales.

²²² Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 35 : 01.

²²³ Entretien avec Martial Le Toullec, le 29 avril 2025, 16 : 36.

associatif de Aides sur les cinq dernières années²²⁴ ». La fermeture officielle du lieu de mobilisation de Brest a eu lieu le 31 décembre 2023 mais une salariée a été maintenue jusqu'au mois d'octobre 2024, permettant la passation des missions entre Aides et une association tierce.

À l'occasion de cet événement émotionnellement fort pour les militant.e.s, une journée régionale salariée a été organisée en novembre 2023. Tous.te.s les militant.e.s salariés.e.s de la région Bretagne (LM de Brest mais aussi de Lorient et Rennes) y étaient convié.e.s, un moment « hyper émouvant²²⁵ » pour la coordinatrice du LM de Lorient. Lors de cette réunion régionale salariée, de nombreux documents d'archives ont été mobilisés : Elsa Boullic se rappelle d'un « album photo avec des coupures de presse, des vraies photos qui retracraient toute l'histoire du LM de Brest²²⁶ ». Un moment de mémoire qui touche aussi bien les ancien.ne.s que les nouvelles.aux militant.e.s : Cléon Mittaine, malgré ses quelques mois d'ancienneté dans l'association à ce moment, en garde également un souvenir ému. À l'échelle du siège, des initiatives telles que celles-ci paraissent indispensables. Interrogée à ce sujet, Mona Le Bris insiste sur « l'enjeu de se saisir de tout ça au niveau local. [...] Les militant[e.s] méritent aussi de connaître leurs archives et l'histoire de leur LM²²⁷ ». Se saisir de son histoire et de ses archives paraît encore plus nécessaire lorsque l'on sait qu'à la fermeture d'un LM comme à Brest, la totalité des archives est reversée au siège de Aides et prise en charge par l'archiviste. Elles ne sont donc plus directement accessibles pour les militant.e.s sur le terrain et ce dernier moment de consultation émue représente un véritable symbole. Ainsi, les archives sont ici utilisées comme outil de mémoire, représentant la fin d'une part de l'histoire bretonne de l'association.

²²⁴ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 30 : 46.

²²⁵ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 22 : 38.

²²⁶ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 22 : 43

²²⁷ Entretien avec Mona le Bris, le 14 mars 2025, 49 : 10.

III- TRANSMISSION INTERGÉNÉRATIONNELLE, PRODUCTION ET RÉEMPLOI D'ARCHIVES À BUT MÉMORIEL : L' EXEMPLE DES QUARANTE ANS DE AIDES EN BRETAGNE

Quarante ans après la publication de la célèbre lettre de Daniel Defert marquant la création de Aides, la situation épidémiologique ainsi que le visage de l'association ont beaucoup évolué. Pour se rappeler des décennies de lutte passées, un grand projet mémoriel est impulsé par les militant.e.s, notamment à l'échelle nationale. Dans cette étude, nous nous concentrerons particulièrement sur la Bretagne, une région parmi « les plus actives [...] sur les dispositifs de transmission pour les 40 ans²²⁸ » nous informe Morgane Vanehuin. Ce sont ces dispositifs, leur mise en place ainsi que les conséquences en termes de transmission intergénérationnelle et interpersonnelle que nous développons dans cette partie.

A- Se remémorer le passé : événements mémoriels par et pour les militant.e.s

Pour les militant.e.s breton.ne.s , il paraissait indispensable de célébrer les 40 ans de leur association à leur manière. À l'échelle locale, chaque lieu de mobilisation a donc réuni ses membres pour une consultation ou une création d'archives à but mémoriel. Nous étudions ici la diversité des manières de faire mémoire avec les exemples d'une soirée de commémoration à Lorient et de la création d'une frise chronologique bretonne à Rennes.

1. Soirée de commémoration à Lorient et réemploi d'archives

Les quarante ans de Aides à l'échelle locale ont été l'occasion de nombreux projets mémoriels : c'est le cas à Lorient, où la soirée commémorative dédiée à

²²⁸ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 03 : 07.

l'anniversaire de l'association nous est décrite en détail par Elsa Boullic. En addition aux journées mémorielles à l'échelle régionale à Rennes qui réunissent tous.te.s les militant.e.s breton.ne.s, les salarié.e.s lorientais.e.s ont eu à cœur d'organiser une soirée réservée aux militant.e.s de leur LM. Pour la coordinatrice, c'était l'occasion d'exposer des documents d'archives, en majorité des affiches retraçant l'histoire de l'association à travers ses campagnes de communication. Pour ce faire, Elsa Boullic a mobilisé l'archiviste de Aides : « j'ai envoyé un mail à Morgane qui m'a répondu en m'envoyant [...] un powerpoint avec toutes les affiches de Aides depuis sa création²²⁹ ». Ainsi, un diaporama présentant les différentes affiches et leur contexte de création a été utilisé comme support mémoriel au cours de cette soirée se déroulant dans un bar LGBTQIA+ lorientais mis à contribution pour l'occasion. La coordinatrice se rappelle des échanges que la vue de ces affiches ont suscité, persuadée que « ça fait sens à une soirée de 40 ans de parler d'histoire²³⁰ ».

Mais ce retour en arrière sur les premières années de Aides et sa manière de communiquer ont fait réfléchir les militant.e.s sur l'évolution de l'association. À ce sujet, Elsa Boullic ajoute : « on s'est dit qu'il y a des affiches qu'on ne validerait pas aujourd'hui, [...] Aides c'est à la fois une asso super mais qui a pu aussi véhiculer des stéréotypes²³¹ ». En effet, à une période où les informations autour de la maladie étaient limitées, l'association a parfois participé, lors de campagnes de communication, à la propagation de stéréotypes autour du VIH/sida. Cette prise de conscience collective *a posteriori* quant aux idées qu'aurait pu véhiculer Aides à ses débuts, n'a été possible que grâce à la consultation d'archives. Ainsi, nous voyons bien ici comment les moments de mémoire peuvent aussi bien représenter des instants forts, ancrés dans l'émotionnel, que permettre une auto-critique rétrospective.

²²⁹ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 18 : 22.

²³⁰ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 18 : 43.

²³¹ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 29 : 24.

2. Frise chronologique à l'échelle bretonne et mémoire collaborative

En opposition à la soirée réalisée à Lorient qui a convoqué les archives dans un but mémoriel, l'objectif du lieu de mobilisation de Rennes a été de mobiliser la mémoire des ancien.ne.s militant.e.s pour se remémorer l'histoire de leur LM. Inspirée de la fresque nationale, une frise chronologique bretonne²³² a été réalisée par et pour les militant.e.s. La richesse de cette frise réside dans la pluralité de ses sources. Des archives papier issues du siège ont d'abord été mises à disposition des militant.e.s pour retracer les grands moments de l'association à l'échelle locale. C'est ce que développe Laetitia Bourdin : « j'ai demandé à Morgane qu'elle puisse aller dans les archives du siège pour récolter des articles de presse, des photos etc, pour alimenter [...] ma frise²³³ ». Ainsi, c'est l'alliance des documents d'archives et des souvenirs des militant.e.s qui a permis la création de cette frise. Laetitia Bourdin détaille le processus de recueil de témoignages : « on a mis en place des paperboards dans un couloir et chaque militant[e] a eu la possibilité d'y intégrer des éléments liés à l'association sur la Bretagne²³⁴ ». L'aspect collaboratif de la réalisation du projet est retenu comme un point phare de sa création par la majorité des militant.e.s.

Au-delà de la nécessité de collaboration, permettant de recouper les informations recueillies pour en extraire une chronologie la plus complète et détaillée possible, cet événement a aussi été l'occasion pour d'ancien.ne.s militant.e.s de se retrouver. Cléon Mittaine se rappelle cette dimension de rencontre : « on avait invité tous[te.s] les ancien[ne.s] militant[e.s] de Aides dont on avait encore les coordonnées et on a fait une sorte de retrouvailles²³⁵ ». Ainsi, pour Laetitia Bourdin, le format de la frise chronologique « laisse à voir le parcours en pointillé de chaque militant[e] et l'action en continu sur toutes ces années²³⁶ », un moyen de réaliser une rétrospective détaillée des actions de l'association à l'échelle bretonne, de sa création à aujourd'hui. Afin d'inscrire la fresque bretonne

²³² Voir Annexe 3 : Frise chronologique de Aides Bretagne.

²³³ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 22 : 09.

²³⁴ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 18 : 29.

²³⁵ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 14 : 49.

²³⁶ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 37 : 46.

dans une dynamique plus globale, celle-ci replace les événements locaux dans un contexte national en empruntant certaines dates à la frise originale. Aurélien Rouet fait la comparaison et regrette le manque d'informations regroupées à l'échelle locale : « on a une petite fresque Bretagne qu'on espère continuer à alimenter parce qu'on se rend bien compte qu'on a perdu beaucoup²³⁷ ». Ainsi, la réalisation de la frise chronologique de Aides Bretagne, via la confrontation entre archives papier et mémoire des ancien.ne.s militant.e.s, représente une manière collaborative de faire mémoire à Aides, par et pour les militant.e.s.

B- Quand les témoignages deviennent des archives : échanges interpersonnels et intergénérationnels sur les histoires militantes

À l'occasion des quarante ans de Aides, une grande campagne de collecte de témoignages est lancée dans tous les lieux de mobilisation. Les LM bretons s'emparent particulièrement de cette initiative et recueillent de nombreux témoignages aussi bien sous format écrit qu'oral. Ces récits militants, loin d'être recueillis puis oubliés dans les archives, sont directement valorisés auprès du grand public.

1. Les témoignages écrits

Pour le siège de Aides, il paraît central que les militant.e.s soient rendu.e.s visibles grâce à leurs témoignages. Cette conviction est particulièrement visible au sein du magazine Rem'Aides qui présente pour chaque numéro un nouveau témoignage de militant.e qui parle à visage découvert. Ainsi, l'archiviste de Aides insiste sur la nécessité de dire l'histoire de l'association par des récits personnels : « on met [...] l'accent sur le témoignage individuel, sur la personnalisation²³⁸ ».

²³⁷ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 10 : 03.

²³⁸ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 15 : 13.

Pour les quarante ans de l'association, avec l'objectif de « récolter tout ce qui était mémoire des militant[e]s présent[e]s sur leur militantisme²³⁹ », des questionnaires ont été mis à disposition des volontaires et salariés de l'association lors de la plénière régionale d'avril 2024. Lorsque ces questionnaires ont été complétés, c'est Laetitia Bourdin, chargée du projet, qui en a extrait des citations et construit les témoignages. Elle se rappelle d'une initiative bien accueillie car permettant aux militant.e.s de « faire remonter leur expérience vis-à-vis de l'association²⁴⁰ », notamment grâce aux questions posées qui invitent à se remémorer.

Selon Laetitia Bourdin, la question concernant l'action qu'avaient préféré les militant.e.s a suscité le plus de réponses. Nécessitant de remonter dans leurs souvenirs, cette question a permis à de nombreuses personnes de reprendre le fil de leur parcours : « chacun venait avec son expérience et son action qui l'avait un peu chamboulé²⁴¹ » ajoute l'adjointe de région. Enfin, la valorisation de ces témoignages s'est réalisée grâce à des fiches individuelles présentant en quelques questions le.a militant.e, ses missions ainsi que certains grands moments de son parcours²⁴². Une diversité de profils et d'expériences sont alors révélés, permettant à un maximum de personnes de se retrouver dans les récits partagés. Ainsi, l'initiative du siège quant à une collecte de témoignages écrits a été particulièrement bien accueillie et relayée auprès des lieux de mobilisation bretons qui se sont emparés des outils proposés pour relater leur histoire.

2. Les témoignages oraux en binôme

Au-delà des témoignages écrits, le 30 novembre 2024, « la journée des quarante ans » accueille une nouvelle forme de partage d'expériences : celle des entretiens oraux. Sous forme de binôme, deux militant.e.s qui ne se connaissent pas, s'appuyant sur la trame du questionnaire précédemment cité, s'interrogent tour à tour sur leur histoire et leurs actions au sein de l'association. Tous les

²³⁹ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 16 : 06.

²⁴⁰ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 26 : 18.

²⁴¹ Entretien avec Laetitia Bourdin, le 24 mars 2025, 26 : 27.

²⁴² Voir Annexe 4 : Portraits de militant.e.s.

échanges sont enregistrés, sous forme d'audio ou de vidéo, ce qui représente une vingtaine de témoignages au total. La richesse de cette démarche réside dans sa forme : le fonctionnement en binôme crée une atmosphère de confiance qui invite à se confier et favorise les échanges interpersonnels, voire intergénérationnels, des questions que nous développerons dans la partie finale. En effet, il n'est pas rare d'associer lors de ces entretiens des militant.e.s très différent.e.s pour favoriser la richesse de l'échange. Ainsi, Cléon Mittaine se souvient de « témoignages assez diversifiés en termes de profils²⁴³ ».

Ce qui touche également dans cette démarche, c'est le format même du témoignage. L'accompagnateur.rice en santé sexuelle pointe du doigt la spécificité d'un récit voué à être écouté par des personnes tierces : « je trouve que ça change aussi la posture que la personne prend, ce qu'elle choisit de mettre en avant²⁴⁴ ». Ce format particulier peut également être vu comme une source archivistique à part entière comme nous l'explique Morgane Vanehuin, pour qui ces témoignages sont particulièrement précieux. Selon elle, ils représentent « une forme d'auto archivage, ou en tous cas d'auto-documentation, [...] une forme de réappropriation d'un récit et [...] un complément intéressant aux archives physiques²⁴⁵ ». Ainsi, ces témoignages font la richesse d'une part d'un LM qui mobilise ses acteur.rice.s et construit sa mémoire via celle de ses militant.e.s et d'autre part du siège qui détient ainsi un meilleur aperçu de la réalité du terrain : la diversité des profils et des histoires transparaît de ces partages d'expériences.

3. Réemploi des témoignages à but mémoriel et sensibilisation du grand public

L'explication des processus de création mémorielle à l'occasion des quarante ans de Aides pose la question du réemploi de tels témoignages : à qui sont destinés ces récits de vie ? Notre analyse permet de dégager trois grandes catégories de publics cibles. Ces témoignages sont d'abord écoutés lors de groupes

²⁴³ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 12.26.

²⁴⁴ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 20 : 47.

²⁴⁵ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 02 : 23.

de paroles autour du VIH/sida. En effet, les partages d'expériences que nous venons de développer, qu'ils soient écrits ou oraux et bien qu'ils ciblent principalement les militant.e.s de Aides, ont aussi été investis par des personnes accueillies, désireuses de faire part de leur histoire. Dans ce sens, les témoignages recueillis permettent également d'alimenter les groupes de parole, « un moment fort²⁴⁶ » qui marque Cléon Mittaine, chargé.e de l'animation de ces ateliers. Iel retient les liens que créent l'écoute de tels récits de vie : « ça amène beaucoup de discussion auprès des personnes accueillies²⁴⁷ ». Mais ces témoignages sont aussi destinés à une écoute grand public. C'est ce qui a été réalisé le 1er décembre 2024 à Rennes où les enregistrements d'entretiens oraux ont été mis à disposition des passant.e.s sur la place de l'Opéra à Rennes, en écoute libre. L'idée derrière cette action, qui inclut des récits vus comme marginaux dans l'espace public, est de rendre visibles au grand jour les histoires séropositives. Cette visibilisation prend tout son sens le 1er décembre, journée de lutte contre le VIH/sida mais également de commémoration des personnes touchées par la maladie ou décédées de ses suites. Enfin, lors de notre entretien avec Cléon Mittaine, iel mentionne la diffusion de ces témoignages dans un autre contexte : celui de la prison Jacques Cartier à Rennes. Un public peu habituel pour ces professionnels qui ont tout de même à cœur de partager leurs histoires et leur message de prévention dans tous les lieux à risque, l'environnement carcéral en faisant partie intégrante. Ainsi, par une telle variété de réemploi de témoignages, les salarié.e.s de Aides montrent leur détermination à faire connaître les récits séropositifs et militants au plus grand nombre.

²⁴⁶ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 12 : 59.

²⁴⁷ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 13 : 05.

C- Les archives comme forme de mémoire collective transgénérationnelle

Les initiatives mémorielles mises en place à l'occasion des 40 ans de Aides en Bretagne ont toutes un point commun : l'utilisation ou la création d'archives de la lutte comme moyen de transmettre l'histoire de l'association. Nous nous questionnons donc sur le caractère émotionnel de ces projets mémoriels au regard de l'évolution de la lutte et de ses militant.e.s, ainsi que sur les formes et les enjeux de la transmission d'une mémoire associative collective.

1. Émotion et archives : quand la transmission mémorielle fait écho

Un des principaux objectifs de la collecte de témoignages ou de la convocation d'archives lors de soirées commémoratives est de toucher les militant.e.s. Pour l'archiviste de Aides, le rapport entre émotions et archives est central dans la création de lien entre les militant.e.s autour d'une histoire collective commune. À ce sujet, elle affirme : « quand je vois que les archives qui ont été valorisées suscitent de l'émotion, je me dis que c'est réussi, [...] tu n'es pas indifférent à l'archive, il y a une résonance, [...] c'est ça qui m'intéresse, de donner du sens à ces archives à travers ces résonances²⁴⁸ ». Elle ajoute que les quarante ans ne sont pas le seul moment où il est question de mobilisation d'archives pour susciter de l'émotion : en fonction de l'actualité et des journées commémoratives (journée internationale des droits des femmes, journée internationale de lutte contre le VIH/sida, journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie), différentes archives peuvent être valorisées pour toucher les militant.e.s.

À l'échelle locale, iels sont en effet particulièrement réceptif.ve.s aux projets mémoriels autour des archives : pour Martial Le Toullec, les émotions que ce type d'initiative produit sont très variées : « ça évoque de la joie, [...] de la nostalgie, de la rage aussi à certains moments²⁴⁹ » car la confrontation avec de tels documents

²⁴⁸ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 30 : 39.

²⁴⁹ Entretien avec Martial Le Toullec, le 29 avril 2025, 17 : 39.

fait replonger le militant dans ses souvenirs d'actions. D'autres comme Elsa Boulic voient la mémoire comme « quelque chose d'essentiel²⁵⁰ », presque politique. C'est ce que développe Cléon Mittaine qui fait le lien entre archives, histoire et montée du fascisme aux Etats-Unis via la politique de Donald Trump : « on voit qu'il essaie d'effacer une partie de l'histoire et c'est là que je me rends compte que c'est aussi politique la manière dont on gère les archives²⁵¹ ». Ainsi, ce sont des prises en charge des questions mémoriales et archivistiques à l'échelle locale qui permettent de sensibiliser les militant.e.s à ces enjeux : certain.e.s d'entre elle.eux.s, poussé.e.s par l'émotion suscitée par les archives, développent même un intérêt particulier pour ce domaine, en perçant à jour les dynamiques qui lient archives, histoire et politique dans une société en constante évolution.

2. Entre hier et aujourd'hui : évolution du contexte épidémiologique, de l'association et des militant.e.s

La transmission intergénérationnelle au sein d'une association de lutte contre le VIH/sida telle que Aides tient un rôle essentiel dans la construction de sa mémoire et de ses nouvelles.aux militant.e.s. En effet, l'objet social de Aides implique une forte évolution associative, influencée par le contexte épidémiologique, sanitaire et politique autour du VIH/sida. Au cours de nos entretiens, la différence majeure entre le militantisme de Aides des années 1980/1990 et celui d'aujourd'hui a régulièrement été mentionnée par les personnes interrogées, soucieuses de replacer leurs actions dans un contexte spécifique. Ainsi, Morgane Vanehuin explique les premières missions de Aides, « avant [19]96 et l'arrivée des trithérapies, [...] c'était l'accompagnement vers la mort²⁵² » et le changement de prisme initié par les trithérapies : « aujourd'hui, on parle de vivre avec le VIH²⁵³ ». La situation épidémiologique influence nécessairement les missions de l'association qui a dû adapter ses actions et élargir ses publics pour continuer

²⁵⁰ Entretien avec Elsa Boulic, le 15 avril 2025, 23 : 46.

²⁵¹ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 07 : 50.

²⁵² Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 08 : 51.

²⁵³ Entretien avec Morgane Vanehuin, le 6 mars 2025, 01 : 08 : 58.

d'agir. Une évolution profonde de Aides dont certain.e.s militant.e.s encore présent.e.s ont été témoins. À ce sujet, Aurélien Rouet ajoute : « dans les ancien[ne]s militant[e]s, il y en a qui ont connu les années de cendres²⁵⁴ ». Lui même, salarié depuis quinze ans chez Aides, a pu constater des évolutions : « quand je suis arrivé [...] le visage de l'épidémie était encore différent de celui qu'on a aujourd'hui²⁵⁵ ». Pour Cléon Mittaine, il y a un enjeu primordial à communiquer sur l'évolution du contexte épidémiologique et de la vie avec le VIH dans une société qui a besoin de « déconstruire la vision de ce que c'est [le VIH/sida], de comment on vit vraiment [avec]²⁵⁶ », ce qu'iel s'efforce de réaliser à travers des projets de mémoire comme à l'occasion des quarante ans de Aides.

Les rapports à la maladie évoluent et avec eux les associations de lutte contre le VIH/sida qui se doivent de s'adapter. Mais cette adaptation s'inscrit également dans une évolution de la société en règle générale, qui tolère beaucoup moins les discriminations aujourd'hui qu'il y a quarante ans. Ainsi, certain.e.s ancien.ne.s militant.e.s de Aides, souvent présent.e.s dès les premières années, ne se retrouvent plus dans une association en constante évolution. C'est ce que pointe du doigt Cécile Pouleur : « il y en a qui trouvaient que la parole et le geste étaient plus libres il y a quelques années, avant qu'on mette en place des outils de prévention des violences sexistes et sexuelles²⁵⁷ », mentionnant des « mains aux fesses²⁵⁸ » lors d'anciennes soirées de Aides. En somme, l'évolution de l'épidémie ainsi que l'avancée des luttes en matière de droits humains participent à l'évolution des pratiques de l'association et rendent nécessaire une forme de transmission intergénérationnelle pour rendre visible ce qu'a pu être Aides à travers les années.

²⁵⁴ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 12 : 16.

²⁵⁵ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 12 : 29.

²⁵⁶ Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 11 : 55.

²⁵⁷ Entretien avec Cécile Pouleur, le 29 avril 2025, 19 : 05.

²⁵⁸ Entretien avec Cécile Pouleur, le 29 avril 2025, 19 : 24.

3. Nécessité d'une transmission interpersonnelle et intergénérationnelle

Enfin, il paraît nécessaire de conclure ce raisonnement par une notion omniprésente au sein des projets de mémoire développés à Aides, en particulier ceux autour des quarante ans de l'association : la transmission, à la fois interpersonnelle mais aussi plus précisément intergénérationnelle. Ainsi, nous revenons sur les témoignages en binômes lors de la journée des quarante ans de Aides à Rennes : en créant des couples de militant.e.s aux parcours drastiquement différents ou aux écarts d'âges importants, les organisateur.rice.s de la journée avaient à cœur de favoriser la transmission entre « des personnes [qui ne se seraient] pas rencontrées dans un autre contexte²⁵⁹ ». Pour Aurélien Rouet, il s'agit pour les ancien.ne.s « d'expliquer comment c'était à l'époque et pour les nouve[ille]aux de se rendre compte [...] que le visage de l'épidémie et de l'association a vraiment changé²⁶⁰ ». Cette forme de transmission intergénérationnelle dans un but presque éducatif cible donc les plus jeunes n'ayant pas connu les années de cendres. Sur le même sujet, tous.te.s ne sont pas d'accord et Cécile Pouleur remarque quant à elle les apports d'une jeunesse pleine d'espoir. Elle mentionne « des militant[e]s tous[te]s neuf[ve]s qui venaient rencontrer d'anciens militant[e]s, [avec] l'espoir d'une fin prochaine du VIH²⁶¹ ». Ainsi, nous constatons comment la transmission intergénérationnelle dans le milieu militant peut bénéficier aussi bien aux plus jeunes qu'aux plus âgé.e.s, offrant un moyen de raconter le passé pour mieux lutter dans le futur.

Mais les moments de partages d'expériences interpersonnels ou intergénérationnels sont aussi nombreux au quotidien, hors des cadres mémoriels distincts, organisés et conscientisés. Interrogé.e à ce sujet, Cléon Mittaine mentionne sa relation avec son collègue Aurélien Rouet et la pluralité des moments d'échanges qui lui permettent de mieux comprendre l'histoire du lieu de mobilisation ainsi que les actions mises en place en fonction des périodes. Iel relie ces échanges informels à des projets comme la frise chronologique dédiée à la

²⁵⁹ Entretien avec Elsa Boullic, le 15 avril 2025, 26 : 24.

²⁶⁰ Entretien avec Aurélien Rouet, le 17 avril 2025, 11 : 33.

²⁶¹ Entretien avec Cécile Pouleur, le 29 avril 2025, 22 : 16.

mémoire : « c'est [...] précieux d'avoir des témoignages vivants de l'histoire de l'asso parce que je trouve que c'est pas pareil de le lire sur une frise, [...] ça permet de poser des questions, de mieux comprendre²⁶² ». Ainsi, il paraît clair que la transmission mémorielle prend une place importante dans les lieux de mobilisation bretons de Aides, que ce soit à travers des projets dédiés ou lors d'échanges informels.

CONCLUSION

L'étude de cas que nous venons de réaliser permet d'appréhender la gestion de la mémoire à Aides dans les lieux de mobilisation bretons par les prismes archivistiques et intergénérationnels.

La première partie de ce développement a placé le cadre de nos recherches en détaillant le fonctionnement et les valeurs de l'association, la place occupée par l'archiviste à Aides ainsi que son investissement au sein des lieux de mobilisation locaux. Il paraît alors clair qu'aussi occupée que soit l'archiviste à Aides, elle doit se rendre visible (ateliers, sensibilisation) aussi bien au siège que dans les lieux de mobilisation pour susciter leur intérêt autour de sa discipline.

Dans une deuxième partie, nous avons développé l'importance de l'aspect communautaire chez Aides, tout en suivant le parcours d'un.e nouvelle.au militant.e cherchant à investir la mémoire de son association par ses archives. Le lien intime entre les individus et l'objet social de Aides les pousse à s'y engager et à proposer des temps mémoriels à l'occasion de journées dédiées (fermeture d'un LM, 1er décembre, marche des fiertés).

Enfin, la troisième partie de cette étude de cas s'est centrée sur la commémoration des quarante ans de l'association à l'échelle locale bretonne. Entre mobilisation d'archives et création d'outils mémoriels, les lieux de mobilisation bretons ont particulièrement investi les questions de mémoire et de transmission de l'histoire de l'association entre générations de militant.e.s.

²⁶² Entretien avec Cléon Mittaine, le 17 avril 2025, 23 : 31.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La première partie de notre étude offre un aperçu de la littérature scientifique en lien avec le militantisme associatif, l'aspect politique de la lutte contre le VIH/sida et la manière de faire mémoire au sein d'associations militantes traitant de ces problématiques. Cet état des connaissances, en dépit de sa non exhaustivité, met en avant les différents défis posés par l'engagement militant comme des conflits liés à la professionnalisation associative : lorsqu'il n'est plus seulement question de militantisme mais également de source de revenu, certaines tensions peuvent apparaître. Cette partie développe également les difficultés posées par de trop grands écarts générationnels au sein d'une association : les différences de méthodes ou de vision de l'engagement sont parfois complexes à concilier avec des actions concrètes et efficaces. Dans le cas de la lutte contre le VIH/sida, ces défis coexistent mais d'autres émergent également comme l'invisibilisation d'une partie des militant.e.s au profit d'une seule représentation. Enfin, dans un contexte de militantisme d'urgence, nombreuses sont les archives qui n'ont pas été conservées ou dont la conservation a été négligée. À cette question de mémoire de la lutte, certaines réponses sont apportées : des rencontres entre militant.e.s associatif.ve.s, représentant.e.s des institutions patrimoniales et délégué.e.s des pouvoirs publics représentent une première initiative de patrimonialisation des archives de la lutte contre le VIH/sida.

Cette première partie générale pose les bases théoriques de l'étude de cas, la seconde partie, qui prend ses sources dans une enquête de terrain répondant aux questionnements initiaux sur la manière de faire mémoire dans les lieux de mobilisation bretons à Aides. Ainsi, les deux parties de ce développement dialoguent pour aboutir à des conclusions connexes. Au sujet des formes d'appropriation de la mémoire de la lutte contre le VIH/sida à travers le prisme associatif, nous avons vu l'importance des expositions convoquant des archives papier ou des documentaires prenant leurs sources dans des archives audiovisuelles de terrain. Mais d'autres manières de faire mémoire, plus intimes et personnelles

comme le fonds Sida Mémoires, utilisent des parcours militants comme témoins d'un passé de lutte. Cette initiative peut être mise en relation avec les partages d'expériences sous forme de témoignages écrits ou oraux. Ceux-ci, proposés aux militant.e.s de Aides Bretagne à l'occasion des quarante ans de l'association, représentent un moyen de renouer avec une histoire commune via des récits individuels. La question des formes de la lutte laisse place à celle des usages : alors que nous avons montré l'importance de l'aspect politique de la lutte dans la mémoire autour du VIH/sida à l'échelle inter-associative, on ne retrouve pas les mêmes dynamiques à l'échelle locale bretonne à Aides. Dans ce contexte, la mémoire est plus vue comme un outil de lien interpersonnel et intergénérationnel qu'un moyen de lobbying et de coercition politique. Entre les deux, l'archiviste de Aides aspire à un équilibre : mettre à profit les archives pour susciter de l'émotion et créer du lien, tout en les convoquant dans d'autres contextes, qu'ils soient politiques, universitaires ou culturels. À l'échelle des lieux de mobilisation bretons ce sont donc les questions de transmission générationnelle et de souvenir qui poussent les militant.e.s à agir pour la mémoire de leurs LM. Malgré des désaccords de certain.e.s militant.e.s plus âgé.e.s sur les manières de militer et d'agir dans le cadre associatif, ces moments de mémoire comme lors de la journée des quarante ans de Aides rassemblent une grande diversité de parcours et d'histoires personnelles permettant aux militant.e.s de la première heure de rencontrer les plus jeunes. Ainsi, ce travail de recherche offre un état des lieux des rapports entre mémoire, archives et militantisme sous le prisme intergénérationnel, en particulier dans les lieux de mobilisation bretons à Aides.

Pour aller plus loin, il pourrait être pertinent d'étudier les degrés, supports et formes d'appropriation de la mémoire de Aides à l'échelle d'autres régions : toujours avec un prisme local, la mise en relation des deux études permettrait alors d'ajouter à l'approche qualitative que nous avons emprunté, une méthode comparative. Enfin, pour une recherche approfondie, il serait possible de réaliser la même étude à l'échelle nationale en s'attardant spécifiquement sur chaque région. D'autres outils tel que le questionnaire pourraient être mis à profit à cette occasion. Ainsi, l'étude qualitative fondée sur des témoignages de militant.e.s serait enrichie

d'une approche nationale quantitative offrant une vue d'ensemble de la question mémorielle dans les lieux de mobilisation à Aides.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : GUIDES D'ENTRETIEN

Les guides d'entretiens suivants ont été mis à profit dans la conduite des différents entretiens réalisés. Afin de mieux cibler les profils de personnes interrogées ainsi que leur rapport aux archives, deux guides d'entretien ont été élaborés : le premier est adressé aux archivistes de l'association et le second aux militant.e.s de AIDES.

1. Guide d'entretien destiné aux archivistes

PRÉSENTATION INTRODUCTIVE		
PRÉSENTATION	<ul style="list-style-type: none">Présentation libre	<i>Avec les mots de votre choix, pourriez-vous vous présenter?</i>
EXPÉRIENCES LIÉES À L'ARCHIVISTIQUE		
PARCOURS D'ÉTUDES	<ul style="list-style-type: none">Etablissements fréquentésMaster Archives	<i>Pourriez-vous présenter les formations que vous avez suivies ainsi que votre parcours professionnel ?</i>
PARCOURS PROFESSIONNEL	<ul style="list-style-type: none">Autres postes avant AidesAutres associations ?	
RAPPORT PERSONNEL A LA CRISE DU VIH/SIDA		
PREMIÈRE OCCURRENCE DU SIDA	<ul style="list-style-type: none">ContextePremières années de l'épidémie	<i>Quand avez-vous entendu parler du virus du sida pour la première fois ?</i>
ENGAGEMENT PERSONNEL	<ul style="list-style-type: none">Sensibilité à la question du VIH/sidaEngagement personnel initial	<i>Cet engagement professionnel dans la lutte contre le VIH/sida a-t-il été initié par un engagement personnel ?</i>

ENTRÉE ET PARTICIPATION DANS L'ASSOCIATION		
POURQUOI AIDES ?	<ul style="list-style-type: none"> • Autres assos dans la ville ou juste Aides? • Choix par défaut / choix éclairé 	<i>Pourquoi avez-vous choisi d'entrer dans cette association en tant qu'archiviste ?</i>
INTÉGRATION	<ul style="list-style-type: none"> • Premières impressions sur l'association • Cadre de travail associatif 	<i>Comment avez-vous connu Aides? Le travail d'archiviste dans cette association a-t-il des spécificités ?</i>
MISSIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Missions d'un.e archiviste à Aides • Évolution des missions avec le temps 	<i>Quelles sont les principales missions pour lesquelles vous avez été embauché.e en tant qu'archiviste ? Ces missions ont-elles évolué avec le temps ?</i>
GESTION DES ARCHIVES À L'ÉCHELLE NATIONALE		
POLITIQUES D'ARCHIVAGE	<ul style="list-style-type: none"> • Histoire des actions liées aux archives à Aides • Politique d'archivage 	<i>Quelles actions d'archivage avez-vous mis en place à l'échelle nationale ? La politique d'archivage à l'échelle nationale a-t-elle évolué avec le temps ?</i>
CONSERVATION DES ARCHIVES AU NIVEAU NATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> • Conservation : conditions / type de document conservé • Localisation des archives : local dédié / bureau • Usages des archivistes 	<i>Comment sont conservées les archives à l'échelle nationale ? Avez-vous un lieu dédié à ces archives ? Quels usages pour ces archives ?</i>
CONSERVATION DES ARCHIVES AU NIVEAU LOCAL	<ul style="list-style-type: none"> • Archives locales conservées • Actions de collecte et de sensibilisation 	<i>Quelles archives locales sont conservées au siège ? Sensibilisez-vous les antennes aux bonnes pratiques d'archivage et comment ? Dans quel contexte collectez-vous les archives des antennes ?</i>
LIEN AUX ARCHIVES	<ul style="list-style-type: none"> • Attachement aux 	<i>Que représentent ces</i>

	<ul style="list-style-type: none"> archives de Aides Rapport des militant.e.s locaux à leurs archives 	<p><i>archives pour vous ? Quelle valeur ont les archives pour les militant.e.s locaux de Aides? Sont-ils particulièrement attaché.e.s à certaines typologies de documents ? Les utilisent-ils et pourquoi ?</i></p>
LA MÉMOIRE À AIDES		
PLACE DE LA MÉMOIRE À AIDES	<ul style="list-style-type: none"> Mémoire à Aides Transmission intergénérationnelle 	<p><i>Selon vous, quelle est la place de la mémoire à Aides? Trouvez-vous que le discours sur la mémoire et le sida ait évolué au fil du temps ? Considérez-vous que la mémoire se transmet entre générations de militant.e.s ?</i></p>
ÉVÉNEMENTS MÉMORIELS À AIDES	<ul style="list-style-type: none"> Anniversaires de l'association Initiatives nationales Temps / budget alloué à ces projets Publics visés 	<p><i>Quels types de projets mémoriels ont-été mis en place ? (frise, exposition, page Internet, etc.) Quelle place occupe les anniversaires dans la célébration de la mémoire ? Quels étaient les publics visés ? Y-a-t-il des différences entre les actions mémorielles à destination des militants/ d'un public externe ? Les antennes locales sont-elles impliquées dans les projets mémoriels nationaux et comment ?</i></p>
ÉVÉNEMENTS MÉMORIELS À L'ÉCHELLE LOCALE	<ul style="list-style-type: none"> Rôle des antennes locales Relations avec l'association au niveau 	<p><i>Des initiatives mémorielles naissent-elles dans les antennes locales ? Avez-vous connaissance</i></p>

	national	<i>d'actions mémorielles menées dans les antennes de Brest, Rennes et Lorient ? L'association au niveau national s'implique-t-elle dans ces projets ? Si oui, comment ?</i>
ARCHIVES ET MÉMOIRE	<ul style="list-style-type: none">• Valorisation d'archives• Expositions / communication autour des archives	<i>Le service d'archives est-il associé à des actions mémorielles ? Lesquelles ? Au cours de ces événements, des archives sont-elles utilisées ? Quelles typologies sont les avantages utilisés ? Quels acteurs étaient impliqués dans le projet ? Quels rapports entretenez-vous avec ces projets mémoriels ?</i>

2. Guide d'entretien destiné aux militant.e.s

PRÉSENTATION INTRODUCTIVE		
PRÉSENTATION	<ul style="list-style-type: none"> Présentation libre 	<i>Avec les mots de votre choix, pourriez-vous vous présenter?</i>
RAPPORT PERSONNEL A LA CRISE DU VIH/SIDA		
PREMIÈRE OCCURRENCE DU SIDA	<ul style="list-style-type: none"> Contexte Premières années de l'épidémie 	<i>Quand avez-vous entendu parler du virus du sida pour la première fois ?</i>
ENGAGEMENT	<ul style="list-style-type: none"> Volonté de s'engager Élément déclencheur Formes de l'engagement Durée d'engagement 	<i>Pourquoi avez-vous décidé de vous engager ? Quand avez-vous décidé de franchir le pas ?</i>
ENTRÉE DANS L'ASSOCIATION		
INTÉGRATION	<ul style="list-style-type: none"> Initiation à la vie associative Premières impressions sur l'association 	<i>Comment avez-vous connu Aides ?</i>
POURQUOI AIDES ?	<ul style="list-style-type: none"> Autres assos dans la ville ou juste Aides? Choix par défaut / choix éclairé 	<i>Pourquoi avez-vous choisi de vous engager dans cette association ?</i>
VIE ET FONCTIONNEMENT DE L'ANTENNE LOCALE DE L'ASSOCIATION		
RESPONSABILITÉS PERSONNELLES	<ul style="list-style-type: none"> Rôle dans l'association : fonctions occupées Évolution de ces rôles 	<i>Quelles fonctions occupez-vous au sein de l'association ? Celles-ci ont-elles évolué au cours des années ?</i>
ORGANISATION GLOBALE	<ul style="list-style-type: none"> Actions à l'échelle locale Rythme de réunions 	<i>Quelles sont les principales actions menées par l'antenne locale ? Comment se répartissent les</i>

		<i>activités ?</i>
ARCHIVES		
ARCHIVES DE L'ANTENNE	<ul style="list-style-type: none"> • Définition des archives • Attachement aux archives 	<i>Pour vous, que sont les archives ? Quelles archives sont conservées au sein de l'antenne ? Que représentent-elles pour vous ?</i>
PRATIQUES ARCHIVISTIQUES	<ul style="list-style-type: none"> • Conservation : conditions / type de document gardé • Localisation des archives : local dédié / bureau 	<i>Comment sont conservées les archives de cette antenne locale ? Avez-vous un lieu dédié à ces archives ? Vous en servez-vous et pourquoi ?</i>
RELATIONS AVEC LE SERVICE D'ARCHIVES	<ul style="list-style-type: none"> • Consignes/conseils à l'échelle nationale • Nature du lien / contact avec l'archiviste 	<i>Pour la gestion de vos archives, avez-vous été accompagnés par une archiviste de AIDES ? Recevez-vous des préconisations pour l'archivage ?</i>
RAPPORT A LA MÉMOIRE		
ÉVÉNEMENTS MÉMORIELS A AIDES	<ul style="list-style-type: none"> • Anniversaires de l'association : 10 ans (écriture du livre des 10 ans), 20 ans, 30 ans, 40 ans • Initiatives locales lors d'événements nationaux • Initiatives locales indépendantes : projets • Temps / budget alloué à ces projets • Publics visés 	<i>Quels types de projets mémoriels ont-été mis en place ? (frise, exposition, page Internet, etc.) A quelles occasions ? Comment sont-ils nés ? Quels militants impliqués ? Quelle réception au sein de l'antenne ? Le niveau national était-il impliqué ou informé ? Quels étaient les publics visés ? Y-a-t-il des différences entre les actions mémorielles à destination des militants/ d'un public externe ?</i>
ARCHIVES ET	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation d'archives • Expositions / 	<i>Au cours de ces événements mémoriels,</i>

MÉMOIRE	communication autour des archives	<i>avez-vous utilisé des archives, si oui, lesquelles ? Où les avez-vous trouvées ? Avez-vous impliqué le service d'archives ?</i>
RAPPORT PERSONNEL A LA MEMOIRE	<ul style="list-style-type: none"> • Participation aux projets mémoriels • Investissement personnel / émotionnel • Notion de mémoire 	<i>Quel rapport entrenez-vous à ces projets mémoriels ? Y avez-vous participé ? Si oui, comment qualifiez-vous votre expérience ? Etes-vous sensibles à la notion de mémoire du sida ? Que pensez-vous de la manière dont AIDES mobilise sa mémoire et la mémoire du sida ?</i>
RAPPORTS INTERPERSONNELS ET INTERGÉNÉRATIONNELS		
LIENS ENTRE MILITANT.E.S	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité des liens interpersonnel • Création d'amitiés • Concept de famille choisie • Tensions intergénérationnelles 	<i>Avez-vous fait appel à la mémoire du sida et/ou la mémoire de Aides dans vos relations avec d'autres militant.e.s ? L'évocation de la mémoire à Aides peut-elle être source de tensions ?</i>
TRANSMISSION MÉMORIELLE	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions sur le passé • Transmissions aux plus jeunes : intérêt 	<i>Est-il courant d'évoquer le passé militant de Aides ? Est-ce important pour vous personnellement ? Comment se fait la transmission de la mémoire entre les générations ? Mobilisez-vous des documents produits par le passé, conservés par l'antenne ou par vous ? (affiches, matériel militant, etc.). Produisez-vous /</i>

		<i>Avez-vous produit des documents pour que les nouveaux militants aient connaissance de ce qui s'est fait par le passé, de l'histoire du sida ?</i>
PARCOURS PROFESSIONNEL / FORMATION		
PARCOURS D'ÉTUDES	<ul style="list-style-type: none">• Présentation libre	<i>Avant de terminer, pourriez-vous présenter votre parcours scolaire et professionnel ?</i>
PARCOURS PROFESSIONNEL		

ANNEXE N°2 : INVENTAIRES CHRONO-THÉMATIQUES DES ENTRETIENS COLLECTÉS

1. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Morgane Vanehuin.

Date et lieu : 6 mars 2025, Siège de l'association Aides, Pantin.

Durée de l'intervention : 1h : 54 min

Présentation du témoin : Morgane Vanehuin, archiviste de l'association Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur

Minutage	Sujets abordés
00.00.00	Introduction
00.00.19	Formation
00.01.26	Engagement communautaire et découverte de Aides
00.02.27	Parcours professionnel et expériences en services d'archives publiques
00.03.23	Intégration - Stage et observation
00.06.10	Intégration - Confrontation aux problématiques du poste et expériences de volontariat
00.07.40	Intégration - Prise en charge de projets : 40 ans de Aides, Bible des archives de Aides.
00.10.56	Différences entre un service d'archives en association et un service d'archives publiques - Contexte législatif
00.14.05	Différences entre un service d'archives en association et un service d'archives publiques - Rôle de l'archiviste
00.16.35	Missions de l'archiviste à Aides - Historique du poste
00.18.16	Missions de l'archiviste à Aides - Changement de direction et évolution de la fiche de poste
00.20.00	Missions de l'archiviste à Aides - Aspect mémoriel et politique des archives de Aides

00.23.03	Actions et politiques d'archivage à l'échelle nationale - Sensibilisation aux questions archivistiques
00.25.23	Actions et politiques d'archivage à l'échelle nationale - Dons d'archives d'ancien.ne.s militant.e.s
00.28.37	Actions et politiques d'archivage à l'échelle nationale - Valorisation
00.33.15	Statut des archives de Aides emmenées par les anciens militant.e.s
00.36.21	Archives nationales - Possibilité d'accès aux archives, qualité des conditions de conservation.
00.38.13	Fonction de médiation de l'archiviste entre les militant.e.s et les archives - Sensibilisation et évolution de la vision des archives et de l'archiviste
00.49.31	Archives des lieux de mobilisation locaux - Rapatriement d'archives, archives gardées dans les lieux de mobilisation
00.54.29	Cyberattaque du réseau et perte de documents électroniques
00.57.07	Archives des lieux de mobilisation locaux - Bretagne
00.59.18	40 ans de Aides dans les lieux de mobilisation bretons - Initiatives locales et ressources proposées par le siège
01.07.13	Transmission de la mémoire à Aides - Evolution du rapport à la lutte
01.10.33	Transmission de la mémoire à Aides - Notion de mémoire
01.11.52	Transmission de la mémoire à Aides - Spécificité de la mémoire de AIDES du fait de son objet social
01.12.53	Projets mémoriels hors 40 ans
01.16.01	Sérophobie
01.17.03	40 ans de Aides - Événements à l'échelle nationale
01.21.23	40 ans de Aides - Événements à l'échelle locale
01.26..46	40 ans de Aides - Mobilisation et valorisation d'archives
01.30.26	Archives et émotions - Différences entre chercheurs et militant.e.s dans le rapport aux documents
01.33.19	Différences de visions des archives entre archiviste et responsable chez Aides

01.34.45	Double engagement : volontariat et salariat à Aides
01.43.36	Moyens accordés au poste d'archiviste au regard de la pluralité de ses missions
01.48.43	Enjeux actuels et politiques à Aides
01.53.09	Etre archiviste en association
01.54.26	Remerciements et conclusion

2. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Mona Le Bris.

Date et lieu : 14 mars 2025, Centre Hospitalier Guillaume Régnier.

Durée de l'intervention : 54 min et 23 secondes.

Présentation du témoin : Mona Vanehuin, archiviste hospitalière et ancienne archiviste chez Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur.

Minutage	Sujets abordés
00.00	Introduction
00.25	Formation et parcours professionnel
02.21	Arrivée à Aides - Convictions personnelles et premier contact avec l'association
04:53	Arrivée à Aides - Intégration et cadre de travail
07.08	Création du poste d'archiviste
08.17	Missions de l'archiviste à Aides - Collecte, logistique
10.26	Missions de l'archiviste à Aides - Évolutions dans le temps
11.58	Missions de l'archiviste à Aides - Manque de classement et de cadre
12.46	Politique d'archivage
14.32	Collaboration avec les archives nationales
16.04	Rigueur archivistique et professionnelle à Aides
16.42	Archives des lieux de mobilisation - Intervention de l'archiviste
19.54	Archives des lieux de mobilisation - Investissement des militant.e.s dans la gestion archivistique
21.38	Relations entre le siège et les lieux de mobilisation
22.20	Transmission de la mémoire à AIDES - Ouverture des archives aux chercheurs

24.41	Transmission de la mémoire à Aides - La mémoire comme moyen de communication associatif
27.31	Projet mémoriels - Exposition aux archives nationales
28.26	Projet mémoriels - Préparation des 40 ans de Aides
30.29	Projet mémoriels destinés aux militants
31.19	Projets mémoriels - Impulsion locale dans les lieux de mobilisation
33.35	Projet mémoriels - Mobilisation d'archives
34.57	Collecte d'objets dans les lieux de mobilisation
36.12	Départ de l'association - Intensité de l'investissement et burn out
38.07	Départ de l'association - Transition par le télétravail
38.48	Départ de l'association - Ambiance de travail au siège
39.53	Départ de l'association - Refus d'accès aux archives pour les chercheurs
40.35	Départ de l'association - Transmission avec Morgane Vanequin
41.20	Vie après Aides - Conséquences psychologiques
42.31	Charge de travail à Aides
43.14	Comportements inappropriés - Tolérance de la hiérarchie
43.44	Comportements inappropriés - Violences sexuelles
46.00	Comportements inappropriés - Climat sexuel constant
46.36	Cadre de travail unique
48.40	Enjeu de la mémoire à l'échelle locale
49.47	Importance de la recherche autour de Aides - Nécessité d'ouverture des archives
51.00	Archives et militantisme - Être archiviste et concerné par les causes défendues
52.36	Bilan de l'expérience professionnelle à Aides

54.07

Conclusion

3. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Laëtitia Bourdin.

Date et lieu : 24 mars 2025, local de AIDES à Rennes.

Durée de l'intervention : 38 minutes et 32 secondes.

Présentation du témoin : Laëtitia Bourdin, assistante de territoire d'action des régions Bretagne et Normandie à Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur.

Minutage	Sujets abordés
00.00	Introduction
00.28	Présentation
01.02	Missions du poste
02.01	Arrivée à Aides - Premiers contacts avec la lutte contre sida
03.00	Arrivée à Aides - Prise de poste et évolution des missions
05.20	Missions spécifiques à ce poste - Travail à l'échelle régionale
06.28	Missions spécifiques à ce poste - Accompagnement des militant.e.s
08.10	Missions spécifiques à ce poste - Vie associative
08.38	Gestion des archives - Archives électroniques et intervention de l'archiviste
11.09	Gestion des cyberattaques du réseau et perte de documents électroniques
11.41	Gestion des archives - Tri des archives papier
13.40	Gestion des archives - Archives électroniques, déploiement du réseau et de l'arborescence informatique
14.22	Gestion des archives - Lieu de mobilisation de Lorient
15.10	Projets mémoriels - Témoignages des militant.e.s lors de la journée des 40 ans de Aides le 14 septembre 2024
18.01	Projets mémoriels - Frise chronologique des grands moments

	de Aides en Bretagne
19.47	Projets mémoriels - Volonté de toucher les militant.e.s et le grand public
21.40	Projets mémoriels - Mobilisation d'archives
24.11	Projets mémoriels - Implication personnelle
25.32	Transmission générationnelle
26.16	Enthousiasme des militant.e.s autour de la démarche mémorielle
27.55	Récolte des témoignages en binôme
28.45	Organisation régionale - Plénières et réunions
29.31	Fermeture du lieu de mobilisation de Brest - Journée régionale salariée et historique du lieu de mobilisation
31.26	Fermeture du lieu de mobilisation de Brest - Brest comme lieu d'action, déplacement des militants de Lorient
32.04	Journée des 40 ans - Regroupement de tous les militant.e.s de Bretagne à Rennes
33.02	Parcours universitaire
33.58	Parcours professionnel
35.27	Parcours professionnel - Importance du relationnel
37.06	Intérêt de rendre compte de la diversité des parcours militants
38.14	Conclusion

4. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Elsa Boullic.

Date et lieu : 15 avril 2025, visioconférence.

Durée de l'intervention : 36 minutes et 52 secondes.

Présentation du témoin : Elsa Boullic, coordinatrice remplaçante du lieu de mobilisation de Lorient à Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur.

Minutage	Sujets abordés
00.00	Introduction
00.20	Présentation
00.56	Intérêt porté aux questions d'histoire et de mémoire
01.36	Relation personnelle avec la lutte contre le sida
02.47	Parcours et engagement militants avant AIDES
04.03	Arrivée à AIDES - Cohérence avec un parcours personnel
05.22	Arrivée à AIDES - Prise de poste et missions
06.07	Lieu de mobilisation de Lorient - Petite équipe et relations avec les salarié.e.s de Rennes
7.19	Evolution du poste et des missions associées
08.57	Lieu de mobilisation de Lorient - Publics cibles
10.00	Lieu de mobilisation de Lorient - Groupe de parole "Atelier Vie Positive"
10.36	Lieu de mobilisation de Lorient - Difficulté à accéder aux espaces de rencontres homosexuels
11.44	Lieu de mobilisation de Lorient - Spécificité des actions préventives sur les plages
12.43	Histoire et archives - Importance de la connaissance de l'histoire pour lutter
14.26	Histoire de l'association - Atelier interactif lors de la formation

	initiale
15.11	Histoire de l'association - Archives mises à disposition des militant.e.s
16.12	Gestion des archives à l'échelle locale - Intervention de Morgane Vanehuin
17.43	Soirée mémorielle à Lorient pour les 40 ans de AIDES - Mobilisation d'archives
18.49	Projet mémoriel grand public à l'occasion du 1er décembre - Projection de film
20.00	Soirée mémorielle à Lorient pour les 40 ans de AIDES - Événement dédié aux militant.e.s
20.38	Soirée mémorielle à Lorient pour les 40 ans de AIDES - Mobilisation de la frise chronologique de AIDES Bretagne
21.31	Journée des 40 ans à Rennes
22.11	Journée mémorielle à l'occasion de la fermeture du lieu de mobilisation de Brest
23.19	Projets mémoriels - Aspect émotionnel et importance de la mémoire
24.39	Transmissions entre militant.e.s en dehors des temps mémoriels - Grande volonté de partage d'expérience
26.30	Transmissions entre militant.e.s en dehors des temps mémoriels - Spécificité des témoignages de personnes migrantes d'origine subsaharienne
28.22	Transmissions entre militant.e.s en dehors des temps mémoriels - Dialogue intergénérationnel
29.03	Soirée mémorielle à Lorient pour les 40 ans de AIDES - Retour sur les campagnes de communication de AIDES
30.40	Parcours scolaire
31.21	Parcours universitaire
33.15	Parcours professionnel
34.56	Echange conclusif informel

36.28

Conclusion

5. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Aurélien Rouet.

Date et lieu : 17 avril 2025, local de AIDES à Rennes.

Durée de l'intervention : 22 minutes et 18 secondes.

Présentation du témoin : Aurélien Rouet, accompagnateur en santé communautaire sur le lieu de mobilisation de Rennes à Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur.

Minutage	Sujets abordés
00.00	Introduction
00.22	Présentation
00.52	Arrivée à Aides - Rapports personnels avec la lutte contre le sida et décision de s'engager
01.36	Arrivée à Aides - Intégration
02.40	Evolution de postes et de missions - Lorient
04.01	Expérience de volontaire à Rennes
04.40	Evolution de postes et missions - Rennes
05.44	Gestion des archives - Destruction d'archives
07.09	Gestion des archives - Intervention de Morgane Vanehuin
08.10	Projets mémoriels - Hors 40 ans de Aides
09.14	40 ans de Aides - Actions mises en place
10.20	Projets mémoriels - Initiatives locales et impulsions nationales
10.46	40 ans de Aides - Témoignages de militant.e.s
11.57	Transmission intergénérationnelle - Différences de réalités en fonction des années
13.40	Transmission intergénérationnelle - Des témoignages comme rappel du passé
15.01	Dynamique militante régionale à l'échelle bretonne

19.19	Parcours universitaire
21.10	Témoignages oraux informels
22.13	Conclusion

6. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Cléon Mittaine

Date et lieu : 17 avril 2025, local de AIDES à Rennes.

Durée de l'intervention : 29 minutes et 27 secondes.

Présentation du témoin : Cléon Mittaine, Accompagnateur.rice en santé communautaire sur le lieu de mobilisation de Rennes à Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur.

Minutage	Sujets abordés
00.00	Introduction
00.19	Présentation
00.52	Premier contact avec la lutte contre le sida
01.49	Première action militante - Stand de prévention
02.23	Arrivée à Aides - Prise de poste
03.31	Arrivée à Aides - Intégration et ambiance
04.49	Missions
06.20	Gestion des archives - Vision personnelle
07.01	Gestion des archives - Intervention de Morgane Vanehuin
07.50	Gestion des archives - Caractère précieux et politique des archives
08.14	Gestion des archives - Intervention de Morgane Vanehuin au sujet de l'archivage électronique
09.11	Gestion des archives - Diversité des types d'archives
11.13	40 ans de Aides - Initiative locale de récolte de témoignages
12.31	40 ans de Aides - Mise à disposition de ces témoignage dans divers événements
14.01	40 ans de Aides - Initiatives locales et impulsions nationales
16.16	40 ans de Aides - Mobilisation d'archives

17.18	Fermeture du lieu de mobilisation de Brest - Journée régionale salariée
18.01	Dynamique militante régionale à l'échelle bretonne
19.07	40 ans de Aides - Implication émotionnelle
20.47	Spécificité du format témoignage
22.03	Transmission d'expérience - Hors moments mémoriels
24.51	Transmission d'expérience -Récits variés qui représentent un panorama des différents profils de militant.e.s
26.52	Parcours professionnel
28.26	Lacunes dans la frise chronologique régionale
29.20	Conclusion

7. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Cécile Pouleur

Date et lieu : 29 avril 2025, appel téléphonique.

Durée de l'intervention : 28 minutes et 08 secondes.

Présentation du témoin : Cécile Pouleur, volontaire élue secrétaire au Conseil de région Bretagne de Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur.

Minutage	Sujets abordés
00.00	Introduction
00.16	Présentation
00.53	Premier contact avec l'épidémie
02.15	Déclencheur de la volonté de lutter
03.44	Arrivée à Aides - Intégration
04.35	Arrivée à Aides - Premières actions
05.02	Etre volontaire élue - Mission
06.07	Etre volontaire élue - Lien entre volontaires et équipes salariale sur les actions
07.43	Gestion des archives - Vision personnelle du monde des archives
08.45	Gestion des archives - Qui archive à l'échelle bretonne ?
09.17	Frise chronologique Aides - Utilisation en formation
10.01	Evolution des missions de Aides à travers les années
10.57	40 ans de Aides - Participation et organisation de la journée dédiée à Rennes
12.25	40 ans de Aides - Échelle nationale

13.03	Chronologie de l'épidémie de VIH/sida
16.16	40 ans de Aides - Différentes journées pour différents publics
18.27	40 ans de Aides - Implication émotionnelle
19.01	Divergences générationnelles entre militant.e.s
20.17	Evolution des actions de Aides
21.26	Transmission intergénérationnelle
22.48	Situation épidémiologique mondiale suite à l'annulation de l'USAID
23.29	Agir dans un climat politique hostile
24.25	Fin de l'épidémie
25.11	Situation professionnelle
26.00	Collaboration entre salariés et volontaires
27.05	Fermeture de lieux de mobilisation
27.56	Conclusion

8. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Martial le Toullec

Date et lieu : 29 avril 2025, appel téléphonique.

Durée de l'intervention : 29 minutes et 09 secondes.

Présentation du témoin : Martial le Toullec, volontaire élu secrétaire-trésorier au Conseil de région Bretagne de Aides.

Capture audio : Téléphone portable et ordinateur.

Minutage	Sujets abordés
00.00	Introduction
00.20	Présentation
01.16	Arrivée à Aides - Premier lien avec l'association
02.05	Arrive à Aides - Engagement et intégration
02.53	Statuts et missions associées à Aides
04.00	Missions - Lien avec les militant.e.s
05.45	Election au Conseil de région Bretagne
06.21	Aspects positifs du volontariat
07.10	40 ans de Aides - Mobilisation d'archives
08.27	Cyberattaque du réseau informatique
08.53	Gestion des archives - Intervention de Morgane Vanehuin
10.13	Evolution de l'association - Modifications administratives et fermeture de lieux de mobilisation
12.11	40 ans de Aides - Participation et lien avec les militant.e.s
13.24	40 ans de Aides - Aspect mémoriel
13.44	40 ans de Aides - Action du 1er décembre
14.32	Mobilisation d'archives à but mémoriel

15.50	Autres moments mémoriels hors 40 ans
17.05	Projets mémoriels - Implication personnelle et émotionnelle
18.00	Evolution des prises de parole politiques au sujet de VIH/sida
18.37	Grandes victoires de la lutte contre le VIH/sida
19.22	Evolution de convictions personnelles au sujet des usager.e.s de drogues
21.01	Transmission intergénérationnelle - Temps informels
22.42	Transmission intergénérationnelle - Enregistrement de témoignages pour les 40 ans de Aides
25.04	Frise chronologique bretonne - Investissement des militant.e.s
26.08	Parcours professionnel
27.28	Initiative régionale des « Summer tour » - Actions de prévention sur les plages bretonnes
29.02	Conclusion

ANNEXE N°3 : FRISE CHRONOLOGIQUE AIDES BRETAGNE

EN FRANCE

LE SIDA EST DÉCLARÉ
GRANDE CAUSE NATIONALE.

1987

EN BRETAGNE



Création du comité local AIDES Armor entièrement porté par des bénévoles, hébergés dans une petite salle du CHU. Nous effectuons des actions d'accompagnement aux personnes malades, du soutien moral et financier et de l'accompagnement à la mort.

EN FRANCE

- 3 073 cas de sida.
- Levée de l'interdiction de publicité pour les préservatifs le 17 janvier.
- Les seringues sont en vente libre dans les pharmacies.

1988

EN BRETAGNE

Prémices des actions en milieu carcéral

1989

EN FRANCE

- L'année 1989 est marquée par la création de plusieurs associations : le Patchwork des Noms, Act Up-Paris, le Crips à Paris.
- L'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) est créée afin de coordonner le financement d'actions de lutte contre le sida et de communication.
- La création de l'agence France Recherche Nord & Sud Sida- HIV Hépatites (ANRS) et du Conseil national du sida.

EN BRETAGNE

Création de l'antenne de Saint Malo, avec un local qui nous est mis à la disposition par la mairie. Toutes nos actions sont portées par des volontaires.



EN FRANCE
AIDES RECONNUE
D'UTILITE PUBLIQUE

1990

EN BRETAGNE

1991

AIDES est hébergée à la maison associative Boulevard Albert 1er lieu dit Le manoir à Rennes.



EN BRETAGNE

- Création des premiers postes salariés

EN FRANCE

- Création de AIDES Formation 40 000 soignants-es seront formés-es sur le VIH/sida en France durant ses six années d'existence.
- **Arnaud Marty-Lavauzelle est élu président de AIDES.**

1992

EN FRANCE

- 23 924 cas de sida.
- Création d'ASUD, hébergée par AIDES. ASUD est le premier groupe d'auto-support d'usagers-es de drogues en France.
- Le collectif TRT-5, dont AIDES est membre, est créé par Act Up-Paris.
- **Remboursement à 100 % du test de dépistage.**

EN BRETAGNE

- Local situé au 45 Boulevard de la liberté à Rennes, local partagé avec Sida Info Service
- Programme d'Aide à domicile porté par des volontaires et une salariée, en lien avec le service des maladies infectieuses -



1993

EN FRANCE

- 28 497 cas de sida.
- Toutes les personnes séropositives qui en font la demande sont prises en charge en affection longue durée (ALD) par la Sécurité sociale.
- Création du collectif Limiter la casse en faveur de la réduction des risques liés à l'usage de drogues.
- Cyril Collard meurt du sida quelques jours avant de recevoir le César du meilleur film avec *Les Nuits fauvées*.

ÉCHEC DES PREMIERS VACCINS

AIDES

- Inauguration du premier distributeur-échangeur de seringues à Nîmes, à l'initiative de AIDES.
- Création du secteur international au sein de la fédération.



Sans autorisation, Act Up-Paris habille l'obélisque de la place de la Concorde d'un gigantesque préservatif rose.

EN BRETAGNE

- Création de mallettes pédagogiques de prévention sexuelle et addictions.
- Tournées en bus sur l'Ille et Vilaine avec l'IREPS, la mutualité française et Aides à destination des jeunes de quartier.



1994

EN FRANCE

- 34 287 cas de sida.
- 300 000 tests sont effectués dans les centres d'information et de dépistage anonymes et gratuits (Cidag).
- Création de l'association Ensemble contre le sida (devenu Sidaction par la suite). **Succès de la première édition du Sidaction avec 270 millions de francs récoltés.**



Local situé 2 quai de Richemont à Rennes

EN BRETAGNE

- Ouverture d'une maison relais à Brest pour l'accueil temporaire des personnes malades .
- Création du premier poste de coordinateur départemental grâce aux dons de Sidaction.
- Ouverture du local de Quimper
- Ouverture de 12 hébergements relais - baux temporaires prémisses des appartements de coordination thérapeutique. En était à l'origine Gilbert président de Aides en Bretagne



1996

EN FRANCE

LES PREMIERES TRITHÉRAPIES ARRIVENT EN FRANCE.

- 42 262 cas de sida.
- 2e édition du Sidaction : 60 millions de francs récoltés, versus 270 millions en 1994. Les dons ont cessé après l'attaque d'Act Up-Paris (qui dénonce l'hypocrisie des programmes de grande écoute) contre Philippe Douste Blazy.
- **La commission sociale de la Conférence des évêques de France reconnaît la nécessité d'utiliser des préservatifs pour lutter contre le sida.**



EN BRETAGNE

- Fin 1996, l'association AIDES a mis en place le premier dispositif d'échange de seringues en Ille et Vilaine.
- Ouverture à Brest à titre expérimental avec ASUD 29 d'une des première boutique d'échange de seringues: le LOVER PAUSE. Venue d'Anne Coppel à Brest
- La circulaire de la DGS permet la mise en place du programme d'AIDE à domicile



EN BRETAGNE

1997

EN FRANCE

- Première intervention de RDR festif au festival des vieilles charrues de Carhaix

EN BRETAGNE

1998

EN BRETAGNE

1999

EN BRETAGNE

EN FRANCE

- 47 407 cas de sida.
- Le nombre de décès baisse significativement, mais des résistances aux traitements apparaissent.

EN BRETAGNE

- L'opération Sidaction permet de récolter 15 millions de francs.

EN FRANCE

- L'opération Sidaction permet de récolter 15 millions de francs.

EN BRETAGNE

1999

EN BRETAGNE

- Création du groupe d'intervention en milieu festif "les Free Bases" au sein de AIDES Armor pour pallier la très forte demande d'interventions.

Brest
Vie sociale

Aides Armor s'installe au cœur de la ville

Les nouveaux locaux d'Aides Armor ont été inaugurés hier soir en présence partenaires institutionnels et associatifs.

L'association de lutte contre le sida, Aides Armor, vient d'emménager au 7, rue de la 2^e DB. Ce nouvel espace, dans le quartier Jean-Jaurès, en plein centre ville, permet une plus grande visibilité et une plus grande proximité de nos actions d'information et de soutien des personnes touchées par le sida. L'association y assure, du lundi au vendredi, de 14 h à 18 h, une permanence d'accueil. « Toute personne concernée de près ou de loin par le sida peut s'y informer, discuter, trouver une place d'entraide et d'échange. Bientôt, d'Aides Armor, chaque semaine, un groupe de personnes directement concernées ou proches peuvent échanger avec d'autres sur toutes les questions qui les préoccupent (traitements, mais aussi loisirs, vie affective...). »

— Aides Armor : 7, rue de la 2^e DB, tel. 02-98-43-18-72.

Ouest-France
samedi 15 décembre 1995

AIDES
MILITER • AGIR • TRANSFORMER
Membre de la Coalition Internationale Sida

2000

EN FRANCE

- 52 539 cas de sida.
- 40 000 décès depuis le début de l'épidémie.
- Les comportements à risques se multiplient, témoignant d'une baisse de vigilance en particulier chez les jeunes.
- Recrudescence de la syphilis en France.

EN BRETAGNE

- Arrivée à Rennes d'un coordinateur de programme auprès des usagers de drogues.
- L'association A.A.T.P.F (Ass AIDE Toxicomane Prévention Formation). a mis en place, depuis le mois d'Octobre 2000, un distributeur automatique de seringues, permettant aux usagers de drogues par voie intraveineuse de se procurer, de façon gratuite et anonyme, du matériel stérile lors des temps de fermeture des pharmacies et de l'association AIDES.
- Création du collectif "Orange Bleue" à partir de 3 associations: AIDES, ANPAA et Addictologie AIDE Prévention et Formation
- A partir de 2000, de l'échange de matériel est proposé à Quimper.



Délégation Régionale 26
avenue Janvier

2001

EN FRANCE

- 52 246 cas de sida.
- **Une loi relative à la lutte contre les discriminations est adoptée le 16 novembre.**
- La convention Belorgey est signée : elle doit permettre l'accès au crédit des personnes ayant un risque de santé aggravé.

UN NOUVEAU LOGO
EST ADOPTÉ.



EN BRETAGNE

- Ouverture du local pour le programme d'échange de sérungues : Interm'AIDES à Rennes. En dehors d'un distributeur de Stéribox, Interm'aides est le seul dispositif de la ville et des alentours.
- ASUD se retire de la boutique LOVER PAUSE de Brest, AIDES en devient l'unique gestionnaire.
- Action en milieu carcéral: " sur un air positif"
- Fusion de la fédération Bretagne et Pays de Loire avec Philippe COLLERE

Interm'AIDES

PROGRAMME ECHANGE DE SERINGUES

ANONYME ET GRATUIT

Interm'AIDES propose :

- > Matériel d'injection stérile, insulines, eau stérile, préservatifs... et récupérateurs de sérungues
- > Récupérez vos sérungues souillées ou usagées
- > Information Sida, Hépatites, ...

16, rue Joseph Sauvage - Rennes

OUVERT :

LUNDI - MERCREDI - VENDREDI
14 h - 18 h



2002

PRÈS DE 65%
des personnes séropositives
au VIH s'estiment
discriminées.

Sondage Sida Info Droit

EN BRETAGNE

- Création du groupe Femmes



DANS LE MONDE

- 42 millions de personnes sont séropositives dans le monde.
- 5 millions de nouveaux cas en 2002.

Roselyne Bachelot inaugure le premier distributeur de préservatifs féminins.



AIDES

- Passage du statut de Fédération nationale au statut d'association nationale unique.
- AIDES et Sida Info Services organisent des états généraux « homosexualité et sida ».
- **Inauguration du 1er distributeur de préservatifs féminins installé par AIDES dans le métro parisien.**
- AIDES prend la parole à l'occasion des élections présidentielles et législatives autour de 105 propositions.



2003

EN FRANCE

- 58 411 cas de sida.
- La cour de cassation en charge du dossier du sang contaminé statue sur un non-lieu général.
- **La déclaration obligatoire de séropositivité est instituée (DOS).**



Campagne estivale
de AIDES

EN BRETAGNE

- 3 novembre 2003, le Conseil Municipal de la Ville de Rennes a autorisé la signature de deux conventions décidant de l'implantation d'un puis de deux distributeurs-récupérateur de seringues sur la voie publique.
- L'association A.A.T.P.F (Ass AIDE Toxicomane Prévention Formation). a mis en place, depuis le mois d'Octobre 2003, un deuxième distributeur automatique de seringues à Rennes
- Local situé Louis Hemon à Rennes
- Programme AIDES à domicile est mis en place, son objectif aider les personnes séropositives qui en raison de leur fatigabilité ou d'une baisse d'autonomie rencontrent des difficultés dans les actes de la vie quotidienne.



2004

EN FRANCE

LES PREMIERS ÉTATS GÉNÉRAUX DES PERSONNES SÉROPOSITIVES

organisés par AIDES réunissent 250 personnes à Paris.



EN BRETAGNE

- Premières venues des **centres spécialisés de soins aux toxicomanes** sur le PES à Rennes.



2005

LE SIDA EST LA GRANDE CAUSE NATIONALE.

EN BRETAGNE

- Création d'un groupe de travail pour mettre en place des actions à destination des personnes migrantes

Centre

AIDES va à la rencontre des séropositifs

L'association Aides vient d'organiser une journée d'échanges et de partages avec les personnes séropositives au VIH et/ou aux hépatites.

Une quinzaine de personnes concernées sont venues pour confronter leurs expériences, questions et avis à travers des ateliers animés par les volontaires et permanents de la délégation du Finistère. Les résultats de cette journée vont permettre à l'association de consolider sa base pour réfléchir aux actions de la délégation en tenant compte des besoins exprimés.

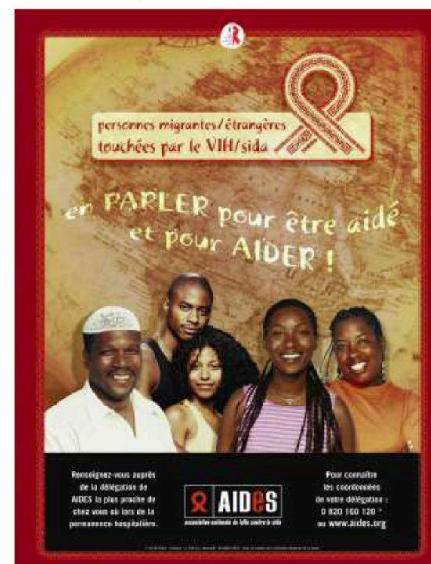
Bien que l'association soit clairement identifiée comme un lieu de ressource (partage d'expérience, écoute, accès à l'information et aux droits) dont elles ont besoin à un moment donné, il n'est pas toujours



évident pour les personnes de franchir la porte d'AIDES, en raison de nombreux facteurs qui ont pu être entendus et discutés lors de cette journée.

EN FRANCE

- 61 069 cas de sida.
- AIDES dépose un recours devant le Conseil d'État contre deux décrets contraignant les étrangers-es sans papiers à apporter la preuve qu'ils se trouvent sur le sol français depuis au moins trois mois pour avoir droit à l'Aide médicale d'État (AME).
- Décret de création des Corevh (Coordination régionale de lutte contre le VIH).



2006

Campagne de AIDES "Si j'étais séropositif" avec d'nombreuses personnalités



EN FRANCE

- 34 961 personnes sont décédées du sida depuis le début de l'épidémie.
- En partenariat avec AIDES, le préservatif à 20 centimes est lancé dans toute la France, en vente dans les tabacs et points presse.
- La loi de 2004 définit la réduction des risques (RDR) et par la suite, un cadre de référence pour sa mise en oeuvre.
- De nouveaux établissements sont créés : les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud).

EN BRETAGNE

- **Ouverture du CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour les Usagers de Drogues) à Rennes, rue de l'Alma**
- La Boutique Lover Pause devient CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour les Usagers de Drogues) à Brest et créé une antenne à Quimper.



2007

AU NATIONAL

EN BRETAGNE

- 56 - Première action dans la discothèque l'Appalooza à Carnac pour la soirée du 1er Décembre. Répondant à notre invitation, le CDAG (centre dépistage anonyme et gratuit) de Lorient sort de ses locaux pour venir faire du dépistage.
- Recherche communautaire pour la réalisation de TROD sans personnel médical

Laboratoires et pharmacies

- Première rencontre et prise de contacts avec les pharmacies qui deviendra plus tard le programme d'échange de seringues en pharmacie. Il s'agit de faire connaître Interm'aides, de distribuer les cartons de présentation d'Interm'Aides et de sonder par rapport à la vente de stéribox et de préservatif féminin.
- Plaidoyer auprès des laboratoires d'analyses médicales pour s'assurer que les usagers de drogues puissent avoir accès aux prélèvements malgré leur capital veineux altéré ; ils peuvent être piqués (en intra artériel ou auto-prélèvement)



Bruno Spire,
président de AIDES
de 2007 à 2015





AIDES EN BRETAGNE

2008



Starman

2008 Première action dans la première discothèque gay de centre bretonne: le Starman.

- Aides Ille et Vilaine arrive au 43 rue St-Hélier
- 2008 : Première marche des Fiertés en Bretagne à Gourin. Le FestyGay de Gourin est vite devenu l'une des marches réunissant le plus de monde en France à l'époque avec plus de 5000 personnes, soit bien plus que le nombre d'habitants de la ville.
- Hépatites : informer pour mieux dépister
- Dans le cadre de la 3e journée nationale contre les hépatites, Aides 35 en partenariat avec le réseau hépatites Bretagne, a organisé une après-midi de sensibilisation de dépistage près de la gare.

EN FRANCE

- AIDES, membre du collectif « Ni pauvres ni soumis », dénonce les franchises médicales mises en place sous le gouvernement Fillon.
- **Françoise Barré Sinoussi devient prix Nobel de médecine pour la découverte du virus en 1983.**



Marche des fiertés GOURIN



Sida. Pierrette et Jacques mobilisent contre la maladie

Touchés par la souffrance des malades, Pierrette et Jacques Piens mobilisent chaque année les Bellilois pour réunir des fonds en faveur d'Aides, association luttant contre le sida.

Pour soutenir l'action d'Aides, coordonnée dans le Morbihan par Hadja Chauvin, cette année encore, Jacques et Pierrette Piens ont remis un chèque à l'association d'un montant de 6.295 €.



MILITER • AGIR • TRANSFORMER
Membre de la Coalition Internationale Sida

EN FRANCE

2009

AIDES FÊTE SES 25 ANS



EN BRETAGNE

2010

- Mise en place du premier programme d'éducation thérapeutique du patient à Rennes

EN FRANCE



Les militants-es associatifs-ves sont désormais autorisés-es à dépister ! (Trod VIH)

EN BRETAGNE

- Crédit au parcours VIH à Brest, à partir du modèle national.
- Fin du soutien individuel à domicile

CONFIRMATION DU RÔLE PRÉVENTIF DES TRAITEMENTS



2011

EN BRETAGNE



Réorganisation de l'espace du CAARUD à Rennes avec l'arrivée du TROD



- Année de la réorganisation territoriale de AIDES avec la mise en place de territoires d'actions qui ont remplacés les délégations territoriales.
- 16 Octobre 2011, 1er Trod pour la Bretagne, à St-Goustan (56).
- 10 Nov 2011 1er Trod VIh pour le local de Rennes.
- Intégration du CAARUD de Brest à la recherche action AERLI (accompagnement et éducation aux risques liés à l'injection) comme bras témoin
- Une action régulière au relais prévention santé à Vannes





EN FRANCE

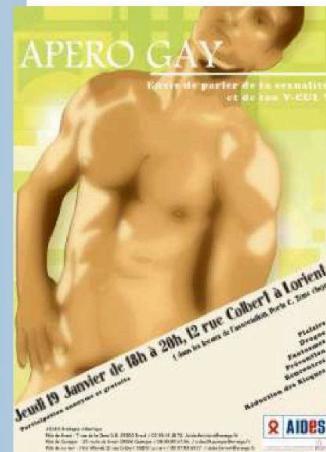
- **22 912 tests de dépistage réalisés ; taux de rendu positif : 1 % soit 3 fois plus qu'en CDAG et 5 fois plus qu'en dispositif classique.**
- Campagne présidentielle et législative : AIDES interpelle les principaux candidats autour de sa plateforme de revendications.
- Rapport EMA : 1er rapport issu de l'observatoire EMA qui révèle les dérapages et abus administratifs à l'encontre des malades étrangers-es.
- Seronet.org a quatre ans et devient la communauté de personnes concernées la plus importante (12 000 abonnés-es).



LA TRANSPHOBIE RECONNUE COMME CRITÈRE DE DISCRIMINATION

EN BRETAGNE

- Mise en place d'AERLI en Bretagne.
- La recherche communautaire AERLI débute pour la Bretagne, Le CAARUD de Rennes était "bras action" et celui de Brest "bras témoin".



2013

41 000

AIDES double le nombre de dépistages réalisés.

EN FRANCE

- Le gouvernement accorde aux couples de même sexe l'autorisation de se marier.
- Premières prises en compte des problématiques spécifiques au vieillissement des personnes séropositives avec la conférence de consensus communautaire sur Vieillir avec le VIH (CCCV).

EN BRETAGNE

- Création du territoire d'action Bretagne
- Achat d'un Boxer pour déployer les actions CAARUD dans le département de l'Ille et Vilaine
- Organisation de deux WES dont un Week-end co-organisé avec les Pays de la Loire.



2014

EN FRANCE

- Fin de l'essai Ipergay : efficacité démontrée d'une Prep à la demande chez les gays. AIDES demande l'accélération du processus d'obtention d'une recommandation temporaire d'utilisation (RTU).
- Obtention d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) pour le nouveau traitement VHC.
- Son prix exorbitant implique une politique de rationnement dénoncée par les associations.



EN BRETAGNE

Pour la deuxième année Erik Nigon participera à la route du Rhum au côté de Aides en arborant le ruban rouge. Son objectif sensibiliser à un monde sans Sida.

- Création des ateliers de Vie Positive à Brest entre personnes seropositives
- Colloque TRANS organisé par AIDES et la COREVIH
- Fermeture de la Direction Régionale Bretagne et transfert des fonctions support au siège de l'association.
- arrivée du TROD VHC



2015

EN BRETAGNE

- Ouverture d'une Permanence en Santé Sexuelle à Lamballe
- Création des séances ETP collectives en lien avec les services de médecine interne et maladies infectieuses du CHU de Brest.
- Première action au CSAPA de Fougères
- Fin des ACT portés par le réseau ville hôpital.
- Les structures santé de la marche de Rennes se regroupent pour former le Village Santé.
- Période estivale le Summer tour parcourt les plages Bretonnes



EN FRANCE

- VHC : arrivée d'antiviraux à action directe (AAD) qui révolutionnent le traitement de l'hépatite C chez les patients-es co-infectés-es (VIH/VHC). Les associations dénoncent des prix exorbitants et une politique injuste de rationnement des traitements.
- **Le Code de la santé publique intègre la notion de santé sexuelle.**



PLENIERE A BREST



2016

EN BRETAGNE

- Etat des lieux pour le PES en pharmacie.
- Les groupes d'entraide Hépatants sont mis en place un jeudi par mois à l'hôpital de Pontchaillou

GROUPE D'ENTRAIDE et D'ECHANGES entre HEPATANTS

Vous avez une hépatite, vous êtes en traitement ou en attente de traitement

Retrouvons nous...

Les 1ers jeudis de chaque mois de 9h00 à 12h00

Hôpital Pontchaillou
Service des maladies du foie
Salle de Relaxation

Parlons - en ensemble..



AIDES

AIDES fait peau neuve avec un nouveau logo :



2017



EN BRETAGNE

- Adaptation du réseau AIDES aux régions administratives : Fin de AIDES Grand Ouest et début de AIDES Bretagne
- Lover Pause devient le CAARUD A l'Ouest à Brest
- Premier apéro Chemsex à Lorient
- Marathon du dépistage : A l'occasion du 1er décembre, les équipes d'Aides Lorient se sont relayées durant 24 heures à Lorient et Lanester et ont proposé, en différents lieux, un dépistage rapide, confidentiel et gratuit.
- Un Week end santé "Femmes, addictions" est mis en place aux écuries de Kerbalan.

EN FRANCE

- Levée de l'interdiction des soins funéraires pour les personnes séropositives au VIH ou à une hépatite virale.
- La France baisse de 20 millions d'euros sa contribution financière à UNITAID.
- L'accès de tous-tes les malades au traitement contre l'hépatite C est officialisé.
- Nouveaux textes Corevh qui deviennent Coordination régionale de la lutte contre les IST et le VIH.

On est là pour informer, pas pour juger

association Aides Bretagne mettent un « apéro l'apéro ». C'est l'heure de l'apéro, amenez vos amis, vos collègues, vos proches.





37,9 MILLIONS
DE PERSONNES
VIVENT AVEC
LE VIH/SIDA.

EN BRETAGNE

EN FRANCE

- L'interdiction des soins funéraires pour les personnes vivant avec le VIH/sida est levée.
- Mobilisation inter-associative contre l'amende forfaitaire pour usage de stupéfiants.



Marche des fiertés de Rennes

- Refonte du parcours VIH sur Brest
- le départ de la route du rhum et le baptême du bateau d'Erik Nigon, aux couleurs de Aides, en présence de quelques militants bretons et Françoise Barré Sinoussi, Prix Nobel de médecine, Co-découvreuse du VIH
- une action régionale femmes migrantes a lieu à Quimper à l'occasion du 8 mars, journée internationale des droits des femmes
- l'inauguration des nouveaux locaux à Brest en mars, 16 rue Alexandre RIBOT
- Création du Parcours de vie CPP aux ateliers du vent
- Arrivée de la Naloxone et formation à son administration
- La Love Baguette est une baguette en forme de ruban, symbole de la lutte contre le VIH. Elle était vendue au tarif unique de 2€ dont 1€ était reversé à AIDES pour financer nos actions de sensibilisation et dépistage





Action premier décembre aux Capucins à Brest



EN FRANCE

- Organisation de la 1re Marche des fiertés en banlieue à Saint-Denis
- 264 travailleurs-ses du sexe saisissent la Cour européenne des droits de l'homme pour faire abroger la loi de pénalisation des clients-es de 2016.
- Le mot « transphobie » est enfin intégré au dictionnaire.

EN BRETAGNE

- L'action support don't punish s'appuie sur le parcours de vie des consommateurs de produits psychoactifs



Action plage dans le Morbihan

2020

AIDES LUTTE POUR QU'UNE ÉPIDÉMIE N'EN MASQUE PAS UNE AUTRE

EN FRANCE

#BREST / #CAARUD / PERMANENCES 20 - 26 AVRIL

En raison des mesures de confinement, les permanences sont réduites au minimum :

DATES & HORAIRES	PRÉPARATION
Lundi 20/04 : 17h-19h Permanence téléphonique Lun à Ven : 10h-12h & 14h-16h	Par appel/ message/texto : 0634552906 (préciser les quantités)
DISTANCES	DÉPART
Respectez les distances séparatives entre vous au minimum 1 mètre	Préparez votre départ une fois service Me reste pas dans la case
Service de livraison de matériel de réduction des risques sur commande et rendez-vous au local de Brest et dans le Nord Finistère du lundi au vendredi	

- Mobilisation contre les politiques des drogues répressives à l'occasion des 50 ans de la loi de 1970 de lutte contre la toxicomanie.
- Baisse du recours au dépistage VIH de 14 % et de la vente d'autotests de 22 %, provoquée par la Covid-19.

EN BRETAGNE

- COVID : ralentissement de l'activité et forte demande de lien social de la part des usager-ères.
- Les équipes du CAARUD se sont rapidement adaptées à la crise sanitaire. Toute les semaines étaient réactualisées nos permanences en fonction des annonces gouvernementales
- Action premier décembre à Brest Cette année afin de s'adapter à la crise sanitaire, Aides en lien avec le Collectif SIDA de Brest a réalisé une action totalement dématérialisée et a proposé la diffusion du film documentaire « Killing Patient Zero » en streaming. Cette diffusion a été suivie d'un débat animé par les membres du Collectif Sida de la ville de Brest
- Plaidoyer : Une double page sur la mise en œuvre de l'amende forfaitaire à Rennes a été diffusée par le média local Le mensuel de Rennes en mars 2020. AIDES y donnait son avis avec la plupart des acteurs-trices concernés par le sujet sur la métropole.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA
Mardi 1er décembre 20h
ÉVÉNEMENT en ligne sans inscription

Projection du documentaire *Killing Patient Zero*
d'une table ronde avec les acteurs du collectif SIDA

Plus d'informations sur sante-brest.net

Sida PARISCIEN

2021

EN FRANCE

- Camille Spire devient présidente de AIDES.
- Inauguration du SPOT (centre de santé sexuelle communautaire) à Montpellier.
- Développement de la distribution d'autotests VIH en partenariat avec le site jefaisletest.fr qui permet leur envoi gratuit par courrier.



LA PREP EN VILLE EST EFFECTIVE AU 1^{er} JUIN

EN BRETAGNE

- Développement du Programme d'échange de seringues en pharmacie
- arrivée du TROD VHB
- Premières actions de dépist drive avec le dépiste machine



EN BRETAGNE

- Mise en place des petits déjeuners CAARUD
- A l'occasion du premier décembre la ville de Vannes a répondu favorablement à notre demande d'éclairer les monuments publics de la ville en rouge.
- Cette année là les militant-es bretonnes ont mené 1276 actions dont 41% hors les murs
- Mise en place d'actions à destination des travailleur-euses du sexe en collaboration avec les pétrolettes (association communautaire de TDS)



Logo semaine internationale du dépistage



Marche des fiertés de Saint Brieuc

EN FRANCE

- Épidémie à Monkeypox contrôlée grâce à la mobilisation des associations organisée par AIDES : informations aux personnes concernées, et pression sur le ministère de la Santé pour organiser la vaccination.
- Série de décisions mettant fin à certaines discriminations encore existantes contre les personnes séropositives : déconjugualisation de l'Allocation aux Adultes Handicapé (AAH), facilité d'accès à l'emprunt, fin de l'exclusion systématique de la police.



Les remparts de Vannes drapés de rouge



DANS UN AUTRE MONDE
Bar à thème - 5, rue de l'étang à Vannes
Pour le dépistage, pas besoin de te vider de ton sang : une goutte suffit.
Rendez-vous le 4 novembre dès 22h.
DISTRIBUATION DE MATERIELLE, DÉPISTAGES VIH, VHB, VHC, PRÉVENTION



Nouveau logo signature !

2023

Journée atelier santé :
podcast : témoignage
de Charles



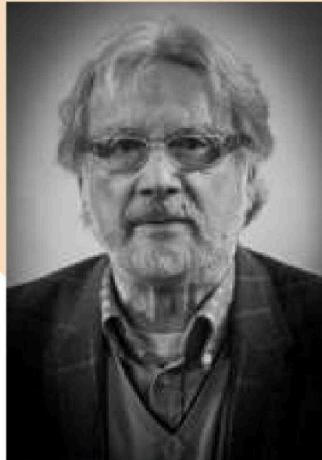
EN BRETAGNE

- Depuis 2022, de nombreux signalements de matériels usagés et de consommations dans l'espace public de la ville de Rennes nous sont remontés. Suite à ces demandes, le CAARUD, a doublé le nombre de maraudes en 2023.
- En lien avec son projet associatif 2019-2025, le CAARUD de Brest est transféré à l'association addiction France le 31 décembre 2023
- Mise en place des journées ateliers santé à destination des PVVIH



AIDES

- 7 février : décès de Daniel Defert, président fondateur de AIDES.





A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, Aides a accueilli Aides

EN FRANCE

- Entrée en vigueur de la réforme du référentiel SIGYCOP permettant aux personnes vivant avec le VIH sous conditions d'intégrer l'armée, la gendarmerie, la sécurité civile et le corps des sapeurs-pompiers.
- Septembre : coupe du monde de rugby organisée en France. Sortie de la campagne « On plaque le VIH », portée par ViiV et le rugbymen Gareth Thomas, personne vivant avec le VIH, à laquelle AIDES est associée.



173

ANNEXE N°4 : PORTRAITS DE MILITANT.E.S

1. Cléon Mittaine

CLÉON

L'équipe et l'association m'ont permis de me sentir suffisamment à l'aise pour être qui je suis

Dans quelles circonstances avez-vous découvert AIDES ? Comment est né votre engagement militant ?

Je connaissais de nom l'association, je suis tombée sur une annonce de AIDES au moment où je souhaitais travailler dans une association politique, militante axée sur la lutte contre les discriminations et sur la thématique de santé sexuelle.

La transformation sociale est au cœur de ce qui m'anime, c'est donc naturellement la poursuite de mon engagement.

Qu'est-ce que AIDES représente dans votre vie ?

L'association a joué un rôle dans mon identité car c'est le premier lieu de travail où j'ai pu faire mon coming-out non binaire et changer de prénom. L'équipe et l'association m'ont permis de me sentir suffisamment à l'aise pour être qui je suis.



Depuis le début de votre parcours militant à AIDES, quels sont les trois faits, événements, tournants qui vous ont le plus marqué, que ce soit à titre personnel ou collectif ?

- La marche contre la loi immigration, cela m'a permis de comprendre mes priviléges en tant que personne blanche et française. Ce jour là j'ai eu peur pour les militant-es racisés-es avec qui j'étais. J'ai aussi compris l'enjeu du plaidoyer de AIDES !
- Le sentiment d'appartenance à l'association auprès d'une équipe très engagée.

Qu'est-ce qui vous motive encore en 2024, 40 ans après la création de AIDES, à continuer d'être dans cette lutte ?

Voir sur nos actions qu'il reste beaucoup de combats à mener : les PVVIH que nous accueillons sont souvent en situation de précarité, de vulnérabilité. Il reste des combats à mener comme celui de reconnaître la sérophobie comme critère de droit d'asile, lutter pour les droits des personnes migrantes et des personnes trans. Au quotidien, je puise de la force en voyant le bien que ça fait aux personnes d'être accueillies ici.



2. Martial Le Toullec

MARTIAL

Dans quelles circonstances avez-vous découvert AIDES et comment est né votre engagement militant ?

J'ai connu l'association AIDES dans un sauna sur Lorient, l'association y menait une action dépistage. Ensuite j'ai croisé des militants-es à l'occasion d'une action dans le bar « le drôle de », où une discussion s'est engagée à la sortie du bar.

Au bout d'un an et demi, l'association me proposait de m'impliquer plus concrètement.

Après deux ans d'approche et d'adhésion je manquais de temps. Puis un ami s'est engagé dans AIDES et mon engagement a été plus conséquent.

Aujourd'hui je milite à AIDES depuis dix ans.

Qu'est-ce que AIDES représente dans votre vie ?

AIDES représente une part importante de mon temps libre. Je participe aux actions sauna et bar mais suis présent aussi aux réunions de lieux de mobilisation, ce qui me permet de rencontrer d'autres militants-es. J'ai suivi la formation initiale et suis devenu volontaire au bout d'un an.

Je me déplace généralement une fois par semaine pour la structure. Il est vrai qu'en tant qu'élu cela me demande beaucoup de temps.

Mon investissement a aussi évolué, au début j'étais en lien avec le public majoritairement, aujourd'hui je suis plus en lien avec les militants-es.

En dehors de l'association, j'explique à mes collègues et personnes que je rencontre ce que porte l'association et ce qui est fait pour lutter contre le VIH.



Depuis le début de votre parcours militant à AIDES, quels sont les trois faits, évènements, tournants (en lien avec les combats de l'association) qui vous ont le plus marqué, que ce soit à titre personnel ou collectif ?

À titre personnel je dirais que mon parcours militant a été marqué par l'arrivée de la Prep, la création d'une nouvelle action au Jameson et mon premier test positif au VIH car la charge émotionnelle était importante.

Qu'est-ce qui vous motive en 2024, 40 ans après la création de AIDES, à continuer la lutte, le combat ?

Aujourd'hui mon militantisme est intact et je continue la lutte.



TABLE DES ANNEXES

Annexe n°1 : Guides d'entretien.....	115
1. Guide d'entretien destiné aux archivistes.....	115
2. Guide d'entretien destiné aux militant.e.s.....	119
Annexe n°2 : Inventaires chrono-thématiques des entretiens collectés.....	123
1. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Morgane Vanehuin...	123
2. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Mona Le Bris.....	127
3. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Laëtitia Bourdin.....	131
4. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Elsa Boullic.....	133
5. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Aurélien Rouet.....	136
6. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Cléon Mittaine.....	138
7. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Cécile Pouleur.....	140
8. Inventaire chrono-thématique de l'entretien avec Martial le Toullec.....	142
Annexe n°3 : Frise chronologique Aides Bretagne.....	144
Annexe n°4 : Portraits de militant.e.s.....	167
1. Cléon Mittaine.....	174
2. Martial Le Toullec.....	175

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement.....	7
Engagement de non plagiat.....	9
Remerciements.....	11
Liste des abréviations.....	13
Sommaire.....	15
Introduction générale.....	17
Partie 1 - La lutte contre le VIH/sida : du militantisme associatif à la patrimonialisation des archives.....	21
I- Le militantisme associatif : formes et défis de l'engagement.....	22
A - Comprendre l'engagement et le désengagement militant.....	22
1. Les prémisses de l'engagement : rôle des pairs et sociologie de l'adhésion militante.....	22
2. Développement de compétences et fondement d'une culture militante propre.....	24
3. Désengagement militant : explications théoriques et appliquées.....	25
B- Professionnalisation de l'engagement et salariat associatif : les exemples du Planning Familial et de Aides.....	27
1. Professionnalisation du militantisme associatif.....	27
2. Entrée dans le salariat associatif : recrutement communautaire et formation du personnel.....	29
3. Limites du salariat associatif.....	30
C- Regarder en arrière : transmissions et mémoire de l'engagement militant intergénérationnel.....	32
1. Qu'est-ce qu'une génération ? Théories sociologiques.....	32
2. Les défis du renouvellement générationnel : divergences générationnelles dans l'approche militante.....	34

3. Transmettre pour lutter ensemble : lorsque les militant.e.s s'unissent dans un but commun.....	35
II- Combattre le VIH/sida : une lutte politique.....	37
A- Chronologie de la crise et espoirs post 1996.....	37
1. 1981-1996. Découverte du virus et institutionnalisation de l'épidémie : le coeur de la crise du VIH/sida.....	37
2. Vers une « fin du sida » ? Développement des trithérapies et de la PrEP.	
39	
B- Acteurs et formes du militantisme de la lutte contre le VIH/sida.....	41
1. Mouvements associatifs de lutte contre le VIH/sida : quelles associations pour quelles manières de lutter ?.....	41
2. Le « face à face des associations et de l'Etat » : entre recherche de compromis et affrontements directs.....	43
C- La figure du militant sida : une diversité de profils pour une diversité d'actions.....	45
1. Variables sociologiques de l'engagement militant contre le VIH/sida : le cas de « l'homosexuel séropositif ».....	45
2. Des militant.e.s « unis dans la colère » : faire communauté pour avancer dans l'action.....	46
III- Faire mémoire dans les associations de lutte contre le VIH/sida : quelle place pour les archives ?	49
A- Archives et militantisme : quels défis soulève « l'exceptionnalisme sida » ?	
49	
1. Entre stigmatisation et visibilisation, la médiatisation de « l'exceptionnalisme sida ».....	49
2. Militantisme d'urgence et production d'archives.....	51
B- Histoire et stratégies mémorielles dans les associations de lutte contre le VIH/sida.....	52
1. Archives associatives et récits personnels : quelles typologies pour	

quels récits de l'histoire ?.....	52
2. Usage politique de la mémoire : entrecroisement des mémoires homosexuelles et séropositives.....	54
C- Patrimonialisation de la mémoire.....	56
1. Pourquoi patrimonialiser ? Transmission des savoirs de la lutte et versement d'archives.....	56
2. Se concerter pour mieux conserver : la rencontre du 14 juin 2001....	58
Conclusion.....	59
Bibliographie.....	61
Sources.....	69
Partie 2 - Faire mémoire à Aides : enjeux archivistiques, militants et intergénérationnels dans les lieux de mobilisation bretons.....	73
I- Aides et sa stratégie d'archivage : du national au local.....	75
A- Aides : une association au réseau national.....	75
1. Positionnement politique, missions principales et intégration dans une action internationale.....	75
2. Aides : une association communautaire ?.....	76
3. Sur le terrain : statut des militant.e.s et cadre de travail informel.....	78
B- Pratiquer l'archivistique à Aides : application des missions de l'archiviste aux spécificités associatives.....	79
1. Création du poste d'archiviste et précision des missions.....	79
2. Conservation des archives de Aides : lieux de mobilisation locaux, siège social et Archives nationales.....	81
3. Valorisation et transmission : le rôle de l'archiviste comme médiateur.rice entre archives et militant.e.s.....	82
C- En Bretagne, une attention particulière donnée aux archives.....	84
1. Les lieux de mobilisation bretons : dynamiques militantes et collaboratives à l'échelle bretonne.....	84

2. Quelles archives pour quelle gestion archivistique dans les lieux de mobilisation bretons ?.....	86
3. Le rôle des archivistes dans les lieux de mobilisation bretons.....	88
II- Faire mémoire à Aides : archives communautaires et projets mémoriels à l'échelle locale bretonne.....	90
A- Pourquoi s'engager à Aides ? Le rôle de la mémoire communautaire dans la décision d'engagement.....	90
1. La décision d'engagement : vécus personnels et recherche de communauté.....	90
2. Raconter le passé pour s'unir au présent : les archives comme moyen de faire communauté.....	92
B- Impulsions nationales, initiatives locales : origines des projets mémoriels..	
93	
1. Projets mémoriels impulsés par le siège.....	93
2. Les initiatives locales ou l'appropriation par les LM des propositions du siège.....	94
C- Convocation d'archives et archives mémoriales : comment se saisir de ses propres archives pour se souvenir du passé ?.....	96
1. Événements mémoriels annuels ou ponctuels : quelles typologies d'archives mobilisées pour quels temps mémoriels ?.....	96
2. Fermeture du lieu de mobilisation de Brest : convocation d'archives à but mémoriel.....	97
III- Transmission intergénérationnelle, production et réemploi d'archives à but mémoriel : l'exemple des quarante ans de Aides en Bretagne.....	99
A- Se remémorer le passé : événements mémoriels par et pour les militant.e.s.....	99
1. Soirée de commémoration à Lorient et réemploi d'archives.....	99
2. Frise chronologique à l'échelle bretonne et mémoire collaborative....	101
B- Quand les témoignages deviennent des archives : échanges	

interpersonnels et intergénérationnels sur les histoires militantes.....	102
1. Les témoignages écrits.....	102
2. Les témoignages oraux en binôme.....	103
3. Réemploi des témoignages à but mémoriel et sensibilisation du grand public.....	104
C- Les archives comme forme de mémoire collective transgénérationnelle.	106
1. Émotion et archives : quand la transmission mémorielle fait écho....	106
2. Entre hier et aujourd'hui : évolution du contexte épidémiologique, de l'association et des militant.e.s.....	107
3. Nécessité d'une transmission interpersonnelle et intergénérationnelle....	
109	
Conclusion.....	110
Conclusion générale	111
Annexes.....	115
Table des annexes.....	177
Table des matières.....	179
Résumé.....	183

RÉSUMÉ

Archives associatives et mémoire intergénérationnelle

À travers l'exposé des processus d'engagement associatifs et des aspects politiques du militantisme sida, nous abordons dans ce mémoire les enjeux mémoriels au sein des associations de lutte contre le VIH/sida à travers l'exemple de Aides. L'étude qualitative des rapports et projets mémoriels au sein des lieux de mobilisation bretons permet une approche ciblée des enjeux commémoratifs, en particulier autour de quarante ans de Aides : créer et mettre en avant les archives associatives dans un but mémoriel. Via des dynamiques de transmission intergénérationnelle, tous.te.s les militant.e.s s'enrichissent d'une culture associative commune, partagée avant tout pour ne pas oublier.

Mots clés : engagement, militantisme, VIH, sida, lutte, archives, mémoire, transmission, génération, association, politique, commémoration, témoignage.

ABSTRACT

Associative archives and intergenerational memory

After describing the processes of associative commitment and the political aspects of AIDS activism, this study centers memorial issues within HIV/AIDS organizations, using Aides as an example. A qualitative study of memorial projects within Breton mobilization sites provides a targeted approach to commemorative issues, particularly around Aides' forty years anniversary : creating and highlighting associative archives for memorial purposes. Through intergenerational transmission dynamics, all activists are enriched by a common associative culture, sharing to always remember.

Key words: political commitment, activism, HIV, AIDS, fight, archives, memory, transmission, generation, organization, politics, commemoration, testimony.